

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173
N° 81

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Mahana 24
nō Tiurai 2024

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 211 IDV du 18 juillet 2024 portant attribution d'une subvention à l'Union Polynésienne de la Jeunesse (UPJ)	11698
Arrêté n° HC 1115 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Yellowfin	11701
Arrêté n° HC 1151 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la SARL Pacific Press	11703
Arrêté n° HC 1152 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par l'hôtel Manava Beach Resort & Spa Moorea	11705
Arrêté n° HC 1153 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Thasanan Thai Massage	11707
Arrêté n° HC 1154 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Frero della Pizza	11709
Arrêté n° HC 1156 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin Pueu	11711
Arrêté n° HC 1157 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Prin's	11713
Arrêté n° HC 1158 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société See You Soon - Le QG	11715
Arrêté n° HC 1159 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin LS Proxi Afaahiti	11717
Arrêté n° HC 1160 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin C2U	11719
Arrêté n° HC 1161 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le Centre des métiers de la mer de Polynésie française	11721
Arrêté n° HC 1162 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Tahiti Premium Water	11723
Arrêté n° HC 1163 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Média Nui Live	11725

Arrêté n° HC 1164 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Joué Club	11727
Arrêté n° HC 1165 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la commune de Taiarapu-Ouest	11729
Arrêté n° HC 1178 CABINET/DS/PPA du 12 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le domaine Parker	11731
Arrêté n° 05168-2024 VR du 8 juillet 2024 portant délégation de signature aux fonctionnaires du vice-rectorat de Polynésie française	11733

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1061 CM du 17 juillet 2024 portant application de l'article LP. 40 de la loi du pays n° 2023-26 du 3 mars 2023 modifiée relative à l'accompagnement des événements sportifs ou culturels de grande ampleur et au sport de haut niveau	11736
Arrêté n° 1066 CM du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 2096 CM du 25 octobre 2018 modifié portant octroi d'une licence de transporteur aérien à la SAS Islands Airline	11738
Arrêté n° 1067 CM du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 242 CM du 23 février 2018 modifié portant octroi de licence de transporteur aérien à la SARL Tahiti Air Charter	11739
Arrêté n° 1068 CM du 18 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial, de la rivière Vairaa, pour la construction d'un pont, au profit de la commune de Hitia'a O Te Ra	11740
Arrêté n° 1070 CM du 18 juillet 2024 relatif à la modification de l'arrêté n° 795 CM du 24 juillet 1996 portant organisation et fonctionnement des écoles publiques de la Polynésie française	11743
Arrêté n° 1072 CM du 18 juillet 2024 relatif à la modification de l'arrêté n° 2220 CM du 1er octobre 2021 portant règlement type des écoles maternelles, élémentaires et primaires publiques de la Polynésie française	11744
Arrêté n° 1075 CM du 18 juillet 2024 modifiant l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat »	11745
Arrêté n° 1076 CM du 18 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public, sis à Ha'apiti, commune de Mo'orea-Mai'ao, au droit des parcelles de terre cadastrées section LM n° 4, n° 5 et n° 26, au profit du Centre de recherches insulaires et observatoire de l'environnement (CRIOBE)	11746
Arrêté n° 1087 CM du 18 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération Polynésienne des Sports Adaptés et Handisports pour le financement du déplacement de la délégation parava'a au championnat du monde 2024 de va'a, à Hilo, Hawaii	11749
Arrêté n° 1118 CM du 18 juillet 2024 portant prolongation du délai de réalisation prévu à l'article 4 de l'arrêté n° 2462 CM du 3 novembre 2021 portant agrément de l'opération « Teavaava travaux (CDT-2021) » commune de Tautira, Taiarapu-Est et approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer cette opération	11751
Arrêté n° 1134 CM du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Huā'ai a Tehoiri Hauata Edwin Maurinui et Ahuroa Mathilde Tetua (THEMAM) pour financer l'acquisition de 'ukulele, dans le cadre de son projet intitulé « j'aime mon 'ukulele », au titre de l'année 2024	11752
Arrêté n° 1138 CM du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva pour l'organisation d'une certification citoyenne en milieu aquatique à destination d'associations de jeunesse et d'éducation populaire	11754
Arrêté n° 1144 CM du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL MRCS dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française	11756
Arrêté n° 1145 CM du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Tahiti Formation dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion internet en Polynésie française - ACI	11758
Arrêté n° 1157 CM du 19 juillet 2024 portant extension des dispositions de l'avenant du 8 juin 2023 aux conventions collectives de 1959 passé entre la confédération Des Armateurs de la Polynésie française et le syndicat Des Gens de Mer	11760

Arrêté n° 1160 CM du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association comité Quartier Hotuarea Nui pour l'aménagement d'un kit carport de 36 m2 de type garage	11761
Arrêté n° 1166 CM du 22 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis commune de Bora Bora ('Anau), au profit de la SA société Des Nouveaux Hôtels	11763

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1188 PR du 16 juillet 2024 portant classement par étoiles de l'établissement Saint-Régis Bora Bora Resort	11766
Arrêté n° 1189 PR du 16 juillet 2024 portant classement par tiare de l'établissement Fare Vavae	11767
Arrêté n° 1190 PR du 16 juillet 2024 portant commissionnement de Pascal PELLERIN, en fonction au groupement d'études et de gestion du domaine public de la direction de l'équipement pour constater les infractions à la réglementation sur la conservation du domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux en Polynésie française	11768
Arrêté n° 1193 PR du 16 juillet 2024 portant désignation, pour quatre ans, des représentants des employeurs et des salariés au comité technique consultatif	11769
Arrêté n° 1196 PR du 16 juillet 2024 portant fin de fonctions de M. Yannis CERAN JERUSALEMY, directeur de cabinet auprès du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée	11771
Arrêté n° 1197 PR du 17 juillet 2024 portant attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » à la société Reilly's Adventures pour le navire à moteur (Sea Eagle)	11772
Arrêté n° 1198 PR du 17 juillet 2024 portant attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » à la société Ocean Legacy Limited pour le navire à moteur (Deja Too)	11773
Arrêté n° 1199 PR du 17 juillet 2024 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture	11774
Arrêté n° 1207 PR du 18 juillet 2024 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de cause animale	11775
Arrêté n° 1208 PR du 18 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Haunui Norbert BAGUR	11776
Arrêté n° 1209 PR du 18 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Wendy PRATT	11778
Arrêté n° 1210 PR du 18 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jean-Claude Heinere HENRIOU	11780
Arrêté n° 1211 PR du 18 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Robert Pierre Haaiau O'CONNOR	11782
Arrêté n° 1213 PR du 18 juillet 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction de la santé, d'un appartement de type F2 dépendant d'un immeuble édifié sur les parcelles cadastrées commune de Bora Bora, commune associée de Nunue, section AO n ^{OS} 78 et 79, appartenant à la SCI Alana	11784
Arrêté n° 1214 PR du 18 juillet 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction de la santé, de cinq appartements de type F2 dépendant d'un immeuble édifié sur la parcelle cadastrée commune de Bora Bora, commune associée de Nūnu'e, section K n° 39, appartenant à la SCI Motuia	11785
Arrêté n° 1215 PR du 19 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à charge de ponton, sis commune de Rangiroa, au profit de la SARL Tikehau Fafarua Lodge Private Island	11786
Arrêté n° 1216 PR du 19 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 6498 MAF du 15 juin 2022 portant transfert de gestion du navire immatriculé PY 2847 (Kaoha Tini), au profit de la Communauté de communes des îles Marquises (CODIM)	11788
Arrêté n° 1219 PR du 19 juillet 2024 relatif à l'exercice des attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions	11789
Arrêté n° 1221 PR du 19 juillet 2024 portant désignation des membres du collège des institutions de la Polynésie française de l'Agence d'aménagement et de développement durable des territoires de la Polynésie française (AADDT) dénommée "Opua"	11790
Arrêté n° 1225 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI pour la production audiovisuelle d'un court-métrage de fiction de création unitaire, intitulé <i>La parole malsaine</i>	11791

Arrêté n° 1226 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Marc-Antoine BOUVANT pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>Save Teahupoo ?!?!?!!</i>	11793
Arrêté n° 1227 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Yvon LE GALL pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>Dans les coulisses du centre hospitalier de Polynésie française</i>	11794
Arrêté n° 1228 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>La canne Otaïti</i>	11796
Arrêté n° 1229 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Hiroarii CHONG pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé <i>Local Hiking</i>	11798
Arrêté n° 1230 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>Gaston FLOSSE, l'homme de Mangareva</i>	11799
Arrêté n° 1231 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>Oscar TEMARU, une destinée polynésienne</i>	11800
Arrêté n° 1232 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>Ono'u, les couleurs de l'âme polynésienne</i>	11801
Arrêté n° 1233 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>Aïtau, dévorer le temps perdu</i>	11802
Arrêté n° 1234 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Toarii POUIRA pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>Ānā vai</i>	11803
Arrêté n° 1235 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Lionel CUVEILLER pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé <i>Parau pa'ari - secrets d'anciens</i>	11804
Arrêté n° 1236 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Benoît TARAHU pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>Taura : les gardiens sacrés du monde polynésien</i>	11805
Arrêté n° 1237 PR du 22 juillet 2024 portant classement par tiare de l'établissement Pension Tupuna	11806
Ministère des grands travaux, de l'équipement	
Arrêté n° 6309 MGT du 18 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire St X Maris Stella IV à desservir l'île de Katiu lors de son voyage n° 4 du 24 juillet 2024	11807
Arrêté n° 6310 MGT du 18 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 5889 MGT du 8 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV à desservir les îles de Katiu, Taenga, Raroia, Takume, Tepoto Nord, Napuka, lors de son voyage n° 3 du 6 juillet 2024	11808
Arrêté n° 6311 MGT du 18 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Apetahi Express à desservir l'île de Maupiti du 21 au 31 juillet 2024	11809
Ministère de l'économie, du budget et des finances	
Arrêté n° 6165 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Carter Gwynn WHITE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	11810
Arrêté n° 6166 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Lidie Rahapa MAROANUI épouse TAPUTU au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	11812
Arrêté n° 6167 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Anavai RAFFRAY pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	11814
Arrêté n° 6168 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Roberto Nuihau BONNEFIN au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	11816

Arrêté n° 6169 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Mairefano Heimata Alexia Ernestine TEMATAFAAERE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	11818
Arrêté n° 6170 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Angélique Esther Emmanuelle LANDAIS épouse MAZZEI au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	11820
Arrêté n° 6171 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Raphaël François Simon MASSON au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	11822
Arrêté n° 6172 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Bastian Jean Michel CATTABRINI au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	11824
Arrêté n° 6205 MEF/CDE du 16 juillet 2024 portant désignation de Mme Tehanivai SEIGNEURIN, en fonction au service des moyens généraux, en qualité de correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées	11826
Arrêté n° 6206 MEF/CDE du 16 juillet 2024 portant désignation de Mme Brenda LILLOUX, en fonction à la direction des affaires foncières, en qualité de correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées	11827
Arrêté n° 6223 MEF/CDE du 16 juillet 2024 constatant la cessation de fonctions de Mme Lizzie AVAEMAÏ, en fonction à la direction générale de l'éducation et des enseignements, en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées	11828
Arrêté n° 6250 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 10057 VP/DGAE du 10 septembre 2019	11829
Arrêté n° 6251 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6550 VP du 22 juillet 2014	11830
Arrêté n° 6252 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7325 VP/DAE du 7 août 2014	11831
Arrêté n° 6253 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6482 VP du 21 juillet 2014	11832
Arrêté n° 6254 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 9050 MEF/DGAE du 22 septembre 2020	11833
Arrêté n° 6255 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 7312 MEF/DGAE du 6 juillet 2022	11834
Arrêté n° 6256 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 202 MEF/DGAE du 9 janvier 2023	11835
Arrêté n° 6257 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 2347 MEF/DGAE du 16 mars 2023	11836
Arrêté n° 6258 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 modifiant la décision de rejet n° 8734 MRE/DAE du 25 septembre 2014	11837
Arrêté n° 6259 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 9788 MEF/DGAE du 8 septembre 2021	11838
Arrêté n° 6260 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 12224 MEF/DGAE du 9 novembre 2021	11839
Arrêté n° 6261 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9335 MEI/DAE du 20 octobre 2015	11840
Arrêté n° 6262 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9345 VP/DAE du 25 septembre 2017	11841
Arrêté n° 6263 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 modifiant l'arrêté de rejet n° 1792 MEF/DGAE du 10 février 2021	11842
Arrêté n° 6264 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 705 MEF/DGAE du 17 janvier 2022	11843
Arrêté n° 6265 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 6414 MEF/DGAE du 25 juillet 2023	11844
Arrêté n° 6266 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 8087 MEF/DGAE du 21 juillet 2021	11845
Arrêté n° 6267 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 6189 MEF/DGAE du 18 juillet 2023	11846
Arrêté n° 6268 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7791 VP/DAE du 20 août 2014	11847
Arrêté n° 6269 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7331 VP/DAE du 7 août 2014	11848
Arrêté n° 6270 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8350 VP/DAE du 5 septembre 2014	11849

Arrêté n° 6271 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8351 VP/DAE du 5 septembre 2014	11850
Arrêté n° 6272 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7792 VP/DAE du 20 août 2014	11851
Arrêté n° 6273 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6743 VP du 25 juillet 2014	11852
Arrêté n° 6274 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6549 VP du 22 juillet 2014	11853
Arrêté n° 6334 MEF/DGAE du 19 juillet 2024 portant agrément du navire Tekahuitagaroa, immatriculé PY 40180 CO et appartenant à la commune de Nukutavake, au régime fiscal privilégié applicable à l'importation de produits pétroliers destinés aux navires des communes ou groupements de communes de Polynésie française	11854
Arrêté n° 6367 MEF/DBF du 22 juillet 2024 portant nomination de quatre mandataires de la sous-régie de recettes de la direction de la biosécurité	11855
Arrêté n° 6368 MEF/DBF du 22 juillet 2024 portant nomination d'un régisseur et deux mandataires suppléants auprès de la régie de recettes prolongée de la direction de la santé, Hôpital Louis-Rollin sis à Taiohae sur l'île de Nuku Hiva	11857
Arrêté n° 6380 MEF/DGAE du 22 juillet 2024 portant habilitation de M. Rabiï KARROUMI en qualité d'agent spécial d'assurance de la Société Europ Assistance	11859
Arrêté n° 6381 MEF/DGAE du 22 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association AS Tamari'i Faa'a Pétanque pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II	11860
Arrêté n° 6382 MEF/DGAE du 22 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Raptor pétanque club pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II	11861
Arrêté n° 6383 MEF/DGAE du 22 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Aïto Nui pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II	11862
Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement	
Arrêté n° 6221 MPR/DBS du 16 juillet 2024 portant agrément de l'établissement SCA Verdeen pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux	11863
Arrêté n° 6275 MPR/DRM du 18 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parc à poissons pour la pêche aux operu, sis à Tumaraa, commune de Raiatea, au profit de M. Matahi TUPUAIOORO (349)	11865
Arrêté n° 6276 MPR/DRM du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté 1275 VP du 5 février 2020 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Pukarua, commune de Reao, au profit de M. Tekura MOEARO (exploitant n° 6)	11867
Arrêté n° 6277 MPR/DRM du 18 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parc à poissons, sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Paul Teherenui JOUSSIN (exploitant n° 218)	11868
Arrêté n° 6278 MPR/DRM du 18 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation de deux parcs à poissons sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Tepaiaha Jess Briss HARRY (exploitant n° 149)	11870
Arrêté n° 6291 MPR/DIREN du 18 juillet 2024 autorisant la SARL KMH Média Production à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Tahiti et Mo'orea du 23 juillet au 5 août 2024	11872
Arrêté n° 6300 MPR du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 8751 MPF du 12 septembre 2017 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 125 d'une superficie de 1,12 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Jacques AHARA	11874
Arrêté n° 6301 MPR du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 2530 MED du 4 mars 2019 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 124 d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Mataihau TERIITAOHIA	11875
Arrêté n° 6302 MPR du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 1323 MPF du 12 février 2018 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 19 d'une superficie de 1,76 ha dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Opoa, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Teheura TEMANUPAIOURA	11876
Arrêté n° 6303 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 67 d'une superficie de 2,51 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Milton HURI	11877

Arrêté n° 6304 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 124 d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Fabrice TETAUVIRA	11879
Arrêté n° 6305 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 125 d'une superficie de 1,12 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Frédo TCHEN YONG	11881
Arrêté n° 6306 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 14c d'une superficie de 3,99 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpōa, sis à 'Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Michèle TEFAAORA	11883
Arrêté n° 6307 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 14d d'une superficie de 0,50 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpōa, sis à 'Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Joseph SAM KOUA	11884
Arrêté n° 6308 MPR du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 1645 CM du 13 septembre 2017 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 109 d'une superficie de 2,70 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuātea, Raiaatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Heimiri TEIKITUTOUA épouse MOU THAM	11885
Arrêté n° 6312 MPR du 18 juillet 2024 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 6 d'une superficie de 0,78 ha dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à 'Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Heimana MATEATATUA	11886
Arrêté n° 6323 MPR/DRM du 19 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Jacques Jean-Pierre Timona DEFOSSEZ, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 226)	11888
Arrêté n° 6324 MPR/DRM du 19 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Augustine Terava TOAE épouse MARO sis à Fakarava commune de Fakarava (exploitant n° 87)	11890
Arrêté n° 6325 MPR/DBS du 19 juillet 2024 portant agrément de l'établissement Agritech pour l'importation d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux	11892
Arrêté n° 6326 MPR/DBS du 19 juillet 2024 portant agrément de l'établissement Comptoir Commercial Cécile pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux	11894
Arrêté n° 6328 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Michel CHENNE en qualité de préparateur de vanille	11897
Arrêté n° 6329 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de Mme Tatiana DAUPHIN en qualité de préparateur de vanille	11898
Arrêté n° 6330 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Philip Matahi BRILLANT en qualité d'exportateur de vanille	11899
Arrêté n° 6331 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Pascal CHUNGUES en qualité de préparateur de vanille	11900
Arrêté n° 6332 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Jean-Elie Hei Arii CIZO en qualité de préparateur de vanille	11901
Arrêté n° 6333 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Wilfrid, Peni TCHOOUN THAM en qualité de préparateur de vanille	11902
Arrêté n° 6379 MPR du 22 juillet 2024 autorisant la location d'une emprise de 10 000 m ² , à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée sans nom, cadastrée section CL n° 66 d'une superficie totale de 174 971 m ² , sise commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Tipora TAPATI	11903
Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur	
Arrêté n° 6236 MEE du 17 juillet 2024 portant délégation de signature à M. Johnny BIRET, directeur de cabinet, auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture	11905
Arrêté n° 6237 MEE du 17 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Titaina LEHARTEL, cheffe de cabinet, auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture	11907
Arrêté n° 6313 MEE du 18 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 4 du collège de Taiohae, Nuku Hiva adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 2 juillet 2024	11908

Arrêté n° 6314 MEE du 18 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 6 du collège de Makemo adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 25 juin 2024	11911
Arrêté n° 6355 MEE du 19 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 5 du lycée professionnel de Faa'a adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 20 juin 2024	11914
Arrêté n° 6356 MEE du 19 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 1 du collège de Moerai - Rurutu adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 16 avril 2024	11917
Arrêté n° 6357 MEE du 19 juillet 2024 portant approbation des décisions budgétaires modificatives n° 3 et n° 4 du collège d'Arue adoptées par le conseil d'établissement lors de la séance du 25 avril 2024	11920
Arrêté n° 6358 MEE du 19 juillet 2024 portant approbation des décisions budgétaires modificatives n° 2 et n° 3 du collège Henri-Hiro adoptées par le conseil d'établissement lors de la séance du 18 avril 2024	11923
Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance	
Arrêté n° 6180 MJP du 16 juillet 2024 portant attribution du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée aquatique »	11926
Arrêté n° 6213 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Freddy Teva FAUURA dont l'enseigne commerciale est Arts Ke'a pour financer l'achat d'équipements	11928
Arrêté n° 6214 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Tevahine Katopua Philomène TEARIKI dont l'enseigne commerciale est Teariki Tevahine pour financer l'achat d'équipements et de matières premières	11929
Arrêté n° 6215 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Vainui Maimiti Mariana FARAIRE épouse BARSINAS dont l'enseigne commerciale est Kauari Anga Ere pour financer l'achat des matières premières	11930
Arrêté n° 6216 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Iaera TAMARINO épouse TEFAAFANA dont l'enseigne commerciale est Jaia Création pour financer l'achat d'équipements et de matières premières	11931
Arrêté n° 6217 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Fauura RAIPUNI épouse BOUTEAU dont l'enseigne commerciale est Fauura Créations pour financer l'achat d'équipements	11932
Arrêté n° 6218 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Mareva ANANIA épouse ORBECK dont l'enseigne commerciale est O' Mareva pour financer l'achat d'équipements et de matières premières	11933
Arrêté n° 6222 MJP du 16 juillet 2024 complétant la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025	11934
Arrêté n° 6344 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Susanne FANKHAUSER épouse FII dont l'enseigne commerciale est Susanne FII pour financer l'achat d'équipements	11935
Arrêté n° 6346 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Elisabeth TARAROA dont l'enseigne commerciale est Création Tara pour financer l'achat d'équipements et de matières premières	11936
Arrêté n° 6347 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Marie-Christine Teahu REIA épouse TEFAATAU dont l'enseigne commerciale est Tehauarii Couture pour financer l'achat d'équipements et de matières premières	11937
Arrêté n° 6348 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Lilly Marguerite ALBERT dont l'enseigne commerciale est Lilly Créa pour financer l'achat des matières premières	11938
Arrêté n° 6349 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Tafainui Roland Noon LAINÉ dont l'enseigne commerciale est Noon pour financer l'achat d'équipements et de matières premières	11939
Arrêté n° 6350 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Robin Yves Werner MAJEWSKI dont l'enseigne commerciale est Robin Wood pour financer l'achat d'équipements et de matières premières	11940

24 juillet 2024

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

11697

- Arrêté n° 6351 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Puapuamaihinano Tevahinehamoura VIRIAMU épouse PAUTEHEA dont l'enseigne commerciale est Māhina Tui pour financer l'achat des matières premières **11941**
- Arrêté n° 6352 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Noéline Hinano SEGUIN dont l'enseigne commerciale est Nevh Art pour financer l'achat des matières premières **11942**
- Arrêté n° 6353 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de de M. Davida Félix TAPUTEA dont l'enseigne commerciale est Thavy Art pour financer l'achat d'équipements **11943**
- Arrêté n° 6369 MJP du 22 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI, tāvana hau de la circonscription des îles Marquises **11944**
- Arrêté n° 6376 MJP du 22 juillet 2024 portant délégation de signature à M. Terii SEAMAN, tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier **11946**
- Arrêté n° 6377 MJP du 22 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Rachel TURINA épouse TAU, secrétaire générale de la circonscription des îles Australes **11948**

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

- Arrêté n° 37-2024 PR/APF/SG/SAF du 16 juillet 2024 portant institution d'une régie d'avances à l'Assemblée de la Polynésie française **11950**
- Arrêté n° 38-2024 PR/APF/SG/SAF du 16 juillet 2024 portant nomination d'un régisseur et d'un mandataire suppléant auprès de la régie d'avances de l'Assemblée de la Polynésie française **11952**

ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

- Avis n° 26 du 19 juillet 2024 sur le projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française **11954**

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Avis officiels

- Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Teva I Uta pour le mois de juin 2024 **11958**
- Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Taiarapu-Ouest pour le mois de juin 2024 **11959**
- Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Taiarapu-Est pour le mois de juin 2024 **11961**
- Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et Tuamotu-Gambier pour la période du 9 au 10 juillet 2024 **11962**

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 211 IDV du 18 juillet 2024 portant attribution d'une subvention à l'Union Polynésienne de la Jeunesse (UPJ)

NOR : ETA24300467AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi de finances initiale pour 2024 et le décret portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances ;

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la loi modifiée n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret 2019-1416 du 20 décembre 2019 (art. 5) portant organisation de la direction générale des collectivités locales ;

Vu le dossier de demande de subvention déposé par l'organisme bénéficiaire ;

Pour les aides de minimis inférieures à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux

Vu le règlement n° 360/2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

Pour les aides d'État supérieures ou égales à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux

Vu la décision du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général .

Vu l'arrêté n° 1213 DMME/BRHT/tto du 31 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Anna NGUYEN, cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er. — Objet et montant de la subvention

Au titre de l'exercice 2024, une subvention de 8 447,00 €, soit 1 007 995 F CFP, est accordée à l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse (UPJ) dans le cadre de la mise en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, du projet d'intérêt général suivant :

Action n° 1 - DA00293729 - Inter-CVL Rencontre des centres de vacances et de loisirs - complément - Union Polynésienne pour la Jeunesse : 8 447,00 €

Les coordonnées du bénéficiaire sont les suivantes :

Complexe sportif de la Punaruu, Punaauia

BP 3474, 98713 Papeete

n° SIRET : 000000001 67585

n° Tiers Chorus : 1100012705

Art. 2. — Respect du contrat d'engagement républicain par les associations et les fondations

Le bénéficiaire de la subvention représentant une association ou une fondation, s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations notamment :

- à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association ou la fondation informe ses membres par tout moyen (affichage dans ses locaux, mise en ligne sur son site internet, etc.) des engagements inscrits dans le contrat d'engagement républicain. Elle veille à ce qu'ils soient respectés par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles.

Tout constat d'un manquement commis par l'une ou l'autre de ces personnes conduira au reversement de la subvention au prorata de la période restant à courir.

Art. 3. — Imputation budgétaire et comptable

La subvention est imputée sur les crédits du programme budgétaire Politique de la ville (147) : domaine fonctionnel 0147-01-10, code activité 014701010101, groupe marchandise 12.02.01.

L'ordonnateur de la dépense est le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Votre interlocuteur, service prescripteur, est le haut-commissariat de la République en Polynésie Française.

Le comptable assignataire est le directeur des finances publiques, rue Anne-Marie-Javouhey, BP 86, 98713 Papeete.

Art. 4. — La subvention sera versée en totalité dans le mois suivant sa notification sur le compte suivant :

Banque : banque SOCREDO

Titulaire : association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse

Art. 5. — Détermination du montant de la subvention

Le montant de la subvention a été déterminé au vu du budget prévisionnel établi par l'organisme dans son dossier de demande de subvention. Le financement n'excède pas la différence entre les charges directes et indirectes et les recettes engendrées par la mise en œuvre de l'action.

Les coûts totaux estimés éligibles pour l'action 1, Inter-CVL Rencontre des centres de vacances et de loisirs mise en œuvre par l'Union Polynésienne pour la Jeunesse sont de 58 576,00 €, soit 6 989 976 F CFP.

Le total des charges et des produits figurant au budget prévisionnel est de 58 576,00 €, soit 6 989 976 F CFP.

Art. 6. — Délai de réalisation et de justification

Le programme d'actions doit être achevé au plus tard le 30 juin 2025. La subvention sera justifiée dans les conditions prévues à l'article « compte rendu financier » au plus tard le 31 décembre 2025.

Art. 7. — Compte-rendu financier

L'organisme bénéficiaire devra justifier l'emploi de la subvention lors de toute nouvelle demande ou, à défaut, au plus tard le 31 décembre 2025, en produisant un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000.

La justification s'effectue directement dans l'espace usagers de la plateforme Dauphin.

En cas de non production du compte rendu financier, la subvention sera reversée au Trésor public.

Si le financement excède la différence entre les produits et les charges, les sommes non utilisées seront reversées au Trésor public.

Art. 8. — Contrôle

L'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 et l'article 112 de la loi du 31 décembre 1945 obligent toute association, société ou collectivité privée ou publique bénéficiant d'une subvention de l'État à « fournir ses budgets et comptes au ministre qui accorde la subvention. Elle peut en outre être invitée à présenter les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Tout refus de communication entraînera la suppression de la subvention ».

En conséquence, l'organisme s'engage à :

- faciliter tout contrôle, sur pièces ou sur place ;
- disposer d'une comptabilité analytique issue de la comptabilité générale ;
- mettre en place des outils fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

En cas de non-réalisation, de réalisation non conforme ou de refus de communication de comptes ou de pièces justificatives, la subvention sera reversée au Trésor public.

Art. 9. — Publicité

Les financements de l'État doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication (affiches, flyers, programmes, site internet...) doivent porter le logotype et la mention « avec le soutien du secrétariat d'État chargé de la citoyenneté et de la ville ».

Le logo est téléchargeable sur le site de l'agence nationale de la cohésion des territoires : https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/Accueil/Les_programmes/Politique_de_la_ville/Les_subventions/Communiquer.

Le bénéficiaire s'engage à indiquer et justifier les mesures prises en matière de publicité du financement État dans le cadre des bilans annuels.

Le défaut de publicité sur le financement de l'État constitue un motif de non versement de la subvention.

Art. 10. — Délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 11. — Exécution

Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française et l'administratrice, cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, le directeur des finances publiques en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : la cheffe des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,
Anna NGUYEN

Arrêté n° HC 1115 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Yellowfin

NOR : ETA24300484AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Tutehau MARTIN en date du 20 novembre 2023 enregistrée sous le n° 755 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Tutehau MARTIN, président de la société Yellowfin, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé marina Taina à Punaauia, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 755.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 2 caméra(s) extérieure(s) et de 2 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

M. Tuteahu MARTIN, président ;

M. Teiva TAPARE, directeur d'exploitation ;

M. Tamatea MARTIN, responsable informatique.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1151 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la SARL Pacific Press*NOR : ETA24300479AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande M. Hugues LEMAITRE en date du 26 septembre 2022 enregistrée sous le n° 738 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Hugues LEMAITRE, directeur de production de la SARL Pacific Press est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé PK 36,200 côté montagne à Papara, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 738.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 5 caméra(s) extérieure(s) et de 0 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/secours à personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Hugues LEMAITRE, directeur de production ;
- Mme Eriat TEMAURIURI, assistante de direction.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par signalétique appropriée :
- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice adjointe de cabinet,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1152 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par l'hôtel Manava Beach Resort & Spa Moorea

NOR : ETA24300477AR

Le haut-commissaire de la République, en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juillet 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Éric ZUCCHI en date du 9 mai 2023 enregistrée sous le n° 741 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Éric ZUCCHI, directeur général de l'hôtel Manava Beach Resorts & Spa Moorea, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé Manava Beach Resorts & Spa Moorea, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 741.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 3 caméra(s) extérieure(s) et de 2 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Éric ZUCCHI, directeur général ;
- M. Stéphane PONS, directeur adjoint.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire, et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1153 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Thasanan Thai Massage

NOR : ETA24300483AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de Mme Thasanan SITTI en date du 18 septembre 2023 enregistrée sous le n° 750 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 2 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Mme Thasanan SITTI, gérante de la société Thanasan Thai Massage, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé local 3 Tamanu iti, rez-de-chaussée à Punaauia, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 750.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 0 caméra(s) extérieure(s) et de 1 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : prévention des attents aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- Mme Thanasan SITTI, gérante ;
- M. Fabrice MEIER, gérant.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1154 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Frero della Pizza*NOR : ETA24300473AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Tevarii DEANE en date du 12 janvier 2024 enregistrée sous le n° 754 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Tevarii DEANE, gérant de la société Tahiti Digital Services, installateur du système pour le compte de la société Frero della Pizza, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé lotissement du domaine Paparua lot B1, à Afaahiti, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 754.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 3 caméra(s) extérieure(s) et de 1 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Moana IHORAI.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1156 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin Pueu*NOR : ETA24300476AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Henri LEOU ON en date du 11 mars 2024 enregistrée sous le n° 756 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Henri LEOU ON, gérant du magasin Pueu, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé PK 9,300 côté montagne Pueu à Taiarapu-Est, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 756.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 0 caméra(s) extérieure(s) et de 3 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Henri LEOU ON, gérant ;
- M. Jean-Marc LEOU ON, responsable du magasin.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1157 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Prin's

NOR : ETA24300480AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Vincenzino RIZZO en date du 19 février 2024 enregistrée sous le n° 757 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Vincenzino RIZZO, gérant de la société Prin's, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé PK 14,500, immeuble Tamanu Hotu à Punaauia, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 757.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 0 caméra(s) extérieure(s) et de 1 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Vincenzino RIZZO, co-gérant ;
- Mme Taraina MAITERE, co-gérant.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1158 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société See You Soon - Le QG

NOR : ETA24300481AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de Mme Sophie MARGAIL épouse TROSCOMPT en date du 19 février 2024 enregistrée sous le n° 759 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Mme Sophie MARGAIL épouse TROSCOMPT, gérante de la société See You Soon - Le QG, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé PK 26,600, Le petit village Tiahura à Moorea, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 759.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 0 caméra(s) extérieure(s) et de 3 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- Mme Sophie TROSCOMPT, co-gérant ;
- M. Olivier TROSCOMPT, co-gérant.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire, et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1159 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin LS Proxi Afaahiti*NOR : ETA24300475AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Freddy CHONEL en date du 11 novembre 2023 enregistrée sous le n° 760 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Freddy CHONEL, gérant du magasin LS Proxi Afaahiti, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé PK 2,200 côté montagne à Afaahiti, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 760.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 7 caméra(s) extérieure(s) et de 20 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/secours à personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Freddy CHONEL, co-gérant ;
- Mme Nathalie CHONEL, co-gérant ;
- M. Laurent CHONEL, co-gérant.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1160 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin C2U*NOR : ETA24300469AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de Mme Caroline DEHU en date du 26 mars 2024 enregistrée sous le n° 765 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 2 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Mme Caroline DEHU, gérante du magasin C2U, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé PK 26,300 côté montagne, Tiahura à Moorea-Maiao, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 765.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 0 caméra(s) extérieure(s) et de 7 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- Mme Caroline DEHU, gérante.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1161 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le Centre des métiers de la mer de Polynésie française*NOR : ETA24300470AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Heifara TRAFTON en date du 26 mars 2024 enregistrée sous le n° 776 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 2 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Heifara TRAFTON, directeur du Centre des métiers de la mer de Polynésie française, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé au campus de formation, Ahutoru, PK 3,500 côté mer à Arue, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 776.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 5 caméra(s) extérieure(s) et de 6 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/la prévention des atteintes aux biens/protection des bâtiments publics.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Heifara TRAFTON, directeur ;
- M. Teanuanua RAURAH, responsable logistique.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 30 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1162 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Tahiti Premium Water*NOR : ETA24300482AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. David LOPEZ en date du 6 mai 2024 enregistrée sous le n° 777 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 2 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. David LOPEZ, directeur général de la société Tahiti Premium Water, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé lot B, zone industrielle de Vaiare - Teavaro à Moorea-Maiao, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 777.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 1 caméra(s) extérieure(s) et de 1 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. David LOPEZ, directeur général.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1163 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Média Nui Live*NOR : ETA24300478AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Cédric MOREL en date du 5 juin 2024 enregistrée sous le n° 783 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 2 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Cédric MOREL, directeur de la société Média Nui Live, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé avenue Ariipaea-Pomare à Arue, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 783.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 1 caméra(s) extérieure(s) et de 2 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Cédric MOREL, directeur ;
- M. Moerani PUTOA, directeur adjoint.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire, et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1164 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Joué Club*NOR : ETA24300474AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Franck ORLOW en date du 31 mai 2024 enregistrée sous le n° 784 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Franck ORLOW, gérant de la société Joué Club, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé face à la descente de Pamatai, PK 3,600 côté mer à Faa'a, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 784.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 1 caméra(s) extérieure(s) et de 1 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Franck ORLOW, gérant ;
- M. Nicolas CASTER, directeur.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1165 CABINET/DS/PPA du 10 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la commune de Taiarapu-Ouest

NOR : ETA24300471AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Tetuanui HAMBLIN en date du 5 juin 2024 enregistrée sous le n° 789 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Tetuanui HAMBLIN, maire de la commune de Taiarapu-Ouest, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 789.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 7 caméras au total réparties de la manière suivante :

Lieu où est installé le dispositif de vidéoprotection	Nombre de caméras intérieures	Nombre de caméras extérieures	Nombre de caméras sur la voie publique
PK 0	0	0	3
École Ahototena et mairie annexe de Teahupo'o	0	0	1
Quai et mairie de Vairao	0	0	3

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords/ régulation des flux transport/prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ou de trafic de stupéfiant/prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets/prévention des risques naturels ou technologiques.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée.

Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Tetuanui HAMBLIN, maire de la commune ;
- M. Monoihere MAI, chef de la police municipale ;
- M. Mamara LEMAIRE, adjoint au chef de la police municipale ;
- Mme Hélène FARIKI, directrice générale des services.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 30 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° HC 1178 CABINET/DS/PPA du 12 juillet 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le domaine Parker

NOR : ETA24300472AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Nelson TEUIRA, l'installateur du système de vidéoprotection en date du 26 janvier 2024 enregistrée sous le n° 772 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 4 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Nelson TEUIRA, l'installateur du système de vidéoprotection, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé PK 18 côté montagne - Teahupoo à Taïarapu-Ouest, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 772.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 1 caméra(s) extérieure(s) et de 0 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : prévention des atteintes aux biens/prévention des risques naturels ou technologiques.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Milton PARKER ;
- M. Hiro PARKER ;
- M. Nelson TEUIRA, l'installateur du système de vidéoprotection.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de trois mois, soit du 12 juillet 2024 jusqu'au 11 octobre 2024. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY

Arrêté n° 05168-2024 VR du 8 juillet 2024 portant délégation de signature aux fonctionnaires du vice-rectorat de Polynésie française

NOR : ETA24300468AR

Le vice-recteur de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation notamment son livre IX ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'université de la Polynésie française et de l'université de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 modifié relatif aux dispositions réglementaires des livres Ier et II du code de l'éducation ;

Vu le décret n° 2006-726 du 22 juin 2006 modifié portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de la priorité d'accès aux services vacants des maîtres des établissements d'enseignement privés et créant l'échelle de rémunération des professeurs des écoles ;

Vu le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2014-1232 du 22 octobre 2014 modifiant le décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre Ier du livre IX du code de l'éducation et portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le décret du 22 août 2022 portant nomination de M. Thierry TERRET en qualité de vice-recteur de la Polynésie française ;

Vu le décret du 3 juillet 2024 portant renouvellement de M. Thierry TERRET en qualité de vice-recteur de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2019 portant application du décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié et fixant les modalités de mise en œuvre du télétravail au sein du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté du 11 février 2022 du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, nommant et détachant M. Olivier HUISMAN, professeur agrégé hors classe, dans l'emploi de secrétaire général du vice-rectorat de Polynésie française, à compter du 15 mars 2022 ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2022 portant délégation de pouvoirs des ministres chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports aux recteurs d'académie et aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière de recrutement et de gestion de certains personnels stagiaires et titulaires relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 6881-2023 VR/SG du 11 septembre 2023 portant organisation des services du vice-rectorat de Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 21 mai 2024 affectant M. Pascal BENOIT, attaché principal d'administration, en qualité de directeur des ressources humaines du vice-rectorat de Polynésie française à compter du 1er août 2024 ;

Vu l'accord-cadre du 12 juin 2023 concernant le déploiement du télétravail au ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse et au ministère des sports et des jeux Olympiques et Paralympiques ;

Vu le courrier en date du 22 avril 2022 nommant Mme Théodora HATURAU directrice des affaires budgétaires et financières du vice-rectorat à compter du 1er septembre 2022 ;

Vu le courrier en date du 3 janvier 2022 nommant M. Adil ABOUNAIDANE directeur des systèmes d'information du vice-rectorat à compter du 1er janvier 2022,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Olivier HUISMAN, professeur agrégé hors classe, secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française, à l'effet de signer au nom de M. Thierry TERRET, vice-recteur de la Polynésie française, dans les matières suivantes :

A Enseignement primaire et secondaire public :

- tous actes administratifs intéressant la gestion des fonctionnaires stagiaires et titulaires de l'État relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels vacataires, auxiliaires ou contractuels rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

B Enseignement primaire et secondaire privé sous contrat avec l'État :

- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants titulaires, affectés dans les écoles, collèges et lycées relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants contractuels ou auxiliaires rémunérés sur le budget du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

C Enseignement supérieur et recherche

- tous actes administratifs intéressant la gestion des fonctionnaires stagiaires et titulaires de l'État rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'exclusion des actes et décisions relevant de la compétence du président de l'université de la Polynésie française ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels vacataires, auxiliaires ou contractuels rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'exclusion des actes et décisions relevant de la compétence du président de l'université de la Polynésie française.

D Autres filières d'emplois :

- tous actes administratifs intéressant la gestion des fonctionnaires stagiaires et titulaires de l'État relevant des corps d'inspection des 1er et 2d degrés de l'enseignement scolaire, des corps administratifs, des corps techniques, des corps de santé, des corps médico-sociaux, des corps de la filière de recherche et de formation relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'exclusion des actes et décisions relevant de la compétence du président de l'université de la Polynésie française ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels vacataires, auxiliaires ou contractuels rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'exclusion des actes et décisions relevant de la compétence du président de l'université de la Polynésie française.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier HUISMAN, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Théodora HATURAU, directrice des affaires budgétaires et financières du vice-rectorat de la Polynésie française dans la limite des attributions de sa direction.

Dans la limite des attributions de la direction des affaires budgétaires et financières, en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Olivier HUISMAN et de Mme Théodora HATURAU, la délégation de signature sera exercée par Mme Winona REIATUA, cheffe du pôle achat public et affaires générales CSP chorus et du pôle logistique, et par Mme Christine VICTOR, cheffe du pôle des personnels mis et remis disposition et du pôle des bourses d'État de l'enseignement supérieur, dans la limite des attributions respectives de chacun de leur pôle.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier HUISMAN, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Pascal BENOIT, directeur des ressources humaines du vice-rectorat de la Polynésie française dans la limite des attributions de sa direction.

Dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines, en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Olivier HUISMAN et de M. Pascal BENOIT, la délégation de signature sera exercée par M. Julien FONTAINE, Mme Evelyne HANNEQUIN, Mme Moeata LETANG-TIRAO, Mme Vatina TEAHA et de M. Tuarii DOOM dans la limite des attributions respectives de chacun de leur département.

Art. 4. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier HUISMAN, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Adil ABOUNAIDANE, directeur des systèmes d'information du vice-rectorat de la Polynésie française dans la limite des attributions de sa direction.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Olivier HUISMAN et de M. Adil ABOUNAIDANE, la délégation de signature sera exercée par M. Vincent MERCIER dans la limite des attributions de sa direction.

Art. 5. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier HUISMAN, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Florence CHIN, directrice des affaires générales du vice-rectorat de la Polynésie française dans la limite des attributions de sa direction.

Art. 6. — Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1er août 2024.

Art. 7. — Les dispositions de l'arrêté n° 01042-2024 VR du 13 février 2024 portant délégation de signature aux fonctionnaires du vice-rectorat de Polynésie française sont abrogées à compter du 1er août 2024.

Art. 8. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 juillet 2024.

Thierry TERRET

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Arrêté n° 1061 CM du 17 juillet 2024 portant application de l'article LP. 40 de la loi du pays n° 2023-26 du 3 mars 2023 modifiée relative à l'accompagnement des événements sportifs ou culturels de grande ampleur et au sport de haut niveau

NOR : DPS24202145AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2023-26 du 3 mars 2023 modifiée relative à l'accompagnement des événements sportifs ou culturels de grande ampleur et au sport de haut niveau ;

Vu la loi du pays n° 2024-12 du 15 juillet 2024 portant diverses mesures relatives à l'importation de médicaments et à l'exercice des professionnels de santé dans le cadre d'événements sportifs ou culturels à caractère international se déroulant en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les délégations des fédérations internationales, les organismes du Mouvement olympique et les comités paralympiques mentionnés au II de l'article LP. 40 de la loi du pays n° 2023-26 du 3 mars 2023 modifiée susvisée sont :

- le Comité international olympique ;
- le Comité international paralympique ;
- le Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (Paris 2024) ;
- les services olympiques de radiotélévision (Olympic Broadcasting services) ;
- les fédérations sportives internationales ;
- les délégations participant aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;
- le Tribunal arbitral du sport ;
- l'Agence mondiale antidopage ;
- l'International Testing Agency ;
- l'Académie internationale olympique ;
- les comités d'organisations des jeux Olympiques et Paralympiques de Los Angeles, Milan et Brisbane ;
- toute personne morale de droit public ou de droit privé ayant conclu un contrat de partenariat marketing avec Paris 2024, avec le Comité international olympique ou le Comité international paralympique, ou qui fournit des biens ou des services dans les catégories de produits concernées par ce contrat de partenariat marketing ;

- les diffuseurs détenteurs de droits, entendus comme toute personne morale de droit public ou de droit privé ayant acquis les droits de diffusion, de couverture et de présentation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 auprès du Comité international olympique ou du Comité international paralympique à la suite de la signature d'un accord de diffusion, y compris leurs filiales médias et les détenteurs autorisés de sous-licences.

Art. 2. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1066 CM du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 2096 CM du 25 octobre 2018 modifié portant octroi d'une licence de transporteur aérien à la SAS Islands Airline*NOR : DAC24200762AC*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 99-128 APF du 22 juillet 1999 modifiée réglementant l'autorisation donnée aux entreprises de transport aérien établies en Polynésie française d'exercer une activité de transport aérien public ;

Vu l'arrêté n° 611 CM du 2 mai 2000 relatif à la nature des pièces, documents constitutifs et informations, exigés dans le cadre de l'octroi d'une autorisation de transport aérien public ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 2096 CM du 25 octobre 2018 modifié portant octroi d'une licence de transporteur aérien à la SAS Islands Airline est abrogé.

Art. 2. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS Islands Airline et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1067 CM du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 242 CM du 23 février 2018 modifié portant octroi de licence de transporteur aérien à la SARL Tahiti Air Charter

NOR : DAC24200764AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 99-128 APF du 22 juillet 1999 modifiée réglementant l'autorisation donnée aux entreprises de transport aérien établies en Polynésie française d'exercer une activité de transport aérien public ;

Vu l'arrêté n° 611 CM du 2 mai 2000 relatif à la nature des pièces, documents constitutifs et informations, exigés dans le cadre de l'octroi d'une autorisation de transport aérien public ;

Vu la décision n° 23 38 SEAC-PF/DIR du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 242 CM du 23 février 2018 modifié portant octroi de licence de transporteur aérien à la SARL Tahiti Air Charter est abrogé.

Art. 2. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Tahiti Air Charter et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipements, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1068 CM du 18 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial, de la rivière Vairaa, pour la construction d'un pont, au profit de la commune de Hitia'a O Te Ra*NOR : DEQ24201444AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de la commune de Hitiaa O Te Ra représentée par son maire M. Henri FLOHR par courrier en date du 20 février 2024 ;

Vu l'avis de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement par courrier n° 953/24/DEQ/STT du 13 mars 2024 ;

Vu l'avis de la direction de l'environnement par courrier n° 723 VP/ENV du 22 mars 2024 ;

Vu l'avis de l'arrondissement infrastructure de la direction de l'équipement par courrier n° 1642/INF du 28 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Objet de l'autorisation

La commune de Hitia'a O Te Ra est autorisée, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à occuper le domaine public fluvial, de la rivière Vairaa, au droit des parcelles cadastrées section AD n° 77, 110, 111 et 130, sises dans la commune de Hitia'a O Te Ra, commune associée de Tiarei, pour la construction d'un pont.

Art. 2. — Destination de l'occupation

Cette occupation est destinée à la construction d'un ouvrage de franchissement de type pont de 64,8 m².

Art. 3. — Caractéristiques de l'ouvrage

La construction permettra de relier certaines terres de la commune, à savoir les parcelles cadastrées section AD n° 77, 110, 111 et 130.

Suivant la note hydraulique n° GX060-23-01-00a du 19 septembre 2023, l'ouvrage devra avoir une section minimale rectangulaire de longueur 4,30 mètres pour une hauteur de 3,50 mètres sous tablier.

Conformément à l'étude réalisé par le BET Yves COGONI, le pont sera de 9 mètres de long, 7,20 mètres de large et 4 mètres de haut, comprenant une bande piétonne de 1,50 mètre de large et des garde-fous de types GBA de part et d'autre de l'ouvrage.

La structure devra permettre de supporter une charge de 18 tonnes.

Art. 4. — Prescriptions générales

La commune de Hitia'a O Te Ra s'engage à respecter les conditions suivantes :

1° La présente autorisation ne vaut en aucun cas permis de travaux immobiliers. De ce fait, elle est tenue d'obtenir toutes les autorisations administratives exigées par la réglementation en vigueur auprès des services et organismes compétents de la Polynésie française ;

2° Les travaux de construction et d'entretien sont à la charge de la commune de Hitia'a O Te Ra qui est seule tenue à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

3° Elle est tenue de laisser l'accès libre aux engins de la direction de l'équipement dans le cadre des travaux de curage ;

4° Aucune construction hormis celle autorisée précédemment ne doit être positionnée sur la servitude de curage sans autorisation préalable ;

5° Elle fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

6° Elle est tenue de ne causer aucun préjudice aux parties voisines de l'occupation concernée sous peine du retrait de la présente autorisation ;

7° Elle ne peut mettre en cause la Polynésie française, en cas de dégradation de tout ou partie de la construction, en cas d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public fluvial par la direction de l'équipement, dans l'intérêt dudit domaine public et en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement conforme à sa destination ;

8° L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire ;

9° Elle est tenue au préalable, d'avertir la direction de l'équipement, de toute intervention sur le domaine public fluvial ;

10° Elle est tenue d'avertir la direction de l'équipement du commencement du chantier au moins 15 jours avant la date de démarrage des travaux.

Art. 5. — Prescriptions spécifiques

1° Risque de crue ou d'inondation

Elle est tenue de respecter la section hydraulique du cours d'eau dans ce tronçon afin d'éviter tout embâcle et garantir la bonne fluidité du cours d'eau.

Une veille météorologique est assurée par l'entreprise chargée des travaux et par le maître d'œuvre. En cas de prévision météo défavorable, le chantier est sécurisé de façon préventive. Ainsi, les éventuels matériaux ou matériels stockés ainsi que les engins de chantiers susceptibles d'être emportés sont retirés des zones inondables ou exposées. Les travaux sont interrompus du temps de l'événement météorologique. Hors périodes journalières de travail, les engins sont stationnés hors lit du cours d'eau.

2° Gestion des déchets

Aucun produit toxique ni déchet ne devra être déversé dans la rivière (pas de rejet de laitance de ciment, ni d'adjuvant toxique, etc.).

Les déchets de chantier devront être acheminés vers les filières réglementaires et aucun déchet ne devra être stocké sur site.

3° Petite fourmi de feu

Les parcelles du projet étant infestées par la petite fourmi de feu, un dispositif de traitement devra être mis en place lors de toute sortie d'engins, de matériels et/ou de matériaux.

4° Période de travaux

Les travaux effectués dans le lit mineur du cours d'eau devront être réalisés hors saison des pluies.

Les travaux devront être réalisés à sec, avec la mise en œuvre d'un batardeau. Dans le cas où les conditions climatiques conduiraient à la présence d'eau, les travaux seront immédiatement interrompus, y compris pour la sécurité des personnes.

5° Fin des travaux

Le lit du cours d'eau ainsi que les berges aménagées ou endommagées lors des travaux et les zones d'installation de chantier seront remis en état à la fin des travaux.

À l'achèvement des travaux, les éléments suivants devront être transmis à la direction de l'équipement :

- un dossier des ouvrages exécutés ;
- une attestation de bonne exécution des travaux.

Art. 6. — Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de neuf (9) ans renouvelable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 7. — Renouvellement de l'occupation

Toute demande de renouvellement de l'occupation doit être effectuée six (6) mois avant la date d'échéance de la présente autorisation.

Cette demande est adressée par lettre à la direction de l'équipement (BP 85, 98713 Papeete) accompagnée notamment :

- d'un plan de récolement ;
- du certificat de conformité délivré par la direction de l'équipement ;
- d'une attestation justifiant le paiement à jour des redevances dues délivrée par la direction des affaires foncières.

Art. 8. — Conditions financières

La réalisation de ces travaux étant destinée à un intérêt général, puisque le franchissement permettra l'accès aux parcelles arrières et ainsi la réalisation de plateformes de secours en cas de risque tsunami pour la population et les établissements scolaires à proximité. La commune de Hitia'a O Te Ra est donc exonérée de redevance conformément aux dispositions de l'article 10 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée.

Art. 9. — Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance de la direction de l'équipement.

En cas de transfert d'autorisation, une demande doit être déposée auprès de la direction de l'équipement.

Art. 10. — Caractère des autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel et précaire.

En cas d'inobservations de l'une ou l'autre des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente peut résilier l'autorisation d'occupation du domaine public fluvial sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 11. — Déclaration des incidents ou accidents

Le bénéficiaire est tenu de déclarer à la direction de l'équipement, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire la direction de l'équipement, le maître d'ouvrage doit prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Art. 12. — Accès aux installations

Les agents en charge de la gestion du domaine public ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Art. 13. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Jordy CHAN

Arrêté n° 1070 CM du 18 juillet 2024 relatif à la modification de l'arrêté n° 795 CM du 24 juillet 1996 portant organisation et fonctionnement des écoles publiques de la Polynésie française

NOR : DEE24201394AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-15 du 13 juillet 2017 modifiée relative à la charte de l'éducation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 795 CM du 24 juillet 1996 portant organisation et fonctionnement des écoles publiques de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du haut comité de l'éducation en date du 2 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le 11.3 et le premier alinéa du 11.4 de l'article 11 de l'arrêté n° 795 CM du 24 juillet 1996 susvisé sont remplacés comme suit :

« 11.3 - D'organiser des journées scolaires dont les horaires d'enseignement dépassent six heures et des semaines scolaires dont les horaires dépassent vingt-quatre heures ;

« 11.4 - De porter la durée de la semaine scolaire à moins de cinq demi-journées et à plus de cinq jours. »

Art. 2. — Le troisième alinéa de l'article 17 de l'arrêté n° 795 CM du 24 juillet 1996 susvisé est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le conseil des maîtres de l'école se réunit dans le cadre de l'organisation des 108 heures au moins une fois par trimestre et chaque fois que le président le juge utile ou que la moitié de ses membres en fait la demande. »

Art. 3. — Au vingtième alinéa de l'article 18 de l'arrêté n° 795 CM du 24 juillet 1996 susvisé, les mots : « hors temps scolaire » sont remplacés par : « dans le cadre de l'organisation des 108 heures ».

Art. 4. — Le dernier alinéa du 19.2 de l'article 19 de l'arrêté n° 795 CM du 24 juillet 1996 susvisé est remplacé comme suit :

« Il donne son avis sur l'organisation des activités pédagogiques complémentaires ou l'organisation des activités pédagogiques éducatives et culturelles complémentaires. »

Art. 5. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la rentrée scolaire 2024-2025.

Art. 6. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAI

Arrêté n° 1072 CM du 18 juillet 2024 relatif à la modification de l'arrêté n° 2220 CM du 1er octobre 2021 portant règlement type des écoles maternelles, élémentaires et primaires publiques de la Polynésie française

NOR : DEE24201399AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-15 du 13 juillet 2017 modifiée relative à la charte de l'éducation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2220 CM du 1er octobre 2021 portant règlement type des écoles maternelles, élémentaires et primaires publiques de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable rendu par le haut comité de l'éducation le 2 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le 2.4.1 du titre II de l'annexe de l'arrêté n° 2220 CM du 1er octobre 2021 est remplacé comme suit :

« 2.4.1 Organisation du temps scolaire

« La semaine scolaire comporte pour tous les élèves vingt-quatre heures d'enseignement.

« Les heures d'enseignement peuvent être organisées le lundi, mardi, jeudi et vendredi et le mercredi matin, et sont de six heures maximum par jour et de cinq heures maximum par demi-journée, pour un total de 24 heures d'enseignement.

« La durée de la pause méridienne ne peut être inférieure à une heure, sauf dérogation accordée par le ministre de l'éducation.

« L'accueil et la surveillance des élèves sont assurés dix minutes avant l'heure d'entrée en classe au début de chaque demi-journée ; la surveillance des élèves est assurée également dix minutes après la fin des cours. L'horaire consacré aux récréations est de 2 heures par semaine, réparties de manière équilibrée dans la semaine. À l'école maternelle, le temps des récréations est compris entre 15 et 30 minutes par demi-journée. »

Art. 2. — À la fin du troisième alinéa du 6.1 du titre VI de l'annexe de l'arrêté n° 2220 CM du 1er octobre 2021, les termes : « hors temps scolaire » sont remplacés par les termes : « dans le cadre de l'organisation des 108 heures ».

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la rentrée scolaire 2024-2025.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Par le Président absent:

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1075 CM du 18 juillet 2024 modifiant l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat »

NOR : OPH24201716AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé « Office territorial de l'habitat social » ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 22 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Office polynésien de l'habitat » ;

Vu l'avis n° 1136 MFT/DMRA du 9 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les quatre premiers alinéas de l'article 2 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'Office est administré par un conseil d'administration de onze (11) membres qui comprend :

- « - le ministre en charge du logement, président ;
- « - la ministre en charge de l'emploi, vice-présidente ;
- « - la ministre en charge des solidarités ou son représentant, membre. ».

Art. 2. — Il est ajouté un dernier alinéa à l'article 9 ainsi rédigé :

« Une copie du dossier de séance du conseil d'administration est transmise simultanément à la direction de la modernisation et des réformes de l'administration. De même, elle est destinataire d'une copie du procès-verbal de séance et des délibérations prises. ».

Art. 3. — Les quatre premiers alinéas de l'article 17 de l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Tous les logements, parcelles, aides ou subventions de l'Office sont attribués par une commission créée à cet effet, dénommée "Commission d'attribution des aides au logement (CAL)".

« Elle est présidée par le président du conseil d'administration de l'Office et comprend les membres suivants :

- « - la ministre en charge de l'emploi, vice-présidente ;
- « - la ministre en charge des solidarités ou son représentant ».

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1076 CM du 18 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public, sis à Ha'apiti, commune de Mo'orea-Mai'ao, au droit des parcelles de terre cadastrées section LM n° 4, n° 5 et n° 26, au profit du Centre de recherches insulaires et observatoire de l'environnement (CRIOBE)

NOR : DAF24201233AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande du 14 août 2023 ;

Vu l'avis de la commune de Mo'orea-Mai'ao du 8 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission du domaine du 16 janvier 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime, sis au droit des parcelles de terre cadastrées section LM n° 4, n° 5 et n° 26, commune de Mo'orea-Mai'ao, d'une superficie totale de 537 m², est autorisée au profit du Centre de recherches insulaires et observatoire de l'environnement (CRIOBE), dans le cadre du projet scientifique « *Science4Reef* ».

L'objectif est de pouvoir développer des recherches afin d'apporter des réponses au déclin des récifs coralliens.

Les installations se feront dans une zone protégée (AMP), d'intérêt scientifique qui comprendra :

- l'implantation d'oursins pour lutter contre la prolifération d'algues sur 5 parcelles expérimentales de 100 m² chacune composée de 8 à 10 enclos ;
- 10 tables à coraux de 22,5 m² ainsi que 40 plaques de recrutement de larves à coraux, des enregistreurs de données pour suivre l'évolution de la température de l'eau tout au long du projet ;
- 1 filet de crête d'une superficie de 8 m² positionné à 3 m de fond pour la capture de larves à poissons ;
- 6,3 m² de tuyau pour le pompage d'eau de mer (des blocs de ciments seront disposés tous les 10 m pour maintenir le tuyau au fond de l'eau).

Art. 2. — Les coordonnées géographiques sont posées dans le système géodésique WGS en degré et minutes décimales :

1/ Parcelles expérimentales :

P1 : 17°29,449'S / 149°55,275'O

P2 : 17°29,464'S / 149°55,257'O

P3 : 17°29,468'S / 149°55,293'O

P4 : 17°29,448'S / 149°55,301'O

P5 : 17°29,427'S / 149°55,38'O

2/ Tables à coraux :

T1 : 17°29,473'S / 149°55,268'O

T2 : 17°29,475'S / 149°55,267'O

T3 : 17°29,478'S / 149°55,266'O

T4 : 17°29,478'S / 149°55,268'O

T5 : 17°29,475'S / 149°55,273'O

T6 : 17°29,468'S / 149°55,310'O

T7 : 17°29,466'S / 149°55,314'O

T8 : 17°29,461'S / 149°55,314'O

T9 : 17°29,462'S / 149°55,310'O

T10 : 17°29,465'S / 149°55,308'O

3/ Filet :

F : 17°29,401'S / 149°55,335'O

4/ Tuyau de pompage :

TP1 : 17°29,426'S / 149°55,260'O

TP2 : 17°29,454'S / 149°55,218'O

Art. 3. — La présente autorisation est délivrée pour une durée de 9 (neuf) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, aux clauses et conditions particulières du présent arrêté.

Art. 4. — La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

A- Les emprises dont l'occupation est autorisée sont destinées au maintien des activités du projet « *Science4Reef* » ;

B- Les emplacements doivent être tenus à tout moment de leur utilisation en parfait état de propreté ;

C- Le balisage d'usage et la sécurisation de ces zones seront mis en place aux frais du bénéficiaire ;

D- Le bénéficiaire devra prévoir une signalisation en surface (bouées) pour indiquer les interdictions de mouillage ;

E- Le bénéficiaire doit se conformer aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents habilités par la Polynésie française, notamment du service en charge de l'environnement en ce qui concerne la protection du milieu naturel et les recommandations du service en charge de l'équipement et de la direction polynésienne des affaires maritimes ;

F- Les plateformes (tables à coraux) doivent comporter une signalisation de jour comme de nuit au titre de la sécurité de la navigation et de la circulation maritime dans la zone ;

G- Elle est seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

H- Il lui appartient de souscrire toutes les assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. Le cas échéant, elle devra justifier auprès de la Polynésie française être couverte par la production des attestations des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public ;

I- Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

J- Il ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation ;

K- Le bénéficiaire s'engage à fournir à la commune de Mo'orea-Mai'ao et au Comité permanent de gestion de l'espace maritime de Mo'orea (CGEM) :

- une note synthétique imagée et vulgarisée à la fin du projet ;
- effectuer une restitution annuelle orale et écrite sur l'avancement de l'étude ;
- programmer des visites sur site pour les membres du CGEM.

Art. 5. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par la bénéficiaire.

Art. 6. — À l'expiration ou à l'abrogation de la présente autorisation d'occupation temporaire, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public devront être enlevées par la bénéficiaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 7. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Centre de recherches insulaires et observatoire de l'environnement (CRIOBE) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1087 CM du 18 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération Polynésienne des Sports Adaptés et Handisports pour le financement du déplacement de la délégation parava'a au championnat du monde 2024 de va'a, à Hilo, Hawaii

NOR : SJS24201604AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de la fédération Polynésienne des Sports Adaptés et Handisports en date du 15 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 990 000 F CFP (neuf-cent-quatre-vingt-dix-mille francs CFP) en faveur de la fédération Polynésienne des Sports Adaptés et Handisports pour le financement du déplacement de la délégation parava'a au championnat du monde 2024 de va'a, à Hilo, Hawaii.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de 990 000 F CFP (neuf-cent-quatre-vingt-dix-mille francs CFP) : à l'exercice 2024, programme 97106, article 6574 et centre de travail 8240-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 495 000 F CFP (quatre-cent-quatre-vingt-quinze-mille francs CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit 495 000 F CFP (quatre-cent-quatre-vingt-quinze-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Art. 4. — La fédération Polynésienne des Sports Adaptés et Handisports s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté au plus tard 3 mois à compter du terme de l'année civile pour laquelle la subvention de fonctionnement a été octroyée.

Art. 5. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la fédération Polynésienne des Sports Adaptés et Handisports et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1118 CM du 18 juillet 2024 portant prolongation du délai de réalisation prévu à l'article 4 de l'arrêté n° 2462 CM du 3 novembre 2021 portant agrément de l'opération « Teavaava travaux (CDT-2021) » commune de Tautira, Taiarapu-Est et approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer cette opération

NOR : OPH24201983AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2462 CM du 3 novembre 2021 portant agrément de l'opération « Teavaava travaux (CDT-2021) » commune de Tautira, Taiarapu-Est et approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer cette opération ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 3 septembre 2021 ;

Vu la demande de prolongation du délai de réalisation n° 260620241047/OPH/DFC/SP/ls en date du 26 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de réalisation mentionné à l'article 4 de l'arrêté n° 2462 CM du 3 novembre 2021 portant agrément de l'opération « Teavaava travaux (CDT-2021) » commune de Tautira, Taiarapu-Est et approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer cette opération est prolongé de six mois et porté au 3 mars 2025.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Office polynésien de l'habitat et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1134 CM du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Huā'ai a Tehoiri Hauata Edwin Maurinui et Ahuroa Mathilde Tetua (THEMAM) pour financer l'acquisition de 'ukulele, dans le cadre de son projet intitulé « j'aime mon 'ukulele », au titre de l'année 2024

NOR : SCP24201931AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 4 mars 2024, formulée par la présidente de l'association Te Huā'ai a Tehoiri – Hauata Edwin Maurinui et Ahuroa Mathilde Tetua (THEMAM), pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 900 000 F CFP (neuf-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Te Huā'ai a Tehoiri Hauata Edwin Maurinui et Ahuroa Mathilde Tetua (THEMAM) pour financer l'acquisition de ukulele, dans le cadre de son projet intitulé « j'aime mon ukulele », au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au : programme 96802, article 6574, centre de travail 7502-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Te Huā'ai a Tehoiri – Hauata Edwin Maurinui et Ahuroa Mathilde Tetua (THEMAM) selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 450 000 F CFP (quatre-cent-cinquante-mille francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 450 000 F CFP (quatre-cent-cinquante-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Te Huā'ai a Tehoiri – Hauata Edwin Maurinui et Ahuroa Mathilde Tetua (THEMAM) s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 mars 2025.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non-conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Te Huā'ai a Tehoiri – Hauata Edwin Maurinui et Ahuroa Mathilde Tetua (THEMAM) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1138 CM du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva pour l'organisation d'une certification citoyenne en milieu aquatique à destination d'associations de jeunesse et d'éducation populaire

NOR : SJS24201638AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva en date du 15 janvier 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP) en faveur de l'association Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva pour l'organisation d'une certification citoyenne en milieu aquatique à destination d'associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP) à l'exercice 2024, programme 97105, article 6574 et centre de travail 8240-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 125 000 F CFP (cent-vingt-cinq-mille francs CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

- le solde de 50 %, soit 125 000 F CFP (cent-vingt-cinq-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Art. 4. — L'association Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté au plus tard 3 mois à compter du terme de l'année civile pour laquelle la subvention de fonctionnement a été octroyée.

Art. 5. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Cercle des Nageurs Sauveteurs de Teva et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1144 CM du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL MRCS dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française*NOR : ADN24201592AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'aide à la création numérique - ACN ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par l'EURL MRCS en date du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de trois-cent-cinquante-mille francs CFP (350 000 F CFP) en faveur de l'EURL MRCS pour financer la création de son site internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de l'EURL MRCS selon les modalités suivantes :
- un premier versement de cent-soixante-quinze-mille francs CFP (175 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de cent-soixante-quinze-mille francs CFP (175 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — L'EURL MRCS s'engage à produire dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet, auprès de la Direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EURL MRCS et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1145 CM du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Tahiti Formation dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion internet en Polynésie française - ACI

NOR : ADN24201629AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises ACE en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1635 CM du 27 octobre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'aide à la connexion des entreprises ACE en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Tahiti Formation en date du 27 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de vingt-six-mille-cinq-cent-quarante-cinq francs CFP (26 545 F CFP) en faveur de la SARL Tahiti Formation pour financer sa connexion à internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de la SARL Tahiti Formation selon les modalités suivantes :

- un premier versement de treize-mille-deux-cent-soixante-treize francs CFP (13 273 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de treize-mille-deux-cent-soixante-douze francs CFP (13 272 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — La SARL Tahiti Formation s'engage à produire dans un délai de six (6) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées et les justificatifs comptables, auprès de la Direction générale de l'économie numérique (DGEN), de l'utilisation de l'aide financière dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Tahiti Formation et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le Président absent:

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

Arrêté n° 1157 CM du 19 juillet 2024 portant extension des dispositions de l'avenant du 8 juin 2023 aux conventions collectives de 1959 passé entre la confédération Des Armateurs de la Polynésie française et le syndicat Des Gens de Mer

NOR : TRA24202051AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail, et particulièrement les dispositions des articles LP. 2341-1 à LP. 2341-22 du code du travail relatifs à l'application des conventions et accords ;

Vu l'arrêté n° 1687 TLS portant extensions des conventions collectives applicables aux officiers et au personnel subalterne des entreprises de navigation du territoire de la Polynésie française du 24 août 1960 ;

Vu l'avenant aux conventions collectives de 1959 (frais de nourriture et de boisson figurant dans le protocole d'accord tripartite du 7 février 1992) ;

Vu la consultation des organisations syndicales professionnelles publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française du 14 juin 2024 (page 8959) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'avenant du 8 juin 2023 à la convention collective du 1er octobre 1959, ainsi qu'à celle du 14 mai 1959, passé entre la confédération Des Armateurs de la Polynésie française et le syndicat Des Gens de Mer, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 14 juin 2024 (page 8959) sont rendues obligatoires pour le personnel subalterne des entreprises de navigation du territoire de la Polynésie française armant des navires de commerce de 20 tonneaux et plus de jauge brute, ainsi qu'aux officiers des entreprises de navigation du territoire de la Polynésie française armant des navires de commerce de 25 tonneaux et plus de jauge brute.

Art. 2. — Les auteurs d'infraction aux dispositions du présent arrêté sont passibles des pénalités prévues par l'article LP. 3361-2 du code du travail.

Art. 3. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vannina CROLAS

Arrêté n° 1160 CM du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association comité Quartier Hotuarea Nui pour l'aménagement d'un kit carport de 36 m2 de type garage

NOR : SJS24201239AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association comité Quartier Hotuarea Nui en date du 11 janvier 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 961 289 F CFP (neuf-cent-soixante-et-un-mille-deux-cent-quatre-vingt-neuf francs CFP) en faveur de l'association comité Quartier Hotuarea Nui pour l'aménagement d'un kit carport de 36 m2 de type garage, dont le coût total est estimé à 961 289 F CFP (neuf-cent-soixante-et-un-mille-deux-cent-quatre-vingt-neuf francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 100 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 961 289 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91105, AP 203.2024, AE 213.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 720 967 F CFP (sept-cent-vingt-mille-neuf-cent-soixante-sept francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 240 322 F CFP (deux-cent-quarante-mille-trois-cent-vingt-deux francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Art. 5. — L'association comité Quartier Hotuarea Nui s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté au plus tard 3 mois à compter du terme de l'année civile pour laquelle la subvention de fonctionnement a été octroyée.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 8. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association comité Quartier Hotuarea Nui et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Tevaiti-Ariipaea POMARE

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 1166 CM du 22 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis commune de Bora Bora ('Anau), au profit de la SA société Des Nouveaux Hôtels

NOR : DAF24201498AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de la SA société des nouveaux hôtels du 12 septembre 2023, réceptionnée le 16 novembre 2023 et complétée le 5 juin 2024 ;

Vu l'étude d'impact environnemental pour la mise en place d'une conduite d'adduction de gaz établi par l'agence Creocan en septembre 2023 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Bora Bora du 19 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 19 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission du domaine du 27 février 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie totale de 2 086 m², sis au droit des parcelles de terre cadastrées sections BD n° 36 et KA n° 17, commune de Bora Bora, commune associée de Anau, est autorisée au profit de la SA société Des Nouveaux Hôtels.

Cette occupation est destinée à la mise en place d'un stockage de gaz sur la commune associée de 'Anau à l'aide d'un réservoir de gaz de pétrole liquéfiés enterré de 5 (cinq) tonnes ainsi que la pose d'une conduite d'adduction de gaz depuis ce stockage jusqu'au motu, hébergement de l'hôtel Le Méridien Bora Bora. Une canalisation et ses lests d'une largeur de 1 m sera installée sur tout le linéaire lagonaire représentant une longueur de 2 086 m. Et tel que le tout figure sur le plan n° 2022-029-V-AOT-GAZ-V2 du 22 août 2023 dressé par Geotopo Bora Bora.

Art. 2. — Les coordonnées géographiques sont posées dans le système géodésique WGS en degrés et minutes décimales ainsi qu'il suit :

A : 16°30,254'S / 151°43,242'W	B : 16°30,253'S / 151°43,235'W	C : 16°30,249'S / 151°43,232'W
D : 16°30,249'S / 151°43,230'W	E : 16°30,288'S / 151°43,079'W	F : 16°30,061'S / 151°42,569'W
G : 16°30,062'S / 151°42,510'W	H : 16°30,038'S / 151°42,207'W	I : 16°29,994'S / 151°42,159'W
J : 16°29,991'S / 151°42,148'W		

Art. 3. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française jusqu'au 27 août 2090, aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que la bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

A - L'emplacement susvisé à l'article 1er du présent arrêté est destiné à la pose d'une conduite d'adduction de gaz depuis le stockage jusqu'au motu, hébergement de l'hôtel Le Méridien Bora Bora. La canalisation et ses lests d'une largeur de 1 mètre seront installés sur tout le linéaire lagonaire représentant une longueur de 2 086 mètres ;

B - La demande ne doit pas constituer une appropriation du domaine public (droit de passage obligatoire dans les zones occupées) ;

C - La bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures de protection nécessaires, de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin ;

D - Elle doit se conformer aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents des services habilités par la Polynésie française, notamment du service en charge de l'environnement en ce qui concerne la protection du milieu naturel et les recommandations du service en charge de l'hygiène et de la salubrité publique ;

E - La bénéficiaire devra respecter les mesures précisées dans l'étude d'impact environnemental visée en référence ;

F - La bénéficiaire s'engage, pendant la durée des opérations d'installations sous-marines, à baliser en surface la zone d'opération, à mettre en œuvre des moyens de surveillance adaptées et à maintenir le pavillon alpha sur le(s) navire(s) support(s) indiquant la présence des plongeurs immergés ;

G - À l'issue des travaux, la bénéficiaire devra transmettre le plan de récolement des ouvrages à la direction polynésienne des affaires maritimes afin de solliciter l'inscription du réseau sous-marin sur les cartes marines du SHOM et la mise à jour de la zone d'interdiction de mouillage existante ;

H - L'Étude d'impact environnemental (EIE) fournie révèle la présence de Oto'a en pied tombant et en fond de lagon. Il est donc impératif que les plongeurs chargés de l'installation de la conduite procèdent avec la plus grande précaution. Une inspection préalable, par visite ou par vidéo, est nécessaire le long du tracé de la conduite pour identifier la présence de spécimens et, le cas échéant, alerter la direction de l'environnement ;

I - Elle prend en charge toutes les conséquences dommageables éventuelles qu'induiront les ouvrages sur les propriétés riveraines ;

J - Elle est seule tenue à toutes les garanties que ces occupations et ces installations pourraient entraîner à l'égard des tiers. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

K - Elle ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente ;

L - À l'issue des travaux, le plan de récolement des ouvrages doit être transmis à la direction des affaires maritimes et à la direction des affaires foncières ;

M - Enfin, toutes les difficultés qui pourraient surgir au sujet, soit de l'interprétation, soit de l'exécution du présent acte seront du ressort du tribunal administratif.

Art. 4. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par la bénéficiaire.

Art. 5. — La redevance annuelle d'occupation est fixée à 521 500 F CFP (cinq-cent-vingt-et-un-mille-cinq-cents francs CFP). La bénéficiaire s'oblige à payer la redevance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi, à Orovini).

Le paiement de la première annuité de la redevance et des frais y afférents intervient dans un délai de 9 (neuf) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le montant de la redevance annuelle est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de retard dans le paiement, les sommes restantes dues seront majorées d'une pénalité de retard dont le taux est fixé à 1 % par mois. Tout mois entier est payé.

Art. 6. — Les frais et droits d'enregistrement, de publicité foncière et la taxe de publicité immobilière du présent arrêté et des documents y annexés seront à la charge de la bénéficiaire.

Art. 7. — À l'expiration ou à l'abrogation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par la bénéficiaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, sauf avis contraire du conseil des ministres.

Art. 8. — En cas d'inobservations des conditions particulières du présent arrêté, le conseil des ministres peut, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer l'abrogation de la présente autorisation, sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 9. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Jordy CHAN

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**PRÉSIDENCE****Arrêté n° 1188 PR du 16 juillet 2024 portant classement par étoiles de l'établissement Saint-Régis Bora Bora Resort***NOR : SDT24505228AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1491 CM du 6 août 2018 fixant les critères et procédure de classement par étoiles des établissements d'hébergement touristique relevant de la catégorie hôtels de tourisme international et les modalités d'instruction de la demande ;

Vu la demande de renouvellement de classement de la société SAS Société Hôtelière Motu Ome'e du 7 novembre 2023 et le réceptionné de dossier complet en date du 16 novembre 2023 ;

Vu le rapport de visite n° 274 PR/SDT du 2 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Saint-Régis Bora Bora Resort situé au Motu Ome'e à Anau à Bora Bora est classé en :

- catégorie : hôtel de tourisme international ;
- classement : 5 étoiles ;
- capacité réceptive : 90 unités, 200 personnes.

Art. 2. — Le classement est prononcé pour une durée de cinq (5) ans à compter du présent arrêté, sous réserve de procéder aux mesures correctives nécessaires à la validation définitive du critère n° 103 « Existence d'un spa propre et en bon état », dans un délai d'un an.

Art. 3. — Dans le cas où les mesures correctives nécessaires à la levée de la réserve émise à l'article précédent ne sont pas réalisées dans le délai requis, il sera fait application des sanctions prévues en cas de non-respect des obligations applicables en matière de classement.

Art. 4. — L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement touristiques classés tenu par le service du tourisme pendant la période de validité de son classement.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1189 PR du 16 juillet 2024 portant classement par tiare de l'établissement Fare Vavae

NOR : SDT24504956AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1492 CM du 6 août 2018 fixant les critères et procédure de classement par fleurs de tiare des établissements d'hébergement touristique relevant de la catégorie pension de famille et les modalités d'instruction de la demande ;

Vu l'arrêté n° 1255 CM du 11 juillet 2019 fixant les modalités de contrôle des normes de sécurité et d'accueil du public pour le classement des établissements d'hébergement touristique ;

Vu la demande de classement de Mme Hilda APARICIO épouse BARBACE du 6 août 2021 et le récépissé de dossier complet n° 4023-A/MTT/SDT du 5 novembre 2021 ;

Vu le rapport de visite n° 177-A PR/SDT du 22 janvier 2024 ;

Vu le rapport de visite de classement complémentaire n° 1147 PR/SDT du 18 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Fare Vavae situé à commune de Tevaitoa, PK 13,900 côté montagne, Raiatea, est classé en :

- catégorie : Pension de famille ;
- classement : Fare d'hôtes, 2 tiare ;
- capacité réceptive : 4 unités, 9 personnes.

Art. 2. — Le classement est prononcé pour une durée de cinq (5) ans à compter du présent arrêté.

Art. 3. — L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement touristique classés tenu par le service du tourisme pendant la période de validité de son classement.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1190 PR du 16 juillet 2024 portant commissionnement de Pascal PELLERIN, en fonction au groupement d'études et de gestion du domaine public de la direction de l'équipement pour constater les infractions à la réglementation sur la conservation du domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux en Polynésie française

NOR : DEQ24508339AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2020-5 APF du 16 janvier 2020 instituant un code des mines et des activités extractives de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé « direction de l'équipement » ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié portant organisation interne du service dénommé « direction de l'équipement » ;

Vu l'article 809-II du code de procédure pénale ;

Vu le courrier n° PR-Ag 24/36 (RG 24/00022/Ag) du 28 juin 2024 du parquet du procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete ;

Sur proposition du ministre des grands travaux, des transports terrestres, en charge des relations avec les institutions,

Arrête :

Article 1er. — L'agent dont le nom suit :

- M. Pascal PELLERIN, né le 2 janvier 1969 à Blois, agent titulaire au groupement études et gestion du domaine public de la direction de l'équipement.

Est commissionné aux fins de constater les infractions à la réglementation sur le domaine public routier, maritime et fluvial et à la réglementation des extractions de matériaux en Polynésie française.

Art. 2. — À cet effet, l'intéressé prêtera serment prescrit par la loi.

Art. 3. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Jordy CHAN

Arrêté n° 1193 PR du 16 juillet 2024 portant désignation, pour quatre ans, des représentants des employeurs et des salariés au comité technique consultatif

NOR : TRA24503005AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail ;

Vu l'arrêté n° 925 CM du 8 juillet 2011 modifié relatif à la codification du droit du travail ;

Vu l'article LP. 4631-1 du code du travail relatif au comité technique consultatif et l'article A. 4631-1 relatif à sa composition ;

Vu les propositions faites par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives au niveau de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés, pour quatre ans, membres du comité technique consultatif :

I. Représentants des employeurs

Syndicats	Titulaires	Suppléants
Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME)	Frédéric DAFNIET	Guillaume REYNAUD
MEDEF Polynésie française	Sandrine VOURIOT	Ella CAMART
Syndicat industriels de la Polynésie française (SIPOF)	Cyril REBOUILLAT	Mathieu DUREL
Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment (CSEBTP)	Thierry CHANSIN	Yoann HOTELLIER

II. Représentants des salariés

Syndicats	Titulaires	Suppléants
Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie/ Force ouvrière (CSTP/FO)	Jacques NOARII	Aveirii LACHAUX
Confédération A Tia I Mua	Rodrigue CHAN	Patrick HOSTETLER
Confédération Otahi	Hiva POTHIER	Manuera YIP
Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP)	Kevin TAURAA	Léon MAIHUTI
Confédération O Oe To Oe Rima	Yannick LAW GREEN	Tunia TEREVAURA

Art. 2. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.
Pour le Président absent :
La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,
Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1196 PR du 16 juillet 2024 portant fin de fonctions de M. Yannis CERAN JERUSALEM, directeur de cabinet auprès du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée*NOR : DRH24508755AP*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2009-78 APF du 29 octobre 2009 portant statut de droit public des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2156 CM du 23 novembre 2009 modifié fixant le régime de rémunération des personnels de cabinet du Président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 846 PR du 3 juin 2024 portant nomination de M. Yannis CERAN JERUSALEM, directeur de cabinet auprès du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la lettre de démission de l'intéressé du 10 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de M. Yannis CERAN JERUSALEM, directeur de cabinet auprès du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, le 31 juillet 2024 au soir.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le Président absent:

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1197 PR du 17 juillet 2024 portant attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » à la société Reilly's Adventures pour le navire à moteur (Sea Eagle)

NOR : SDT24508459AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 modifié fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée le 31 mai 2024 par l'EURL Pacific Avenues, enseigne commerciale Tahiti Ocean, représentant la société Reilly's Adventures ;

Vu l'avis favorable du service des affaires maritimes en date du 10 juillet 2024 concernant l'attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance pour le navire à moteur (Sea Eagle),

Arrête :

Article 1er. — Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à moteur (Sea Eagle) à la société Reilly's Adventures.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de vingt-cinq (25) jours.

En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de douze (12) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Art. 2. — Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3. — Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à moteur (Sea Eagle) est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4. — Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2024.

Pour le Président absent:

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1198 PR du 17 juillet 2024 portant attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » à la société Ocean Legacy Limited pour le navire à moteur (Deja Too)

NOR : SDT24508454AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 modifié fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée le 30 mai 2024 par l'EURL Pacific Avenues, enseigne commerciale Tahiti Ocean, représentant la société Ocean Legacy Limited ;

Vu l'avis favorable du service des affaires maritimes en date du 10 juillet 2024 concernant l'attribution d'une licence de navigation charter grande plaisance pour le navire à moteur (Deja Too),

Arrête :

Article 1er. — Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à moteur (Deja To) à la société Ocean Legacy Limited.

Cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et pour une durée minimale d'activité de vingt-cinq (25) jours.

En application du dernier alinéa de l'article 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, la durée minimale d'activité est de douze (12) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.8 de la délibération précitée.

Art. 2. — Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3. — Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à moteur (Deja Too) est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci

Art. 4. — Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1199 PR du 17 juillet 2024 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture*NOR : SGG24508899AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Arrête :

Article 1er. — Mme Nahema TEMARII, ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, pendant l'absence de M. Ronny TERIIPAIA, du 22 au 29 juillet 2024 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1207 PR du 18 juillet 2024 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de cause animale*NOR : SGG24509040AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Arrête :

Article 1er. — M. Cédric MERCADAL, ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, pendant l'absence de M. Taivini TEAI, du 22 au 28 juillet 2024 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Arrêté n° 1208 PR du 18 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Haunui Norbert BAGUR

NOR : SDR24507323AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Haunui Norbert BAGUR réceptionnée le 16 février 2024 et réputée complète le 18 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 3 456 717 F CFP (trois-millions-quatre-cent-cinquante-six-mille-sept-cent-dix-sept francs CFP) est attribuée à M. Haunui Norbert BAGUR (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Haunui Norbert BAGUR, né le 13 août 2003 à Papeete, est exploitant agricole à Paopao (Moorea-Maiao), Moorea, carte professionnelle CAPL n° 2023-CM-495.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière élevage avicole) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
4 938 167	3 456 717

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par M. Haunui Norbert BAGUR selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 1 728 359 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage a commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — M. Haunui Norbert BAGUR s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Haunui Norbert BAGUR et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,
Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1209 PR du 18 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Wendy PRATT

NOR : SDR24507339AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Wendy PRATT réceptionnée le 30 janvier 2024 et réputée complète le 12 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant plafonné de 3 500 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP) est attribuée à Mme Wendy PRATT (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Wendy PRATT, née le 1er juin 1964 à San Juan, est exploitante agricole à Afaahiti (Taiaarapu-Est), Tahiti.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière agriculture biologique) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide plafonnée (en F CFP)
5 796 024	3 500 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Mme Wendy PRATT selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 1 750 000 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — Mme Wendy PRATT s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Wendy PRATT et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,
Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 1210 PR du 18 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jean-Claude Heinere HENRIOU

NOR : SDR24505074AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Jean-Claude Heinere HENRIOU réceptionnée le 5 décembre 2023 et réputée complète le 29 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 1 395 268 F CFP (un-million-trois-cent-quatre-vingt-quinze-mille-deux-cent-soixante-huit francs CFP) est attribuée à M. Jean-Claude Heinere HENRIOU (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Jean-Claude Heinere HENRIOU, né le 12 juillet 1976 à Papeete, est exploitant agricole à Papeari, Tahiti, carte professionnelle CAPL n° 2022-CG-0568.

Le taux d'aide attribué correspond à 60 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
2 325 446	1 395 268

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par M. Jean-Claude Heinere HENRIOU selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 697 634 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — M. Jean-Claude Heinere HENRIOU s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ; opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Claude Heinere HENRIOU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1211 PR du 18 juillet 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Robert Pierre Haaiau O'CONNOR

NOR : SDR24504163AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 303 CM du 2 mars 2018 relatif au classement des carcasses de bovins abattus en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide de M. Robert Pierre Haaiau O'CONNOR réceptionnée le 26 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à la production de viande bovine de 2 541 000 F CFP (deux-millions-cinq-cent-quarante-et-un-mille francs CFP) est attribuée à M. Robert Pierre Haaiau O'CONNOR (aide type VII viande bovine de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Robert Pierre Haaiau O'CONNOR, né le 16 avril 1955 à Hiva Oa, est exploitant agricole à Atuona, Hiva Oa, carte professionnelle CAPL n° 2023-CG-486.

Le montant de l'aide correspond à la production des bovins abattus en 2024 et est fixé selon les dispositions suivantes sur la base du prévisionnel d'abattages établi par l'éleveur.

Année de production	Masse totale de carcasses estimée (en KG)	Montant total de l'aide (en F CFP)
Production 2024	8 940	2 541 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 965.01, article 652, sous-article 6524.

Art. 3. — L'aide est versée par tranche sur le compte ouvert par M. Robert Pierre Haaiau O'CONNOR sur présentation des documents d'abattage numérotés, établis à l'en-tête de la société d'abattage lorsqu'il s'agit d'une personne morale et comportant notamment, la date d'abattages, le nom de l'éleveur, le poids de carcasse après abattage, la classification et la qualité de la carcasse, le cas échéant le numéro d'identification de l'animal, son sexe et le numéro de traçabilité de la carcasse. Pour les bovins abattus en dehors d'une installation d'abattage répondant aux conditions fixées par la réglementation en vigueur, chaque document d'abattage doit être visé par un agent du service en charge de l'agriculture ou à défaut une personne mandatée par le service en charge de l'agriculture.

Au moment du dernier versement, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base de l'aide recalculée à partir de l'ensemble des pièces justificatives produites. L'aide ne peut en aucun cas être supérieure au montant maximal indiqué dans l'arrêté attributif.

Art. 4. — M. Robert Pierre Haaiau O'CONNOR s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 5. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;

- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 6. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Robert Pierre Haaiau O'CONNOR et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 1213 PR du 18 juillet 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction de la santé, d'un appartement de type F2 dépendant d'un immeuble édifié sur les parcelles cadastrées commune de Bora Bora, commune associée de Nunue, section AO n^{OS} 78 et 79, appartenant à la SCI Alana

NOR : DAF24508119AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre de demande n° 6871 MSP/DSP/BBFP du 4 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La Polynésie française, est autorisée à prendre à bail, pour le compte de la direction de la santé, un appartement de type F2, d'une superficie de 73 m², sis au 1er étage d'un immeuble édifié sur les parcelles cadastrées commune de Bora Bora, commune associée de Nūnu'e, section AO n^{OS} 78 et 79, appartenant à la SCI Alana, tel qu'il figure sur le plan en date du 25 avril 2024 et l'extrait de plan cadastral détenus par la direction des affaires foncières, section du domaine.

Art. 2. — La prise à bail est consentie à compter du 1er août 2024 jusqu'au 31 décembre 2024. À compter du 1er janvier 2025, le bail sera renouvelé à chaque échéance annuelle par tacite reconduction.

Art. 3. — Le loyer mensuel total charges comprises est fixé à 120 000 F CFP (cent-vingt-mille francs CFP), réparti comme suit :
- pour le loyer mensuel, à 110 000 F CFP (cent-dix-mille francs CFP) ;
- et pour les charges de copropriété, à 10 000 F CFP (dix-mille francs CFP).

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les conditions et les modalités de cette prise à bail.

Art. 5. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française sur les crédits de fonctionnement de la direction de la santé.

Art. 6. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de la santé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1214 PR du 18 juillet 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction de la santé, de cinq appartements de type F2 dépendant d'un immeuble édifié sur la parcelle cadastrée commune de Bora Bora, commune associée de Nūnu'e, section K n° 39, appartenant à la SCI Motuia

NOR : DAF24508335AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre de demande n° 6870 MSP/DSP/BBFP du 4 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La Polynésie française est autorisée à prendre à bail, pour le compte de la direction de la santé, 5 (cinq) appartements de type F2, d'une superficie de 45 m² chacun, sis au rez-de-chaussée d'un immeuble édifié sur la parcelle cadastrée commune de Bora Bora, commune associée de Nūnu'e, section AK n° 39, appartenant à la SCI Motuia, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral détenu par la direction des affaires foncières - section du domaine.

Art. 2. — La prise à bail est consentie à compter du 1er août 2024 jusqu'au 31 décembre 2024. À compter du 1er janvier 2025, le bail sera renouvelé à chaque échéance annuelle par tacite reconduction.

Art. 3. — Le loyer mensuel total charges comprises pour chaque appartement, est fixé à 110 000 F CFP (cent-dix-mille francs CFP), réparti comme suit :

- pour le loyer mensuel, à 90 000 F CFP (quatre-vingt-dix-mille francs CFP) ;
- et pour les charges de copropriété, à 20 000 F CFP (vingt-mille francs CFP).

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les conditions et les modalités de cette prise à bail.

Art. 5. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française sur les crédits de fonctionnement de la direction de la santé.

Art. 6. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de la santé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1215 PR du 19 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à charge de ponton, sis commune de Rangiroa, au profit de la SARL Tikehau Fafarua Lodge Private Island

NOR : DAF24502868AM-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de la SARL Tikehau Fafarua Lodge Private Island du 22 septembre 2023 réceptionnée le 20 novembre 2023, modifiée et complétée les 28 décembre 2023, 19 janvier et le 22 avril 2024 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Rangiroa en date du 20 avril 2024 ;

Vu l'avis du tāvana hau de la circonscription Tuamotu Gambier en date du 15 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à charge de ponton et débarcadère d'une superficie de 21 m² attenant à la parcelle de terre cadastrée section DO n° 5, sis commune de Rangiroa, commune associée de Tikehau, est autorisée au profit de la SARL Tikehau Fafarua Lodge Private Island.

Cette occupation est destinée à l'implantation d'un ponton et d'un débarcadère tel que le tout figure sur le plan de masse de janvier 2024 établi par Yann FORTIN joint à la demande de l'intéressé.

Les coordonnées géographiques du ponton et de la plateforme sont posées dans le système géodésique WGS en degré et minutes décimales :

A : 15°2,147'S/148°4,423'W ;

B : 15°2,143'S/148°4,425'W.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, aux clauses et conditions particulières du présent arrêté.

Art. 3. — Avant toute exécution de travaux, le bénéficiaire est tenu d'obtenir au préalable une autorisation de travaux immobiliers délivrée par le service en charge de l'urbanisme.

Art. 4. — La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que la bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1° L'emplacement autorisé est destiné à l'implantation d'un ponton sur pilotis et un débarcadère ;

2° La bénéficiaire doit laisser le libre passage du public à l'ouvrage ;

3° Elle est seule tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

4° Il lui appartient de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile ;

Elle est tenue de présenter annuellement, auprès de la Polynésie française, l'attestation des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public maritime ;

5° Elle fait son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

6° Les travaux précités doivent être entièrement achevés par le titulaire de l'autorisation, sous peine de caducité, dans un délai d'une (1) année à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

À cet égard, la titulaire de l'autorisation devra fournir à la direction des affaires foncières un certificat de conformité délivré par le service en charge de l'équipement et un plan de récolement établi par un géomètre agréé ;

7° Elle ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès et préalable de l'autorité compétente.

Art. 5. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 6. — La redevance annuelle d'occupation est fixée à 15 000 F CFP (quinze-mille francs CFP). L'occupante s'oblige à payer la redevance d'avance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi, à Orovini).

Le paiement de la première annuité de la redevance et des frais y afférents intervient dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de retard dans le paiement, les sommes restantes dues seront majorées d'une pénalité de retard dont le taux est fixé à 1 % par mois. Tout mois entier est payé.

Art. 7. — Les frais et droits d'enregistrement, de publicité foncière du présent arrêté et des documents y annexés seront à la charge de la bénéficiaire.

Art. 8. — Pour les besoins de la publicité foncière du présent arrêté, il est précisé que la présente autorisation temporaire est consentie par la Polynésie française.

Art. 9. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par la bénéficiaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, sauf avis contraire du conseil des ministres.

Art. 10. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté, l'autorité compétente peut, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer l'abrogation de la présente autorisation, sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 11. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Jordy CHAN

Arrêté n° 1216 PR du 19 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 6498 MAF du 15 juin 2022 portant transfert de gestion du navire immatriculé PY 2847 (Kaoha Tini), au profit de la Communauté de communes des îles Marquises (CODIM)

NOR : DAF24507943AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6498 MAF du 15 juin 2022 portant transfert de gestion du navire immatriculé PY 2847 (Kaoha Tini), au profit de la Communauté de communes des îles Marquises (CODIM) ;

Vu la demande de la direction du budget et des finances faite par courriel du 2 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 6498 MAF du 15 juin 2022 susvisé, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 2.— La valeur comptable du bien transféré est répartie comme suit :

N° Bien	Accessoire N°	Libellé	Date acquisition	Durée de vie	Montant acquisition (F CFP)	Valeur nette comptable (F CFP)
859428	1	Acquisition	3/12/2020	20	53 531 100	53 531 100
	2	navire mixte à	30/4/2021	15	53 531 100	53 531 100
	3	passagers et frêt	2/5/2022	20	72 054 560	72 054 560
Total					179 116 760	179 116 760 »

Art. 2. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté de communes des îles Marquises (CODIM) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1219 PR du 19 juillet 2024 relatif à l'exercice des attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions

NOR : SGG24508925AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Arrête :

Article 1er. — Mme Vannina CROLAS, ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, pendant l'absence de Mme Minarii GALENON-TAUPUA, du 21 au 26 juillet 2024 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1221 PR du 19 juillet 2024 portant désignation des membres du collège des institutions de la Polynésie française de l'Agence d'aménagement et de développement durable des territoires de la Polynésie française (AADDT) dénommée "Opua"

NOR : SAU24507933AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2020-21 du 24 août 2020 portant approbation du schéma d'aménagement général de la Polynésie française (SAGE) ;

Vu la délibération n° 2020-3 APF du 24 janvier 2020 portant adhésion de la Polynésie française à l'Agence d'aménagement et de développement durable des territoires de la Polynésie française (AADDT) ;

Vu les statuts de l'Agence d'aménagement et de développement durable des territoires de la Polynésie française (AADDT) adoptés le 4 mars 2022 ;

Vu l'arrêté n° 23-2023 APF/SG du 19 mai 2023 modifié prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs de l'assemblée de la

Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Sont désignés en qualité de membres du collège des institutions de la Polynésie française de l'Agence d'aménagement et de développement durable des territoires de la Polynésie française (AADDT) dénommée "Opua" :

- M. Moetai BROTHERSON, Président de la Polynésie française, en charge du tourisme, des transports aériens internationaux, de l'égalité des territoires, de l'aménagement, du foncier, des affaires internationales, de l'économie numérique et des conséquences des essais nucléaires ;

- M. Jordy CHAN, ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

- M. Tevaiti-Ariipaea POMARE, ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

- M. Taivini TEAI, ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

- M. Rony TERIIPAIA, ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture.

Art. 2. — Les personnes désignées à l'article 1er du présent arrêté participent à l'assemblée générale sous sa forme ordinaire ou extraordinaire, ainsi qu'au conseil d'administration de l'Agence d'aménagement et de développement durable des territoires de la Polynésie française (AADDT) dénommée "Opua" et à tout organe de gouvernance de ladite agence.

Art. 3. — Chaque personne désignée en qualité de membre à l'article 1er du présent arrêté peut nommer un membre de son cabinet aux fins de le représenter.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1225 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI pour la production audiovisuelle d'un court-métrage de fiction de création unitaire, intitulé *La parole malsaine*

NOR : ADN24503979AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI réceptionnée le 28 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP (2 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI pour financer la production audiovisuelle d'un court-métrage de fiction de création unitaire, intitulé *La parole malsaine*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI selon les modalités suivantes :

- un premier versement de un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (1 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (1 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 1er novembre 2024, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.
Moetai BROTHERSON

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.
Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1227 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Yvon LE GALL pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Dans les coulisses du centre hospitalier de Polynésie française*

NOR : ADN24503983AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Yvon LE GALL réceptionnée le 27 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de trois-millions-deux-cent-mille francs CFP (3 200 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Yvon LE GALL pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Dans les coulisses du centre hospitalier de Polynésie française*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au : programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Yvon LE GALL selon les modalités suivantes :

- un premier versement de un-million-six-cent-mille francs CFP (1 600 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de un-million-six-cent-mille francs CFP (1 600 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 3 juin 2025, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Yvon LE GALL et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.
Moetai BROTHERTON

Arrêté n° 1228 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *La canne Otaïti*

NOR : ADIN24503975AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI réceptionnée le 26 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP (3 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *La canne Otaïti*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI selon les modalités suivantes :

- un premier versement de un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 1er novembre 2024, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Simoné FORGES DAVANZATI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.
Moetai BROTHERSON

Arrêté n° 1229 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Hiroarii CHONG pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Local Hiking*

NOR : ADN24503985AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Hiroarii CHONG réceptionnée le 28 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de quatre-millions-cinq-cent-mille francs CFP (4 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Hiroarii CHONG pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Local Hiking*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au : programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Hiroarii CHONG selon les modalités suivantes :

- un premier versement de deux-millions-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (2 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de deux-millions-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (2 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 janvier 2025, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Hiroarii CHONG et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1230 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Gaston FLOSSE, l'homme de Mangareva*

NOR : ADN24504036AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB réceptionnée le 28 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de deux-millions-cinq-cent-mille francs CFP (2 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Gaston FLOSSE, l'homme de Mangareva*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB selon les modalités suivantes :

- un premier versement de un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (1 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de un-million-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (1 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 septembre 2024, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1231 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Oscar TEMARU, une destinée polynésienne*

NOR : ADN24504037AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB réceptionnée le 28 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP (3 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Oscar TEMARU, une destinée polynésienne*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB selon les modalités suivantes :

- un premier versement de un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 septembre 2024, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1232 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Ono'u, les couleurs de l'âme polynésienne*

NOR : ADIN24503964AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA réceptionnée le 28 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP (3 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Ono'u, les couleurs de l'âme polynésienne*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA selon les modalités suivantes :

- un premier versement de un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 28 février 2025, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1233 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Aitau, dévorer le temps perdu*

NOR : ADIN24503962AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA réceptionnée le 28 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP (3 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Aitau, dévorer le temps perdu*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au : programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA selon les modalités suivantes :

- un premier versement de un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 7 janvier 2025, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de Mme Sarah ROOPINIA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1234 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Toarii POUIRA pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Ānāvai*

NOR : ADN24503971AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Toarii POUIRA réceptionnée le 28 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP (3 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Toarii POUIRA pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Ānāvai*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Toarii POUIRA selon les modalités suivantes :

- un premier versement de un-million-sept-cent-cinquante-mille de francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 15 avril 2026, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Toarii POUIRA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

Arrêté n° 1235 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Lionel CUVEILLER pour la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Parau pa'ari - secrets d'anciens*

NOR : ADIN24503920AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Lionel CUVEILLER réceptionnée le 28 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de quatre-millions-cinq-cent-mille francs CFP (4 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Lionel CUVEILLER pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire en série, intitulé *Parau pa'ari - secrets d'anciens*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre, à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 4. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Lionel CUVEILLER selon les modalités suivantes :

- un premier versement de deux-millions-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (2 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de deux-millions-deux-cent-cinquante-mille francs CFP (2 250 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 1er octobre 2024, auprès du service instructeur.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* » dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit, sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Lionel CUVEILLER et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1236 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Benoît TARAHU pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Taura : les gardiens sacrés du monde polynésien*

NOR : ADIN24503973AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié, portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande d'aide financière de l'entreprise individuelle de M. Benoît TARAHU réceptionnée le 23 février 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission consultative du 28 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de trois-millions-cinq-cent mille francs CFP (3 500 000 F CFP) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Benoît TARAHU pour financer la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Taura : les gardiens sacrés du monde polynésien*.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97405, article 652-5, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Benoît TARAHU selon les modalités suivantes :

- un premier versement d'un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde d'un-million-sept-cent-cinquante-mille francs CFP (1 750 000 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise de l'œuvre audiovisuelle sous la forme d'une copie numérique du master de l'œuvre, d'une attestation de remise du PAD au primo-diffuseur, du budget et du plan de financement définitifs, un état récapitulatif des dépenses et la justification de l'intégralité des dépenses locales, validée par un expert-comptable. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 16 décembre 2024, auprès du service instructeur.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention : « *Cette œuvre a bénéficié du soutien de la Polynésie française* », dans tous ses supports de communication et de promotion, et au générique de fin de l'œuvre audiovisuelle dans la même taille et police de caractère que les acteurs principaux de l'œuvre.

Art. 5. — Le bénéficiaire de l'aide doit sans préjudice des droits d'auteur, mettre à la disposition de la Polynésie française une banque d'images photographiques ainsi que des textes d'actualités sur le tournage de l'œuvre pour que la Polynésie française puisse en faire usage à des fins promotionnelles et non commerciales.

Art. 6. — Le bénéficiaire de l'aide doit autoriser la Polynésie française, après première diffusion de l'œuvre à utiliser une bande annonce d'une durée minimum d'une minute, à des fins exclusivement promotionnelles et non commerciales.

Art. 7. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Benoît TARAHU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

Arrêté n° 1237 PR du 22 juillet 2024 portant classement par tiare de l'établissement Pension Tupuna

NOR : SDT24507051AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1492 CM du 6 août 2018 fixant les critères et procédure de classement par fleurs de tiare des établissements d'hébergement touristique relevant de la catégorie pension de famille et les modalités d'instruction de la demande ;

Vu l'arrêté n° 1255 CM du 11 juillet 2019 fixant les modalités de contrôle des normes de sécurité et d'accueil du public pour le classement des établissements d'hébergement touristique ;

Vu la demande de classement de Mme Loretta FAATIARAU du 7 novembre 2022 et mise à jour le 28 février 2020 et le récépissé de dossier complet n° 416-A/PR/SDT du 9 février 2023 ;

Vu le rapport de visite n° 1232 PR/SDT du 2 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Pension Tupuna situé à 111, quartier Faatetoro, baie de Port Bourayne, Maroe, Huahine - Huahine, est classé en :

- catégorie : pension de famille ;
- classement : fare d'hôtes, 2 tiare ;
- capacité réceptive : 4 unités, 13 personnes.

Art. 2. — Le classement est prononcé pour une durée de cinq (5) ans à compter du présent arrêté.

Art. 3. — L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement touristiques classés tenu par le service du tourisme pendant la période de validité de son classement.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT**Arrêté n° 6309 MGT du 18 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire St X Maris Stella IV à desservir l'île de Katiu lors de son voyage n° 4 du 24 juillet 2024**

NOR : DAM24508943AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 13621 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SA Société de Navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire St X Maris Stella IV ;

Vu la demande de la SA Société de Navigation des Tuamotu (SNT) en date du 15 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel, le navire St X Maris Stella IV, exploité par la SA Société de Navigation des Tuamotu (SNT), est autorisé à desservir l'île de Katiu lors de son voyage n° 4 du 24 juillet 2024, afin d'y acheminer les matériels, matériaux et engins lourds de la Société Bernard Travaux Polynésie.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6310 MGT du 18 juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 5889 MGT du 8 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV à desservir les îles de Katiu, Taenga, Raroia, Takume, Tepoto Nord, Napuka, lors de son voyage n° 3 du 6 juillet 2024

NOR : DAM24508870AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 13591 MLA du 18 décembre 2018 modifié portant octroi d'une licence d'exploitation à la SA Société de Navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV ;

Vu l'arrêté n° 5889 MGT du 8 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV à desservir les îles de Katiu, Taenga, Raroia, Takume, Tepoto Nord, Napuka, lors de son voyage n° 3 du 6 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'article 1er de l'arrêté n° 5889 MGT du 8 juillet 2024 susvisé, le groupe de mots : « , Fakahina, Fangatau et Pukapuka » est inséré après le mot : « Napuka ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 6311 MGT du 18 juillet 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Apetahi Express à desservir l'île de Maupiti du 21 au 31 juillet 2024*NOR : DAM24508928AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 6453 MLA du 17 juillet 2020 modifié portant octroi d'une licence d'exploitation à l'EURL Apetahi Express pour l'exploitation du navire Apetahi Express ;

Vu la demande de l'EURL Apetahi Express en date du 16 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel, le navire Apetahi Express, exploité par l'EURL Apetahi Express, est autorisé à desservir l'île de Maupiti du 21 au 31 juillet 2024.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES**Arrêté n° 6165 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Carter Gwynn WHITE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises**

NOR : DAE24507878AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par l'entreprise individuelle Carter Gwynn WHITE et déposée le 18 juillet 2023 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 12 octobre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP), au titre du dispositif de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de l'entreprise individuelle Carter Gwynn WHITE (n° TAHITI C23906), pour cofinancer les dépenses d'équipements professionnels estimées à 6 672 432 F CFP (six-millions-six-cent-soixante-douze-mille-quatre-cent-trente-deux francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (autres activités liées au sport) située à Bora Bora.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de l'entreprise bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si l'entreprise n'a pas réalisé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE

Arrêté n° 6166 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Lidie Rahapa MAROANUI épouse TAPUTU au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24506722AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la demande d'aide présentée par l'entreprise individuelle Lidie Rahapa MAROANUI épouse TAPUTU et déposée le 27 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 385 000 F CFP (un-million-trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de l'entreprise individuelle Lidie Rahapa MAROANUI épouse TAPUTU (n° TAHITI 676510), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 6 925 000 F CFP (six-millions-neuf-cent-vingt-cinq-mille francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (travaux de finition/services aménagement paysager) située à Rurutu.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de l'entreprise bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si l'entreprise n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE

Arrêté n° 6167 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Anavai RAFFRAY pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE24507736AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 27 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 980 000 F CFP (neuf-cent-quatre-vingt-mille francs CFP), correspondant à 20 000 F CFP x 49 m², en faveur de Mme Anavai RAFFRAY, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 33 900 000 F CFP (trente-trois-millions-neuf-cent-mille francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Papeete.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE

Arrêté n° 6168 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Roberto Nuihau BONNEFIN au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24506763AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la demande d'aide présentée par l'entreprise individuelle Roberto Nuihau BONNEFIN et déposée le 21 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 310 000 F CFP (un-million-trois-cent-dix-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de l'entreprise individuelle Roberto Nuihau BONNEFIN (n° TAHITI 727131), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 4 384 638 F CFP (quatre-millions-trois-cent-quatre-vingt-quatre-mille-six-cent-trente-huit francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (randonnées équestres et transport VMT) située à Nuku Hiva.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de l'entreprise bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si l'entreprise n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE

Arrêté n° 6169 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Mairefano Heimata Alexia Ernestine TEMATAFAARERE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24506556AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par l'entreprise individuelle Mairefano Heimata Alexia Ernestine TEMATAFAARERE et déposée le 12 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 175 000 F CFP (cent-soixante-quinze-mille francs CFP), au titre du dispositif de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de l'entreprise individuelle Mairefano Heimata Alexia Ernestine TEMATAFAARERE (n° TAHITI F66080), pour cofinancer les dépenses d'équipements professionnels estimées à 351 150 F CFP (trois-cent-cinquante-et-un-mille-cent-cinquante francs CFP) hors TVA, relatives à son activité de transformation et de conservation de fruits située à Paopao.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de l'entreprise bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si l'entreprise n'a pas réalisé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE

Arrêté n° 6170 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Angélique Esther Emmanuelle LANDAIS épouse MAZZEI au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24506555AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par l'entreprise individuelle Angélique Esther Emmanuelle LANDAIS épouse MAZZEI et déposée le 3 mai 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 175 000 F CFP (cent-soixante-quinze-mille francs CFP), au titre du dispositif de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de l'entreprise individuelle Angélique Esther Emmanuelle LANDAIS épouse MAZZEI (n° TAHITI D12626), pour cofinancer les dépenses d'équipements professionnels estimées à 591 451 F CFP (cinq-cent-quatre-vingt-onze-mille-quatre-cent-cinquante-et-un francs CFP) hors TVA, relatives à son activité de coiffure située à Pirae.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de l'entreprise bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si l'entreprise n'a pas réalisé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE

Arrêté n° 6171 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Raphaël François Simon MASSON au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24506557AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par l'entreprise individuelle Raphaël François Simon MASSON et déposée le 11 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 160 000 F CFP (cent-soixante-mille francs CFP), au titre du dispositif de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de l'entreprise individuelle Raphaël François Simon MASSON (n° TAHITI F14056), pour cofinancer les dépenses d'équipements professionnels estimées à 540 792 F CFP (cinq-cent-quarante-mille-sept-cent-quatre-vingt-douze francs CFP) hors TVA, relatives à son activité d'enseignements située à Punaauia.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de l'entreprise bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si l'entreprise n'a pas réalisé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE

Arrêté n° 6172 MEF/DGAE du 16 juillet 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de l'entreprise individuelle Bastian Jean Michel CATTABRINI au titre des aides à l'équipement des petites entreprises

NOR : DAE24506558AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par l'entreprise individuelle Bastian Jean Michel CATTABRINI et déposée le 28 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 15 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), au titre du dispositif de l'aide à l'équipement des petites entreprises, en faveur de l'entreprise individuelle Bastian Jean Michel CATTABRINI (n° TAHITI F16846), pour cofinancer les dépenses d'équipements professionnels estimées à 202 501 F CFP (deux-cent-deux-mille-cinq-cent-un francs CFP) hors TVA, relatives à son activité de commerce de détail d'articles de sport située à Tumaraa.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de l'entreprise bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'entreprise doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si l'entreprise n'a pas réalisé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE

Arrêté n° 6205 MEF/CDE du 16 juillet 2024 portant désignation de Mme Tehanivai SEIGNEURIN, en fonction au service des moyens généraux, en qualité de correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées*NOR : CDE24508744AM*

Le contrôleur des dépenses engagées,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 modifiée portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 10651 MEF/CDE du 28 septembre 2022 portant délimitation du domaine d'attribution des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées en matière de visa des engagements de dépense ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 modifié portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2020 portant nomination de Mme Noëlyne TEITI en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 5108 MEF/CDE du 5 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Noëlyne TEITI, contrôleur des dépenses engagées, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 modifié portant désignation des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées au sein des services administratifs de la Polynésie française ;

Vu la demande de désignation présentée par bordereau n° 153 PR/SMG du 1er février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est désigné en qualité de correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées au service des moyens généraux, l'agent suivant :

Service des moyens généraux :

- Mme Tehanivai SEIGNEURIN, suppléant.

Art. 2. — Le tableau figurant en annexe à l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 susvisé est modifié en conséquence.

Art. 3. — Le contrôleur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Tehanivai SEIGNEURIN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Le contrôleur des dépenses engagées,

Noëlyne TEITI

Arrêté n° 6206 MEF/CDE du 16 juillet 2024 portant désignation de Mme Brenda LILLOUX, en fonction à la direction des affaires foncières, en qualité de correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées

NOR : CDE24508746AM

Le contrôleur des dépenses engagées,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 modifiée portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 10651 MEF/CDE du 28 septembre 2022 portant délimitation du domaine d'attribution des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées en matière de visa des engagements de dépense ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 modifié portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2020 portant nomination de Mme Noëlyne TEITI en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 5108 MEF/CDE du 5 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Noëlyne TEITI, contrôleur des dépenses engagées, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 modifié portant désignation des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées au sein des services administratifs de la Polynésie française ;

Vu la demande de désignation présentée par bordereau n° 4218 VP/DAF du 14 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est désigné en qualité de correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées à la direction des affaires foncières, l'agent suivant :

Direction des affaires foncières :

- Mme Brenda LILLOUX, suppléant.

Art. 2. — Le tableau figurant en annexe à l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 susvisé est modifié en conséquence.

Art. 3. — Le contrôleur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Brenda LILLOUX et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Le contrôleur des dépenses engagées,

Noëlyne TEITI

Arrêté n° 6223 MEF/CDE du 16 juillet 2024 constatant la cessation de fonctions de Mme Lizzie AVAEMAI, en fonction à la direction générale de l'éducation et des enseignements, en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées

NOR : CDE24508702AM

Le contrôleur des dépenses engagées,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 modifiée portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 10651 MEF/CDE du 28 septembre 2022 portant délimitation du domaine d'attribution des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées en matière de visa des engagements de dépense ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 modifié portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2020 portant nomination de Mme Noëlyne TEITI en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 5108 MEF/CDE du 5 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Noëlyne TEITI, contrôleur des dépenses engagées, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 modifié portant désignation des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées au sein des services administratifs de la Polynésie française ;

Vu le courriel de démission de Mme Lizzie AVAEMAI du 27 juin 2024 de ses fonctions de correspondant du CDE,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de Mme Lizzie AVAEMAI en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées à la direction générale de l'éducation et des enseignements.

Art. 2. — Le tableau figurant en annexe à l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 susvisé est modifié en conséquence.

Art. 3. — Le contrôleur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Lizzie AVAEMAI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Le contrôleur des dépenses engagées,
Noëlyne TEITI

Arrêté n° 6250 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 10057 VP/DGAE du 10 septembre 2019

NOR : DAE24508921AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP.138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3639646 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2019-29 du 19 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3639646,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 10057 VP/DGAE du 10 septembre 2019 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3639646 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6251 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6550 VP du 22 juillet 2014

NOR : DAE24508874AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94531854 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-20 du 16 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94531854,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6550 VP du 22 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94531854 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6252 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7325 VP/DAE du 7 août 2014

NOR : DAE24508926AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3285465 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-24 du 13 juin 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3285465,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 7325 VP/DAE du 7 août 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3285465 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6253 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6482 VP du 21 juillet 2014

NOR : DAE24508919AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3282212 publiée au *Bulletin officiel* de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-20 du 16 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3282212,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6482 VP du 21 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3282212 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6254 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 9050 MEF/DGAE du 22 septembre 2020

NOR : DAE24508813AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP.138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3726213 publiée au *Bulletin officiel* de la propriété industrielle (BOPI) n° 2020-30 du 24 juillet 2020 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3726213,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 9050 MEF/DGAE du 22 septembre 2020 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3726213 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6255 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 7312 MEF/DGAE du 6 juillet 2022

NOR : DAE24508820AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3913755 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2022-24 du 17 juin 2022 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3913755,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 7312 MEF/DGAE du 6 juillet 2022 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3913755 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6256 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 202 MEF/DGAE du 9 janvier 2023

NOR : DAE24508822AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 92437422 publiée au *Bulletin officiel* de la propriété industrielle (BOPI) n° 2022-51 du 23 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 92437422,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 202 MEF/DGAE du 9 janvier 2023 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 92437422 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6257 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 2347 MEF DGAE du 16 mars 2023

NOR : DAE24508832AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 93458886 publiée au *Bulletin officiel* de la propriété industrielle (BOPI) n° 2023-09 du 3 mars 2023 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 93458886,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 2347 MEF/DGAE du 16 mars 2023 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 93458886 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6258 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 modifiant la décision de rejet n° 8734 MRE/DAE du 25 septembre 2014

NOR : DAE24508889AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement des marques n° 3314380, n° 3314381 et n° 3314382 publiées au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-30 du 25 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut National de la propriété industrielle, et notamment des marques n° 3314380, n° 3314381 et n° 3314382,

Arrête :

Article 1er. — Dans la décision n° 8734 MRE/DAE du 25 septembre 2014 susvisé, toutes les références faites aux marques n° 3314380, n° 3314381 et n° 3314382 sont retirées.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6259 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 9788 MEF/DGAE du 8 septembre 2021

NOR : DAE24508891AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP.138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3107706 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2021-34 du 27 août 2021 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3107706,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 9788 MEF/DGAE du 8 septembre 2021 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3107706 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6260 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 12224 MEF/DGAE du 9 novembre 2021

NOR : DAE24508893AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP.138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3876035 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2021-43 du 29 octobre 2021 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3876035,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 12224 MEF/DGAE du 9 novembre 2021 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3876035 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6261 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9335 MEI/DAE du 20 octobre 2015

NOR : DAE24508906AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP.138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3351731 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2015-36 du 4 septembre 2015 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3351731,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 9335 MEI/DAE du 20 octobre 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3351731 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6262 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9345 VP/DAE du 25 septembre 2017

NOR : DAE24508907AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP.138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 1394630 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2017-34 du 25 août 2017 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 1394630,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 9345 VP/DAE du 25 septembre 2017 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1394630 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6263 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 modifiant l'arrêté de rejet n° 1792 MEF/DGAE du 10 février 2021

NOR : DAE24508910AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 1727781 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2021-01 du 8 janvier 2021 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 1727781,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'arrêté n° 1792 MEF/DGAE du 10 février 2021 susvisé, toutes les références faites à la marque n° 1727781 sont retirées.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6264 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 705 MEF/DGAE du 17 janvier 2022

NOR : DAE24508912AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement des marques n° 3146344 et n° 3146346 publiées au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2022-01 du 7 janvier 2022 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment des marques n° 3146344 et n° 3146346,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 705 MEF/DGAE du 17 janvier 2022 portant rejet de la requête en extension du renouvellement des marques n° 3146344 et n° 3146346 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6265 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 6414 MEF/DGAE du 25 juillet 2023

NOR : DAE24508916AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3217124 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2023-28 du 14 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3217124,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 6414 MEF/DGAE du 25 juillet 2023 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3217124 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6266 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 8087 MEF/DGAE du 21 juillet 2021

NOR : DAE24508920AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 1654109 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2021-27 du 9 juillet 2021 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 1654109,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 8087 MEF/DGAE du 21 juillet 2021 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1654109 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6267 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 6189 MEF/DGAE du 18 juillet 2023

NOR : DAE24508835AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 93473114 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2023-27 du 7 juillet 2023 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 93473114,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 6189 MEF/DGAE du 18 juillet 2023 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 93473114 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6268 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7791 VP/DAE du 20 août 2014

NOR : DAE24508836AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94528013 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-26 du 27 juin 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94528013,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 7791 VP/DAE du 20 août 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94528013 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6269 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7331 VP DAE du 7 août 2014

NOR : DAE24508842AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94529349 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-24 du 13 juin 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94529349,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 7331 VP/DAE du 7 août 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94529349 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6270 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8350 VP/DAE du 5 septembre 2014

NOR : DAE24508845AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP.138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94528888 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-27 du 4 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94528888,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 8350 VP/DAE du 5 septembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94528888 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6271 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8351 VP/DAE du 5 septembre 2014

NOR : DAE24508847AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP.138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94529348 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-27 du 4 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94529348,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 8351 VP/DAE du 5 septembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94529348 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6272 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7792 VP/DAE du 20 août 2014

NOR : DAE24508862AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94529346 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-26 du 27 juin 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94529346,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 7792 VP/DAE du 20 août 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94529346 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6273 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6743 VP du 25 juillet 2014

NOR : DAE24508866AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94529347 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-21 du 23 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94529347,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6743 VP du 25 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94529347 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6274 MEF/DGAE du 18 juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6549 VP du 22 juillet 2014

NOR : DAE24508868AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 2 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94524119 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-20 du 16 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5849 MEF/DGAE du 5 juillet 2024 portant reconnaissance de 69 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94524119,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6549 VP du 22 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94524119 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 6334 MEF/DGAE du 19 juillet 2024 portant agrément du navire Tekahuitagaroa, immatriculé PY 40180 CO et appartenant à la commune de Nukutavake, au régime fiscal privilégié applicable à l'importation de produits pétroliers destinés aux navires des communes ou groupements de communes de Polynésie française

NOR : DAE24508931AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 modifiée portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial «Fonds de régulation des prix des hydrocarbures» ;

Vu l'arrêté n° 1459 CM du 4 août 2022 définissant les modalités d'application de l'article LP. 5-2 de la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 modifiée portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu le code des douanes ;

Vu le code de la concurrence ;

Vu la demande de la commune de Nukutavake en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le navire (Tekahuitagaroa), immatriculé PY 40180 CO, de première catégorie et appartenant à la commune de Nukutavake est agréé au régime fiscal privilégié applicable à l'importation de produits pétroliers destinés aux navires des communes ou groupements de communes de Polynésie française.

Art. 2. — Le quota annuel maximal pouvant bénéficier de cette exonération attribuée à la commune de Nukutavake est fixé à 4 000 litres d'essence relevant de la codification douanière 2710.12.23.

Art. 3. — Les produits pétroliers importés et visés à l'article 2 ci-dessus sont destinés exclusivement à l'alimentation des moteurs du navire dénommé (Tekahuitagaroa), immatriculé PY 40180 CO.

Art. 4. — L'agrément est valable pour une durée de deux (2) ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 5. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Nukutavake et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6367 MEF/DBF du 22 juillet 2024 portant nomination de quatre mandataires de la sous-régie de recettes de la direction de la biosécurité*NOR : DBF24507987AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 855 CM du 7 juin 2023 portant nomination de Mme Sandra SHAN SEI FAN en qualité de directrice du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 5105 MEF du 4 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sandra SHAN SEI FAN, directrice du budget et des finances ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le code pénal et le code des juridictions financières tels qu'étendus et adaptés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'association française de cautionnement mutuel ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services territoriaux ou des budgets des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 169 CM du 17 février 2017 modifié portant création et organisation de la direction de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 26 novembre 2015 modifié fixant les tarifs des prestations du service en charge de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 1763 CM du 5 octobre 2023 portant institution d'une régie de recettes auprès de la direction de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 1764 CM du 5 octobre 2023 portant institution d'une sous-régie de recettes auprès de la direction de la biosécurité ;

Vu l'accord écrit de M. Heiarii BOOSIE en date du 25 juin 2024 acceptant les nominations de Mme Tiphaine DURAND, Mme Aurélie BRIOUDES, Mme Miranda HAAPII et M. Clément DUSSOT en qualité de mandataires à la sous-régie de recettes de la direction de la biosécurité ;

Vu l'accord écrit de Mme Miranda HAAPII en date du 10 août 2023 pour exercer les fonctions de mandataire sous-régisseur ;

Vu l'accord écrit de Mme Tiphaine DURAND en date du 25 juin 2024 pour exercer les fonctions de mandataire sous-régisseur ;

Vu l'accord écrit de Mme Aurélie BRIOUDES en date du 24 juin 2024 pour exercer les fonctions de mandataire sous-régisseur ;

Vu l'accord écrit de M. Clément DUSSOT en date du 24 juin 2024 pour exercer les fonctions de mandataire sous-régisseur ;

Vu l'avis conforme du payeur de la Polynésie française en date du 16 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Mme Miranda HAAPII, Mme Tiphaine DURAND, Mme Aurélie BRIOUDES et M. Clément DUSSOT sont nommés mandataires de la sous-régie de recettes de la direction de la biosécurité, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur titulaire de la direction de la biosécurité, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Art. 2. — Les mandataires de la sous-régie de recettes de la direction de la biosécurité ne doivent pas percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la sous-régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par les articles 432-10, 433-4, 433-12, 441-2 et 441-4 du code pénal ainsi qu'aux amendes prévues par les articles L. 272-36 et L. 272-37 du code des juridictions financières.

Ils doivent les encaisser selon les modes de recouvrements prévus par l'acte constitutif de la sous-régie.

Art. 3. — L'arrêté n° 10460 MEF/DBF du 27 octobre 2023 portant nomination de deux mandataires de la la sous-régie de recettes de la direction de la biosécurité, est abrogé.

Art. 4. — Le directeur de la biosécurité et le payeur de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice du budget et des finances,

Sandra SHAN SEI FAN

Arrêté n° 6368 MEF/DBF du 22 juillet 2024 portant nomination d'un régisseur et deux mandataires suppléants auprès de la régie de recettes prolongée de la direction de la santé, Hôpital Louis-Rollin sis à Taiohae sur l'île de Nuku Hiva

NOR : DBF24507990AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 855 CM du 7 juin 2023 portant nomination de Mme Sandra SHAN SEI FAN en qualité de directrice du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 5105 MEF du 4 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sandra SHAN SEI FAN, directrice du budget et des finances ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le code pénal et le code des juridictions financières tels qu'étendus et adaptés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 modifiée définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1771 CM du 26 août 2021 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'association française de cautionnement mutuel ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services territoriaux ou des budgets des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 145 CM du 10 février 1995 fixant les prix des journées d'hospitalisation des hôpitaux dépendant de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1435 CM du 24 décembre 1996 modifié fixant la valeur des lettres clés des actes professionnels effectués à titre externe dans les établissements d'hospitalisation public de la Polynésie française et l'institut territorial des recherches médicales Louis-Malardé. ;

Vu l'arrêté n° 1595 CM du 20 octobre 2016 dénommant l'hôpital de Taiohae sur l'île de Nuku Hiva, archipel des Marquises : Hôpital Louis-Rollin ;

Vu l'arrêté n° 2290 CM du 1er décembre 2017 portant institution d'une régie de recettes prolongée auprès de la direction de la santé, Hôpital Louis-Rollin, sis à Taiohae sur l'île de Nuku Hiva ;

Vu l'accord écrit de Mme Isabelle AH-LO en date du 3 octobre 2017 pour exercer les fonctions de régisseur ;

Vu l'accord écrit de M. Naiki PUHETINI en date du 3 octobre 2017 pour exercer les fonctions de mandataire suppléant ;

Vu la lettre n° 6184 MSP/DSP du 14 juin 2024 du directeur de la santé ;

Vu l'accord écrit de Mme Isabelle AH-LO en date du 14 juin 2024 acceptant la nomination de Mme Tiare-Ura VIRASSAMY au poste de 2e mandataire. ;

Vu l'accord écrit de Mme Tiare-Ura VIRASSAMY en date du 13 juin 2024 pour exercer les fonctions de mandataire suppléant ;

Vu l'avis conforme du payeur de la Polynésie française en date du 16 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Mme Isabelle AH-LO est nommée régisseur de la régie de recettes prolongée de la direction de la santé, Hôpital Louis-Rollin sis à Taiohae sur l'île de Nuku Hiva, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Art. 2. — En cas d'absence ou empêchement, Mme Isabelle AH-LO est remplacée par M. Naiki PUHETINI, 1er mandataire suppléant, ou par Mme Tiare-Ura VIRASSAMY, 2d mandataire suppléant.

Art. 3. — Le régisseur est assujetti au cautionnement de 460,00 euros conformément à la réglementation en vigueur et devra verser la somme entre les mains du payeur et la Polynésie française avant d'entrer en fonction ou obtenir son affiliation à l'association française de cautionnement mutuel.

Art. 4. — Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé par référence à la réglementation territoriale.

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé par référence à la réglementation territoriale pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

Art. 5. — Le régisseur et les mandataires suppléants sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçues, ainsi que l'exactitude des décomptes de liquidations qu'ils ont effectués.

Art. 6. — Le régisseur et les mandataires suppléants ne devront pas exiger ou percevoir des sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par les articles 432-10, 433-4, 433-12, 441-2 et 441-4 du code pénal ainsi qu'aux amendes prévues par les articles L.272-36 et L.272-37 du code des juridictions financières.

Art. 7. — Le régisseur et les mandataires suppléants devront présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs pièces justificatives de recettes aux agents de contrôles qualifiés.

Art. 8. — Le régisseur et les mandataires suppléants s'obligeront à établir un procès-verbal chaque fois qu'il y aura remise entre eux de la caisse, des valeurs et des justifications.

Art. 9. — L'arrêté n° 269 VP du 5 janvier 2018 modifié portant nomination d'un régisseur et d'un mandataire suppléant à la régie de recettes prolongée de la direction de la santé, Hôpital Louis-Rollin est abrogé.

Art. 10. — La directrice de la santé par intérim et le payeur de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice du budget et des finances

Sandra SHAN SEI FAN

Arrêté n° 6380 MEF/DGAE du 22 juillet 2024 portant habilitation de M. Rabiï KARROUMI en qualité d'agent spécial d'assurance de la Société Europ Assistance

NOR : DAE24507400AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances applicable en Polynésie française ;

Vu la demande d'habilitation sollicitée par M. Jean-Yves LE BERRE, directeur général délégué de la Société Europ Assistance, en date du 30 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Rabiï KARROUMI, demeurant à Tahiti, est habilité en qualité d'agent spécial d'assurance de la Société Europ Assistance en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurances des branches définies à l'article R. 321-1 du code des assurances suivantes :

1. Accidents (y compris les accidents de travail et les maladies professionnelles) ;
2. Maladie ;
3. Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;
9. Autres dommages aux biens ;
13. Responsabilité civile générale ;
15. Caution ;
16. Pertes pécuniaires diverses ;
17. Protection juridique ;
18. Assistance.

Art. 2. — L'arrêté n° 1371 MEI du 24 février 2016 relatif à l'habilitation de M. François DELCROIX en qualité d'agent spécial d'assurance de la Société Europ Assistance, est abrogé.

Art. 3. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6381 MEF/DGAE du 22 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association AS Tamari'i Faa'a Pétanque pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE24508481AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association AS Tamari'i Faa'a Pétanque en date du 24 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — l'association AS Tamari'i Faa'a Pétanque, représentée par son président M. Julio TIMAU du président, dont le siège social est situé à Faa'a, au PK 4,300 côté mer, quartier Tarahu face à la gendarmerie, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 19 et dimanche 20 octobre 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée Challenge 2024 - Doublette hommes - Doublette femmes - Doublette vétérans au boulodrome de Papara, PK 36 côté montagne, route de la mairie, site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

Pour la vente à consommer sur place : de 10 heures à 20 heures

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques

Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6382 MEF/DGAE du 22 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Raptor pétanque club pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE24508525AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association « Raptor pétanque club » en date du 21 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association Raptor pétanque club, représentée par sa présidente Mme Vaitiare TEIHOTAA, dont le siège social est situé à Supermahina lot 13 *bis*, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 9 et dimanche 10 novembre 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée « Challenge 2024 - doublette hommes - doublette femmes - doublette vétérans » au boudrome de Papara, PK 36 côté montagne, route de la mairie - site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

Pour la vente à consommer sur place : de 10 heures à 20 heures.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques,
Catherine COLOMBET

Arrêté n° 6383 MEF/DGAE du 22 juillet 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Aïto Nui pour l'ouverture d'un débit de boissons dans une enceinte sportive en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE24508534AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 402 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Aïto Nui en date du 21 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 17 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — l'association Aïto Nui, représentée par son président M. Kevin BOCAHUT, dont le siège social est situé à Punaauia, 2, rue Matatia, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 16 et dimanche 17 novembre 2024 à l'occasion d'une manifestation intitulée Challenge 2024 - Doublette hommes - Doublette femmes - Doublette vétérans au boudrome de Papara, PK 36 côté montagne, route de la mairie, site Hotu Maru.

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

Pour la vente à consommer sur place : de 10 heures à 20 heures

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice adjointe des affaires économiques

Catherine COLOMBET

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE
L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté n° 6221 MPR/DBS du 16 juillet 2024 portant agrément de l'établissement SCA Verdeen pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux

NOR : DBS24508828AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu la délibération n° 93-155 AT du 3 décembre 1993 modifiée portant protection des végétaux sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 1755 CM du 26 août 2021 relatif aux conditions de transport interinsulaire des marchandises présentant un risque phytosanitaire ;

Vu l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 fixant les conditions d'agrément des établissements pour le transport interinsulaire des végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux ;

Vu la demande d'agrément du 10 juillet 2024 ;

Considérant le plan de gestion des risques de l'établissement ;

Considérant le caractère complet et régulier de la demande à compter du,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement SCA Verdeen, sis Taiarapu-Est, PK 1, ayant pour référent chargé du suivi du plan de gestion des risques M. Thierry Guillaume, est agréé pour le transport interinsulaire des produits frais destinés à la consommation suivants :

- légumes de *Solanum lycopersicum* (tomate) ;
- légumes de *Lactuca sativa* (laitue) ;
- racines de *Zingiber officinale* (gingembre) ;
- légumes de *Cichorium intybus* var. *foliosum* (endive) ;
- champignons de *Pleurotus* sp. (pleurote).

Art. 2. — Cet agrément est accordé pour une durée de 2 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il peut être suspendu ou révoqué dans les conditions fixées par l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 susvisé. Cet agrément est accordé pour une durée de 2 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il peut être suspendu ou révoqué dans les conditions fixées par l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 susvisé.

Art. 3. — Le numéro d'agrément de l'établissement est : 2022-01. Ce numéro est apposé sur chaque article ou lot d'articles expédié vers les îles de la Polynésie française.

Art. 4. — Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

a) D'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) : dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant la réception du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande ;

b) D'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française, soit de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique Télérécourts citoyens accessible depuis le site internet www.telerecours.fr, soit par courrier adressé à l'adresse suivante : avenue Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation: le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST

Arrêté n° 6275 MPR/DRM du 18 juillet 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parc à poissons pour la pêche aux operu, sis à Tumaraa, commune de Raiatea, au profit de M. Matahi TUPUAIOORO (349)

NOR : DRM24503251AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de renouvellement et d'extension du parc à poissons pour la pêche aux operu de M. Matahi TUPUAIOORO, pour une superficie initiale de 180 m² et une nouvelle superficie de 500 m², du 9 décembre 2020 et réceptionnée le 30 décembre 2020 ;

Vu l'avis favorable du 8e adjoint au maire de la commune de Tumaraa du 8 décembre 2020 ;

Vu l'avis favorable du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 4 juillet 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 juillet 2023 sous réserve qu'il s'agisse d'un parc à poissons pour la pêche aux operu et qu'il soit désarmé en dehors de la saison de pêche de ce poisson,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Matahi TUPUAIOORO, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie totale de 2 500 m², sis à Tumaraa, commune de Raiatea.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons pour la pêche aux operu situé sur la rive bâbord de la passe Punaeroa à environ 500 mètres au sud-est du motu Punaeroa et formé de la manière suivante :

- une partie fixe d'une superficie de 500 m² au maximum ;
- une extension d'une superficie de 2 000 m² au maximum et constituée d'un filet,

et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

En dehors de la saison des operu, les filets sont retirés et le parc désarmé.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5. — Le tarif applicable est celui défini par l'index IF_ECO_02 et IF_ECO_04 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à 60 000 F CFP (soixante-mille francs CFP). Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 6. — Conformément à l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation et selon les dispositions prévues à cet effet.

Art. 7. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 8. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

Art. 9. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Matahi TUPUAIOORO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6276 MPR/DRM du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté 1275 VP du 5 février 2020 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Pukarua, commune de Reao, au profit de M. Tekura MOEARO (exploitant n° 6)

NOR : DRM24504412AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 modifié approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parc à poissons formulée par M. Tekura MOEARO le 9 avril 2024, réceptionnée le 25 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1275 VP du 5 février 2020 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Pukarua, commune de Reao, au profit de M. Tekura MOEARO (exploitant n° 6), est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, M. Tekura MOEARO dispose d'un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise à l'état d'origine de l'emplacement occupé, qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tekura MOEARO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6277 MPR/DRM du 18 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation de parc à poissons, sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Paul Teherenui JOUSSIN (exploitant n° 218)

NOR : DRM23513729AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 modifié approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8689 VP du 31 juillet 2019 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis à Kaukura, commune de Arutua au profit de M. Paul Teherenui JOUSSIN (exploitant n° 218) ;

Vu la demande de M. Paul Teherenui JOUSSIN du 2 novembre 2023, réceptionnée le 14 novembre 2023 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua du 6 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est accordé, au profit de M. Paul Teherenui JOUSSIN, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 m², sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — Le renouvellement de l'autorisation d'occupation précité est accordé pour l'exploitation d'un parc à poissons situé au sud-ouest du motu Otu, côté récif et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le renouvellement de l'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordé pour une période de cinq années consécutives à compter du 6 août 2024.

Art. 4. — Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5. — Le tarif applicable est celui défini, en fonction de la zone, par l'index IF_ECO_01 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à 10 000 F CFP (dix-mille francs CFP). Cette redevance est applicable à compter du 6 août 2024. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 6. — Conformément à l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation et selon les dispositions prévues à cet effet.

Art. 7. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 avril 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée, sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 8. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

Art. 9. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Paul Teherenui JOUSSIN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6278 MPR/DRM du 18 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation de deux parcs à poissons sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Tapaiaha Jess Briss HARRY (exploitant n° 149)

NOR : DRM24504439AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 modifié approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13513 VP du 14 décembre 2018 portant autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Tapaiaha Jess Briss HARRY (exploitant n° exploitant n° 149) ;

Vu la demande de renouvellement et de réduction de superficie de M. Tapaiaha Jess Briss HARRY du 16 septembre 2023, réceptionnée le 21 septembre 2023 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Katiu du 16 septembre 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 4 décembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est accordé, au profit de M. Tapaiaha Jess Briss HARRY, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 1 500 m² sis à Katiu, commune de Makemo.

Art. 2. — Le renouvellement d'autorisation d'occupation précité est accordé pour l'exploitation de deux parcs à poissons situés côté bâbord de la passe Okarare et de la manière suivante :

- le 1er parc à poissons inchangé d'une superficie de 1 000 m² ;
- le 2d parc à poissons avec une réduction de superficie de 500 m², près du quai,

et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — Le renouvellement de l'autorisation d'occupation défini aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordé pour une période de cinq années consécutives à compter du 21 décembre 2023.

Art. 4. — Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 5. — Le tarif applicable est celui défini, en fonction de la zone, par l'index IF_ECO_01 et IF_ECO_02 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete est fixé à 60 000 F CFP (soixante-mille francs CFP). Cette redevance est applicable à compter du 21 décembre 2023. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinées à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 6. — Conformément à l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation et selon les dispositions prévues à cet effet.

Art. 7. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 8. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

Art. 9. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tepaiaha Jess Briss HARRY et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6291 MPR/DIREN du 18 juillet 2024 autorisant la SARL KMH Média Production à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Tahiti et Mo'orea du 23 juillet au 5 août 2024

NOR : ENV24509026AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2020 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la demande de M. Karim MAHDJOUBA en date du 16 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — La SARL KMH Média Production est autorisée à exercer l'activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales, dans les eaux de Tahiti et Mo'orea, en application des dispositions de l'article LP. 2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement est consentie du 23 juillet au 5 août 2024.

Art. 3. — L'autorisation est donnée pour des prises de vues et de son en Palmes, masque, tuba (PMT), en scaphandre et par drone pour la réalisation d'une série de vidéos et reportages lors des JO 2024 sur la biodiversité marine de Polynésie française qui sera diffusée sur le groupe de la chaîne américaine NBC Sports et leurs réseaux sociaux.

Art. 4. — Dans ce cadre exceptionnel, la SARL KMH Média Production n'est pas autorisée à déroger aux règles d'approche des mammifères marins, espèces protégées du code de l'environnement.

Art. 5. — La SARL KMH Média Production s'engage à ne pas attirer à soi de quelques manières que ce soit les animaux (notamment le *feeding*, *smelling* interdit).

Art. 6. — La SARL KMH Média Production s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces protégées de Polynésie française (images, son).

Art. 7. — La SARL KMH Média Production s'assure que toutes les activités touristiques avec les espèces protégées soient encadrées par des prestataires agréés et locaux. Elle s'engage à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage et en s'assurant du bien être des animaux lors des prises de vues et de son.

Art. 8. — La mention de la présente autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues ou de son sur tous les supports, y compris numériques.

Art. 9. — La SARL KMH Média Production s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 10. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, pour le directeur de l'environnement absent : la directrice adjointe,
Francine TSIOU FOUC ÉPSE BOUREILLE

Arrêté n° 6300 MPR du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 8751 MPF du 12 septembre 2017 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 125 d'une superficie de 1,12 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Jacques AHARA

NOR : SDR24506854AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 8751 MPF du 12 septembre 2017 autorisant la location du lot n° 125 d'une superficie de 1,12 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Jacques AHARA est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 6 octobre 2017 conclu entre la Polynésie française et M. Jacques AHARA enregistré à Papeete le 12 octobre 2017, bordereau 1459/1, est résilié à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacques AHARA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6301 MPR du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 2530 MED du 4 mars 2019 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 124 d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Mataihau TERIITAOHIA

NOR : SDR24506861AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la mise en demeure n° 6135 MAF/DAG/ISLV du 2 septembre 2022 notifié le 10 octobre 2022 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 2530 MED du 4 mars 2019 autorisant la location du lot n° 124 d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Mataihau TERIITAOHIA est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 12 juillet 2019 conclu entre la Polynésie française et M. Mataihau TERIITAOHIA enregistré à Papeete le 5 août 2019, bordereau 1729/1, est résilié à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Mataihau TERIITAOHIA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,
Taivini TEAI

Arrêté n° 6302 MPR du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 1323 MPF du 12 février 2018 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 19 d'une superficie de 1,76 ha dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Opoa, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Teheura TEMANUPAIOURA

NOR : SDR24506978AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10465 MED du 16 octobre 2018 modifié portant affectation du domaine Aratao dit domaine Charles Smith, cadastré commune de Taputapuatea, commune associée de Opoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 1651 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Opoa, sis à Opoa, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1323 MPF du 12 février 2018 autorisant la location du lot n° 19 d'une superficie de 1,76 ha dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Opoa, au profit de M. Teheura TEMANUPAIOURA est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 25 avril 2018 conclu entre la Polynésie française et M. Teheura TEMANUPAIOURA enregistré à Papeete le 28 mai 2018, bordereau 3394/1, est résilié à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Teheura TEMANUPAIOURA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6303 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 67 d'une superficie de 2,51 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Milton HURI

NOR : SDR24507007AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuātea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis commune associée de Avera, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de lot de M. Milton HURI du 16 août 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 67 d'une superficie de 2,51 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Milton HURI né le 7 décembre 1956.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 25 100 F CFP (vingt-cinq-mille-cent francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Milton HURI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6304 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 124 d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Fabrice TETAUVIRA

NOR : SDR24507016AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuātea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis commune associée de Avera, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de lot de M. Fabrice TETAUVIRA du 16 janvier 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 124 d'une superficie de 0,79 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Fabrice TETAUVIRA né le 6 août 1976.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 7 900 F CFP (sept-mille-neuf-cents francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Fabrice TETAUVIRA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6305 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 125 d'une superficie de 1,12 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Frédo TCHEN YONG

NOR : SDR24507017AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuātea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis commune associée de Avera, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de lot de M. Frédo TCHEN YONG du 12 avril 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 125 d'une superficie de 1,12 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à 'Avera, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Frédo TCHEN YONG né le 2 septembre 1967.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 11 200 F CFP (onze-mille-deux-cents francs CFP), soit 10 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frédo TCHEN YONG et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6306 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 14c d'une superficie de 3,99 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpōa, sis à 'Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Michèle TEFAAORA

NOR : SDR24507018AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10465 MED du 16 octobre 2018 modifié portant affectation du domaine Aratao dit domaine Charles Smith, cadastré commune de Taputapuātea, commune associée de Opoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Opoa, sis commune associée de Opoa, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de lot de Mme Michèle TEFAAORA du 6 mars 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 14c d'une superficie de 3,99 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpōa, sis à 'Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Michèle TEFAAORA née le 30 novembre 1975.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 19 950 F CFP (dix-neuf-mille-neuf-cent-cinquante francs CFP), soit 5 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Michèle TEFAAORA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6307 MPR du 18 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 14d d'une superficie de 0,50 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpōa, sis à 'Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Joseph SAM KOUA

NOR : SDR24507032AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10465 MED du 16 octobre 2018 modifié portant affectation du domaine Aratao dit domaine Charles Smith, cadastré commune de Taputapuātea, commune associée de Opoa, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Opoa, sis commune associée de Opoa, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de lot de M. Joseph SAM KOUA du 2 juin 2021 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location, à des fins agricoles, du lot n° 14d d'une superficie de 0,50 ha dépendant du lotissement agricole 'Ōpōa, sis à 'Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Joseph SAM KOUA né le 1er mai 1982.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 2 500 F CFP (deux-mille-cinq-cents francs CFP), soit 5 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Joseph SAM KOUA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6308 MPR du 18 juillet 2024 abrogeant l'arrêté n° 1645 CM du 13 septembre 2017 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 109 d'une superficie de 2,70 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Heimiri TEIKITUTOUA épouse MOU THAM

NOR : SDR24508078AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de résiliation de Mme Heimiri TEIKITUTOUA épouse MOU THAM du 2 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1645 CM du 13 septembre 2017 autorisant la location du lot n° 109 d'une superficie de 2,70 ha dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Heimiri TEIKITUTOUA épouse MOU THAM est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 1er décembre 2017 conclu entre la Polynésie française et Mme Heimiri TEIKITUTOUA épouse MOU THAM enregistré à Papeete le 7 décembre 2017, bordereau 1938/1, est résilié à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Heimiri TEIKITUTOUA épouse MOU THAM et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6312 MPR du 18 juillet 2024 autorisant le renouvellement de la location du lot n° 6 d'une superficie de 0,78 ha dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à 'Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de M. Heimana MATEATATUA

NOR : SDR24507963AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sis à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sis dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuātea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Maraeroa, sis commune associée de Opoa, commune de Taputapuātea, Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu le bail du 7 octobre 2014 conclu entre la Polynésie française et M. Heimana MATEATATUA enregistré à Papeete le 13 novembre 2014 bordereau 5767 ;

Vu la demande de renouvellement de la location du lot n° 6 de M. Heimana MATEATATUA du 4 septembre 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 23 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Le renouvellement de la location, à des fins agricoles, du lot n° 6 d'une superficie de 0,78 ha dépendant du lotissement agricole Maraeroa, sis à 'Ōpōa, commune de Taputapuātea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, est autorisé au profit de M. Heimana MATEATATUA né le 24 octobre 1981.

Art. 2. — Ce renouvellement est consenti à compter du terme du bail initial pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 3 900 F CFP (trois-mille-neuf-cents francs CFP), soit 5 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini, Papeete). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 5. — En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Heimana MATEATATUA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6323 MPR/DRM du 19 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jacques Jean-Pierre Timona DEFOSSEZ, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 226)

NOR : DRM24507988AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6337 VP du 12 juin 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jacques Jean-Pierre Timona DEFOSSEZ, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 226) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Jacques Jean-Pierre Timona DEFOSSEZ et M. Arutua-Nui MAI ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua du 17 avril 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Jacques Jean-Pierre Timona DEFOSSEZ, non datée, reçue le 3 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Arutua,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Jacques Jean-Pierre Timona DEFOSSEZ, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 25 juillet 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 6 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 6 ha (3 ha et 3 ha) ;

- pour une maison d'exploitation et de greffe : 50 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 112 000 F CFP (cent-douze-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 6 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 12 000 F CFP ;
- sur la base de 6 ha à 1 500 F CFP/1000 m², soit 90 000 F CFP ;
- sur la base de 50 m² à 200 F CFP/m², soit 10 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 25 juillet 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Jacques Jean-Pierre Timona DEFOSSEZ de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacques Jean-Pierre Timona DEFOSSEZ et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6324 MPR/DRM du 19 juillet 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Augustine Terava TOAE épouse MARO sis à Fakarava commune de Fakarava (exploitant n° 87)

NOR : DRM24508418AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8604 VP du 30 juillet 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Augustine Terava TOAE épouse MARO sis à Fakarava commune de Fakarava (exploitant n° 87) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Fakarava du 23 avril 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Augustine Terava TOAE épouse MARO du 13 mai 2024, reçue le 10 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Fakarava,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de Mme Augustine Terava TOAE épouse MARO, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 19 octobre 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Fakarava, commune de Fakarava.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 8,15 ha.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 122 250 F CFP (cent-vingt-deux-mille-deux-cent-cinquante francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 8,15 ha à 1 500 F CFP/1 000 m², soit 122 250 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 19 octobre 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Augustine Terava TOAE épouse MARO de ses autorisations d'exercer une activité de producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Augustine Terava TOAE épouse MARO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Arrêté n° 6325 MPR/DBS du 19 juillet 2024 portant agrément de l'établissement Agritech pour l'importation d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux

NOR : DBS24508908AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu la délibération n° 93-155 AT du 3 décembre 1993 modifiée portant protection des végétaux sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 740 CM du 12 juillet 1996 modifié fixant la liste des organismes nuisibles, des végétaux et produits végétaux susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles dont l'importation en Polynésie française est interdite ou autorisée sous certaines conditions ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 25 mai 2022 fixant les conditions d'agrément des établissements importateurs d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux ;

Vu la demande d'agrément du janvier 2024 ;

Considérant le plan de gestion des risques de l'établissement ;

Considérant le caractère complet et régulier de la demande à compter du 28 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Agritech, sis à Faa'a, ayant pour référent chargé du suivi du plan de gestion des risques Mme Anne MAGLIULI, est agréé pour l'importation des produits végétaux suivants :

- plants et parties de plants de *Citrus spp.* (agrumes) provenant des pépinières Lyn Citrus Seeds, Inc (Californie, USA) et TreeSource Citrus Nursery (Californie, USA).

Art. 2. — Cet agrément est accordé pour une durée de 2 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il peut être suspendu ou révoqué dans les conditions fixées par l'arrêté n° 794 CM du 25 mai 2022 susvisé.

Art. 3. — Le numéro d'agrément de l'établissement est : 2024-04. Ce numéro est apposé sur chaque article ou lot d'articles expédié vers les îles de la Polynésie française.

Art. 4. — Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

a) D'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ; dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant la réception du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande ;

b) D'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française, soit de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique Télérecours citoyens accessible depuis le site internet www.telerecours.fr, soit par courrier adressé à l'adresse suivante : av. Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST

Arrêté n° 6326 MPR/DBS du 19 juillet 2024 portant agrément de l'établissement Comptoir Commercial Cécile pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux

NOR : DBS24509047AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu la délibération n° 93-155 AT du 3 décembre 1993 modifiée portant protection des végétaux sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 1755 CM du 26 août 2021 relatif aux conditions de transport interinsulaire des marchandises présentant un risque phytosanitaire ;

Vu l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 fixant les conditions d'agrément des établissements pour le transport interinsulaire des végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux ;

Vu la demande d'agrément du 15 juillet 2024 ;

Vu le rapport d'inspection n° 1206 MPR/DBS/DIR ;

Considérant le plan de gestion des risques de l'établissement ;

Considérant le caractère complet et régulier de la demande à compter du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Comptoir Commercial Cécile, sis à Papeete, quartier Fariipiti, n° 122, Av. du Cdt. Chessé, ayant pour référent chargé du suivi du plan de gestion des risques Mme Emma LALEU, est agréé pour le transport interinsulaire des articles suivants :

Fruits, légumes, tubercules et feuilles destinées à la consommation humaine de :

- *Abelmoschus esculentus* (okra) ;
- *Actinidia chinensis* (kiwi) ;
- *Allium cepa* (oignon/échalote) ;
- *Allium porrum* (poireau) ;
- *Allium sativum* (ail) ;
- *Aloe vera* (aloe vera) ;
- *Alpinia galanga* (galanga) ;
- *Ananas comosus* (ananas) ;
- *Armona muricata* (corossol) ;
- *Apium graveolens* (celéri) ;
- *Artocarpus altilis* (fruit de l'arbre à pain) ;
- *Asparagus officinalis* (asperge) ;
- *Averrhoa carambola* (carambole) ;
- *Beta vulgaris* (betterave) ;
- *Beta vulgaris* (blette) ;
- *Brassica oleracea* (brocoli) ;
- *Brassica oleracea* (choux, kale) ;

- *Brassica Rapa* (navet/radis/rutabaga/wonbok) ;
- *Capsicum annuum* (poivron/piment) ;
- *Carica papaya* (papaye) ;
- *Chrysophyllum cainito* (pomme étoile)
- *Cichorium intybus* var. *foliosum* (endive) ;
- *Citrullus lanatus* (pastèque) ;
- *Citrus* spp. (agmme) ;
- *Cocos nucifera* (coco) ;
- *Colocasia esculenta* (taro) ;
- *Cucumis melo* (melon) ;
- *Cucurbita maxima* (courge/potimaron) ;
- *Cucurbita moschata* 'Butternut' (butternut) ;
- *Cucurbita pepo* (courgette) ;
- *Cynara cardunculus* var. *scolymus* (artichaut) ;
- *Daucus carota* (carotte) ;
- *Diospyos kaki* (kaki) ;
- *Eruca vesicaria* ssp. *sativa* (roquette) ;
- *Ficus carica* (figue) ;
- *Foeniculum vulgare* (fenouil) ;
- *Fortunella* (Kumquat) ;
- *Fragaria* spp. (fraise) ;
- *Garcinia mangostana* (mangoustan) ;
- *Glycine max* (soja)
- *Hylocereus undatus* (pitaya) ;
- *Inga feuillei* (pacaye) ;
- *Ipomoea batatas* (patate douce) ;
- *Lactuca sativa* (laitue) ;
- *Litchi chinensis* (litchi) ;
- *Malus domestica* (pomme) ;
- *Mangifera indica* (mangue) ;
- *Manihot esculenta* (manioc) ;
- *Momordica charanti* (fouka) ;
- *Musa* spp. (banane) ;
- *Nasturtium officinale* (cresson) ;
- *Nephelium lappaceum* (rambouton)
- *Passiflora edulis* (passion) ;
- *Pastinaca sativa* (panais) ;
- *Persea americana* (Avocat) ;
- *Phaseolus vulgaris* (haricot) ;
- *Pisum sativum* (pois cultivé) ;
- *Pouteria caimito* (abiu) ;
- *Prunus armeniaca* (abricot) ;
- *Prunus cerasus* (cerise) ;
- *Prunus domestica* (prune) ;
- *Prunus persica* (nectarine, pêche) ;
- *Prunus x armeniaca* et *Prunus x domestica* (pluot) ;
- *Psidium guajava* (goyave) ;
- *Psophocarpus tetragonolobus* (haricot ailé) ;
- *Punica granatum* (grenadine) ;
- *Pyrus communis* (poire) ;
- *Raphanus sativus* var. *longipinnatus* (radis) ;
- *Rheum rhabarbarum* (rhubarbe) ;
- *Rubus idaeus* (framboise) ;
- *Rubus* subg. *rubus* (mûre)
- *Sauropus androgynus* (katuk) ;
- *Sinapis* (moutarde)
- *Solanum lycopersicum* (tomate) ;
- *Solanum melongena* (aubergine) ;
- *Solanum tuberosum* (pomme de terre) ;
- *Spinacia oleracea* (épinard) ;
- *Spondias dulcis* (pomme cythère) ;
- *Vaccinium myrtillus* (myrtille) ;
- *Vitis vinifera* (raisin) ;
- *Zea mais* (maïs) ;

- *Zingiber officinale* (gingembre) à destination de Raiatea, Bora Bora, Taha'a et Tubuai.
- toutes pousses et micropousses de légumes ;
- tous légumes de 4e gamme ;
- toutes herbes aromatiques.

Art. 2. — Cet agrément est accordé pour une durée de 2 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il peut être suspendu ou révoqué dans les conditions fixées par l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 susvisé.

Art. 3. — Le numéro d'agrément de l'établissement est : 2022-02. Ce numéro est apposé sur chaque article ou lot d'articles expédiés vers les îles de la Polynésie française.

Art. 4. — Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

a) d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ; dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant la réception du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande ;

b) d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française, soit de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique Télérécours citoyens accessible depuis le site internet www.telerecours.fr, soit par courrier adressé à l'adresse suivante : av. Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST

Arrêté n° 6328 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Michel CHENNE en qualité de préparateur de vanille

NOR : EVT24509032AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Vanille de Tahiti" ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Vanille de Tahiti" ;

Vu la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu l'arrêté n° 1762 CM du 26 août 2021 portant application de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu la demande de M. Michel CHENNE en date du 28 mai 2024 ;

Vu le brevet de préparateur de vanille n° 22/002/027 de M. Michel CHENNE en date du 17 août 2022 ;

Vu le rapport du contrôleur de l'établissement Vanille de Tahiti en date du 11 juin 2024 ;

Vu le relevé de conclusions de l'établissement public Vanille de Tahiti en date du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Michel CHENNE identifié dans les registres de l'établissement public Vanille de Tahiti sous le numéro P4731 est agréé en qualité de préparateur de vanille pour une durée de dix années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance, conformément à l'article LP. 35 de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6329 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de Mme Tatiana DAUPHIN en qualité de préparateur de vanille

NOR : EVT24509031AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Vanille de Tahiti" ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Vanille de Tahiti" ;

Vu la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu l'arrêté n° 1762 CM du 26 août 2021 portant application de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu la demande de Mme Tatiana DAUPHIN en date du 31 mai 2024 ;

Vu le brevet de préparateur de vanille n° 23/001/123 de Mme Tatiana DAUPHIN en date du 5 octobre 2023 ;

Vu le rapport du contrôleur de l'établissement Vanille de Tahiti en date du 31 mai 2024 ;

Vu le relevé de conclusions de l'établissement public Vanille de Tahiti en date du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Mme Tatiana DAUPHIN identifiée dans les registres de l'établissement public Vanille de Tahiti sous le numéro P4733 est agréée en qualité de préparatrice de vanille pour une durée de dix années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance, conformément à l'article LP. 35 de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6330 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Philip Matahi BRILLANT en qualité d'exportateur de vanille

NOR : EVT24508324AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 portant création d'un Établissement public dénommé Vanille de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Vanille de Tahiti ;

Vu la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu l'arrêté n° 1762 CM du 26 août 2021 portant application de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu la demande de M. Philip Matahi BRILLANT en date du 6 février 2024 ;

Vu le relevé de conclusion de l'établissement public Vanille de Tahiti en date du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Philip, Matahi BRILLANT identifié dans les registres de l'établissement public Vanille de Tahiti sous le n° P2618 est agréé en qualité d'exportateur de vanille pour une durée de dix années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance, conformément à l'article LP. 35 de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6331 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Pascal CHUNGUES en qualité de préparateur de vanille

NOR : EVT24509015AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Vanille de Tahiti" ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Vanille de Tahiti" ;

Vu la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu l'arrêté n° 1762 CM du 26 août 2021 portant application de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu la demande de M. Pascal CHUNGUES en date du 6 juillet 2023 ;

Vu le brevet de préparateur de vanille n° 13/001/001 de M. Pascal CHUNGUES en date du 31 janvier 2013 ;

Vu le rapport du contrôleur de l'établissement Vanille de Tahiti en date du 6 février 2024 ;

Vu le relevé de conclusions de l'établissement public Vanille de Tahiti du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Pascal CHUNGUES identifié dans les registres de l'établissement public Vanille de Tahiti sous le numéro P4732 est agréé en qualité de préparateur de vanille pour une durée de dix années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance, conformément à l'article LP. 35 de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6332 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Jean-Elie Hei Arii CIZO en qualité de préparateur de vanille*NOR : EVT24509012AM-1*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 modifiée portant création d'un établissement public dénommé « Vanille de Tahiti » ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;

Vu la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu l'arrêté n° 1762 CM du 26 août 2021 portant application de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu la demande de M. Jean-Elie Hei Arii CIZO en date du 4 mars 2024 ;

Vu le brevet de préparateur de vanille n° 23/003/157 de M. Jean-Elie Hei Arii CIZO en date du 5 octobre 2023 ;

Vu le rapport du contrôleur de l'établissement Vanille de Tahiti en date du 26 mars 2024 ;

Vu le relevé de conclusions de l'établissement public Vanille de Tahiti du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Jean-Elie Hei Arii CIZO identifié dans les registres de l'établissement public Vanille de Tahiti sous le numéro P4325 est agréé en qualité de préparateur de vanille pour une durée de dix années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance, conformément à l'article LP. 35 de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6333 MPR du 19 juillet 2024 portant agrément de M. Wilfrid, Peni TCHOUN THAM en qualité de préparateur de vanille

NOR : EVT24509036AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Vanille de Tahiti" ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Vanille de Tahiti" ;

Vu la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu l'arrêté n° 1762 CM du 26 août 2021 portant application de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu la demande de M. Wilfrid, Peni TCHOUN THAM en date du 28 mai 2024 ;

Vu le brevet de préparateur de vanille n° 22/003/045 de M. Wilfrid, Peni TCHOUN THAM en date du 20 août 2022 ;

Vu le rapport du contrôleur de l'établissement Vanille de Tahiti en date du 11 juin 2024 ;

Vu le relevé de conclusions de l'Établissement public Vanille de Tahiti en date du 17 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Wilfrid, Peni TCHOUN THAM identifié dans les registres de l'établissement public Vanille de Tahiti sous le numéro P4599 est agréé en qualité de préparateur de vanille pour une durée de dix années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance, conformément à l'article LP. 35 de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Arrêté n° 6379 MPR du 22 juillet 2024 autorisant la location d'une emprise de 10 000 m², à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée sans nom, cadastrée section CL n° 66 d'une superficie totale de 174 971 m², sise commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Tipora TAPATI

NOR : SDR24509042AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifié relatif au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11048 VP du 16 novembre 2023 portant transfert de gestion de la parcelle dépendant de la terre sans nom cadastrée commune de Fakarava, section CL n° 66, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu la demande de Mme Tipora TAPATI en date du 23 janvier 2023 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Fakarava ;

Vu l'avis favorable de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 31 mai 2023 ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée, à des fins agricoles, la location d'une emprise d'une superficie de 10 000 m² à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée sans nom, sise commune de Fakarava, cadastré section CL n° 66 d'une superficie totale de 174 971 m², au profit de Mme Tipora TAPATI.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation est caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 4. — Le loyer annuel, payable d'avance à la caisse de la section recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi) est fixé à dix mille francs CFP (10 000 F CFP).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — Toutes constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Tipora TAPATI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Arrêté n° 6236 MEE du 17 juillet 2024 portant délégation de signature à M. Johnny BIRET, directeur de cabinet, auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture

NOR : MEE24505699AM

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu le régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 869 PR du 3 juin 2024 portant nomination de M. Johnny BIRET en qualité de directeur de cabinet, auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu l'arrêté n° 866 PR du 3 juin 2024 portant nomination de Mme Sandra Titaina LEHARTEL en qualité de cheffe de cabinet, auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Johnny BIRET, directeur de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances nécessaires à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

1° Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de tutelle du ministre adressés aux services de la Polynésie française, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;

2° Délégation est donnée à M. Johnny BIRET, directeur de cabinet, à l'effet de signer les ordres de déplacement et réquisitions de passage à l'intérieur de la Polynésie française, pour les chefs de service et directeurs d'établissements ainsi que les membres de cabinet placés sous l'autorité du ministre ;

3° les notes et bordereaux de transmission adressés à la Présidence de la Polynésie française et aux ministres.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à M. Johnny BIRET, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes suivants de gestion courante concernant le personnel relevant du cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- notation et propositions d'avancement du personnel en position de détachement ou de mise à disposition auprès du cabinet ;
- sanctions disciplinaires suivantes : avertissements, blâmes, mises à pied d'une durée inférieure à 8 jours avec retenue partielle ou totale de salaire ;
- procédure d'entretien préalable en cas de licenciement envisagé à l'encontre des cheffes de services et directeurs d'établissements selon la réglementation en vigueur ;
- déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats de travail et attestations prévues par la réglementation sociale et du travail.

Art. 3. — Délégation de signature est donnée à M. Johnny BIRET, directeur de cabinet, pour accomplir les actes se rapportant à la signature des contrats ou conventions liées à la gestion courante du cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture.

Art. 4. — Délégation de signature est donnée à M. Johnny BIRET, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, dans la limite de ses attributions, les engagements, certifications de service fait, les liquidations ainsi que toutes correspondances et pièces justificatives des dépenses imputées sur les budgets alloués au cabinet et, le cas échéant, aux services et établissements rattachés au ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture.

Art. 5. — M. Johnny BIRET, directeur de cabinet, est habilité à certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture.

Art. 6. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Johnny BIRET, directeur de cabinet, les délégations prévues à l'article 1er, aux 1er, 5e et 6e tirets de l'article 2, et aux articles 4 et 5, visés aux articles précédents, sont exercées par Mme Titaina LEHARTEL, cheffe de cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture.

Art. 7. — L'arrêté n° 5007 MEE du 2 juin 2023 est abrogé.

Art. 8. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAI

Arrêté n° 6237 MEE du 17 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Titaina LEHARTEL, cheffe de cabinet, auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture

NOR : MEE24505700AM

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu le régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 866 PR du 3 juin 2024 portant nomination de Mme Sandra Titaina LEHARTEL en qualité de cheffe de cabinet, auprès du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Titaina LEHARTEL, cheffe de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

1° Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de tutelle du ministre adressés aux services de la Polynésie française, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;

2° Les ordres de déplacement et réquisitions de passage à l'intérieur de la Polynésie française, pour les chefs de service et directeurs d'établissements et des agents de ces mêmes services placés sous l'autorité du ministre ;

3° Les actes de gestion concernant le personnel de cabinet ministériel de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture :

- congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats administratifs et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à Mme Titaina LEHARTEL, cheffe de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, dans la limite de ses attributions pour certifier, sous la responsabilité de cette dernière, le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture.

Art. 3. — Délégation de signature est donnée à Mme Titaina LEHARTEL, cheffe de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, dans la limite de ses attributions, les engagements, certifications de service fait, les liquidations ainsi que toutes correspondances et pièces justificatives des dépenses imputées sur les budgets alloués au cabinet et, le cas échéant, aux services et établissements rattachés au ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture.

Art. 4. — L'arrêté n° 5006 MEE du 2 juin 2023 est abrogé.

Art. 5. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 6313 MEE du 18 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 4 du collège de Taiohae, Nuku Hiva adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 2 juillet 2024*NOR : DEE24508210AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 23-2024 du conseil d'établissement du 2 juillet 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 4 de l'exercice 2024 du collège de Taiohae, Nuku Hiva,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège de Taiohae, Nuku Hiva est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	7 042 340	0	0	7 042 340
VE	Vie de l'Elève	6 404 700	0	0	6 404 700
ALO	Administration et logistique	15 293 252	0	0	15 293 252
TOTAL SERVICES GENERAUX		28 740 292	0	0	28 740 292
SRH	Restauration et hébergement	32 644 800	0	0	32 644 800
SBL	Bourses locales	13 000 000	0	0	13 000 000
TOTAL SERVICES SPECIAUX		45 644 800	0	0	45 644 800
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		74 385 092	0	0	74 385 092
OPC	Opérations en capital	2 467 000	0	719 000	3 186 000
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		2 467 000	0	719 000	3 186 000
TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES		76 852 092	0	719 000	77 571 092
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	7 042 340	0	0	7 042 340
VE	Vie de l'Elève	6 404 700	0	0	6 404 700
ALO	Administration et logistique	13 579 403	0	0	13 579 403
TOTAL SERVICES GENERAUX		27 026 443	0	0	27 026 443
SRH	Restauration et hébergement	24 944 800	0	0	24 944 800
SBL	Bourses locales	13 000 000	0	0	13 000 000
TOTAL SERVICES SPECIAUX		37 944 800	0	0	37 944 800
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		64 971 243	0	0	64 971 243
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	0	0
TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES		64 971 243	0	0	64 971 243
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	74 385 092	Total recettes	64 971 243	
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)	9 413 849	
	Total ouvertures de crédits	74 385 092	Total prévisions de recettes	74 385 092	
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	3 186 000	Total recettes	0	
	IAF (Vir. à la 1ère section)	9 200 000	CAF (Vir. de la 1ère section)	0	
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)	0	
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR	12 386 000	
	Total ouvertures de crédits	12 386 000	Total prévisions de recettes	12 386 000	
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	86 771 092	Total brut prévisions de recettes	86 771 092	
	Vir. entre section à déduire	-9 200 000	Vir. entre section à déduire	-9 200 000	
	Total net ouvertures de crédits	77 571 092	Total net prévisions de recettes	77 571 092	

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Taiohae, Nuku Hiva et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 6314 MEE du 18 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 6 du collège de Makemo adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 25 juin 2024*NOR : DEE24508208AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 16/2024 du conseil d'établissement du 25 juin 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 6 de l'exercice 2024 du collège de Makemo,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège de Makemo est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	5 150 540	74 400	700 000	5 924 940
VE	Vie de l'Elève	6 534 326	0	0	6 534 326
ALO	Administration et logistique	14 799 000	478 989	800 000	16 077 989
TOTAL SERVICES GENERAUX		26 483 866	553 389	1 500 000	28 537 255
SRH	Restauration et hébergement	19 943 822	812 000	0	20 755 822
SBL	Bourses locales	10 443 207	0	0	10 443 207
TOTAL SERVICES SPECIAUX		30 387 029	812 000	0	31 199 029
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		56 870 895	1 365 389	1 500 000	59 736 284
OPC	Opérations en capital	3 220 000	0	0	3 220 000
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		3 220 000	0	0	3 220 000
TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES		60 090 895	1 365 389	1 500 000	62 956 284
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	4 700 540	74 400	0	4 774 940
VE	Vie de l'Elève	6 534 326	0	0	6 534 326
ALO	Administration et logistique	10 719 777	478 989	0	11 198 766
TOTAL SERVICES GENERAUX		21 954 643	553 389	0	22 508 032
SRH	Restauration et hébergement	19 943 822	812 000	0	20 755 822
SBL	Bourses locales	10 443 207	0	0	10 443 207
TOTAL SERVICES SPECIAUX		30 387 029	812 000	0	31 199 029
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		52 341 672	1 365 389	0	53 707 061
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	0	0
TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES		52 341 672	1 365 389	0	53 707 061
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	59 736 284	Total recettes		53 707 061
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)		6 029 223
	Total ouvertures de crédits	59 736 284	Total prévisions de recettes		59 736 284
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	3 220 000	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	3 450 000	CAF (Vir. de la 1ère section)		0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR		6 670 000
	Total ouvertures de crédits	6 670 000	Total prévisions de recettes		6 670 000
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	66 406 284	Total brut prévisions de recettes		66 406 284
	Vir. entre section à déduire	-3 450 000	Vir. entre section à déduire		-3 450 000
	Total net ouvertures de crédits	62 956 284	Total net prévisions de recettes		62 956 284

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Makemo et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 6355 MEE du 19 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 5 du lycée professionnel de Faa'a adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 20 juin 2024*NOR : DEE24507496AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (G.O.D.) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 15/2024 du conseil d'établissement du 20 juin 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 5 de l'exercice 2024 du lycée professionnel de Faa'a,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du lycée professionnel de Faa'a est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	30 911 199	0	0	30 911 199
VE	Vie de l'Elève	9 402 923	0	0	9 402 923
ALO	Administration et logistique	69 841 834	0	0	69 841 834
TOTAL SERVICES GENERAUX		110 155 956	0	0	110 155 956
SRH	Restauration et hébergement	60 399 000	10 346 400	0	70 745 400
SBL	Bourses locales	26 000 000	0	0	26 000 000
SEMOP	Equipe mobile d'ouvriers	2 000 000	0	0	2 000 000
TOTAL SERVICES SPECIAUX		88 399 000	10 346 400	0	98 745 400
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		198 554 956	10 346 400	0	208 901 356
OPC	Opérations en capital	6 683 105	0	552 060	7 235 165
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		6 683 105	0	552 060	7 235 165
TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES		205 238 061	10 346 400	552 060	216 136 521
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	30 911 199	0	0	30 911 199
VE	Vie de l'Elève	9 402 923	0	0	9 402 923
ALO	Administration et logistique	56 452 867	0	0	56 452 867
TOTAL SERVICES GENERAUX		96 766 989	0	0	96 766 989
SRH	Restauration et hébergement	60 399 000	10 346 400	0	70 745 400
SBL	Bourses locales	26 000 000	0	0	26 000 000
SEMOP	Equipe mobile d'ouvriers	2 000 000	0	0	2 000 000
TOTAL SERVICES SPECIAUX		88 399 000	10 346 400	0	98 745 400
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		185 165 989	10 346 400	0	195 512 389
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	0	0
TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES		185 165 989	10 346 400	0	195 512 389
REALISATION DEL'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	208 901 356	Total recettes		195 512 389
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)		13 388 967
	Total ouvertures de crédits	208 901 356	Total prévisions de recettes		208 901 356
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	7 235 165	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	7 800 000	CAF (Vir. de la 1ère section)		0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR		15 035 165
	Total ouvertures de crédits	15 035 165	Total prévisions de recettes		15 035 165
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	223 936 521	Total brut prévisions de recettes		223 936 521
	Vir. entre section à déduire	-7 800 000	Vir. entre section à déduire		-7 800 000
	Total net ouvertures de crédits	216 136 521	Total net prévisions de recettes		216 136 521

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée professionnel de Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 6356 MEE du 19 juillet 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 1 du collège de Moerai - Rurutu adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 16 avril 2024*NOR : DEE24507348AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'Observation Dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 22 du conseil d'établissement du 16 avril 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 1 de l'exercice 2024 du collège de Moerai - Rurutu,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège de Moerai - Rurutu est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	2 730 306	0	400 000	3 130 306
VE	Vie de l'Elève	3 346 572	0	0	3 346 572
ALO	Administration et logistique	15 298 539	0	0	15 298 539
TOTAL SERVICES GENERAUX		21 375 417	0	400 000	21 775 417
SRH	Restauration et hébergement	15 879 140	0	0	15 879 140
SBL	Bourses locales	8 689 200	0	0	8 689 200
SCY3	Service cycle 3	331 200	0	0	331 200
TOTAL SERVICES SPECIAUX		24 899 540	0	0	24 899 540
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		46 274 957	0	400 000	46 674 957
OPC	Opérations en capital	0	0	1 100 000	1 100 000
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	1 100 000	1 100 000
TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES		46 274 957	0	1 500 000	47 774 957
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	2 230 306	0	0	2 230 306
VE	Vie de l'Elève	3 346 572	0	0	3 346 572
ALO	Administration et logistique	14 722 534	0	0	14 722 534
TOTAL SERVICES GENERAUX		20 299 412	0	0	20 299 412
SRH	Restauration et hébergement	15 879 140	0	0	15 879 140
SBL	Bourses locales	8 689 200	0	0	8 689 200
SCY3	Service cycle 3	331 200	0	0	331 200
TOTAL SERVICES SPECIAUX		24 899 540	0	0	24 899 540
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		45 198 952	0	0	45 198 952
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	0	0
TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES		45 198 952	0	0	45 198 952
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	46 674 957	Total recettes		45 198 952
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)		1 476 005
	Total ouvertures de crédits	46 674 957	Total prévisions de recettes		46 674 957
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	1 100 000	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	900 000	CAF (Vir. de la 1ère section)		0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR		2 000 000
	Total ouvertures de crédits	2 000 000	Total prévisions de recettes		2 000 000
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	48 674 957	Total brut prévisions de recettes		48 674 957
	Vir. entre section à déduire	-900 000	Vir. entre section à déduire		-900 000
	Total net ouvertures de crédits	47 774 957	Total net prévisions de recettes		47 774 957

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Moerai - Rurutu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 6357 MEE du 19 juillet 2024 portant approbation des décisions budgétaires modificatives n° 3 et n° 4 du collège d'Arue adoptées par le conseil d'établissement lors de la séance du 25 avril 2024*NOR : DEE24507333AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (G.O.D.) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 07-2024 du conseil d'établissement du 25 avril 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 3 de l'exercice 2024 du collège d'Arue,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège d'Arue est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	9 174 719	118 000	0	9 292 719
VE	Vie de l'Elève	2 240 612	2 348 052	0	4 588 664
ALO	Administration et logistique	15 727 135	0	0	15 727 135
TOTAL SERVICES GENERAUX		27 142 466	2 466 052	0	29 608 518
SRH	Restauration et hébergement	19 284 300	0	0	19 284 300
SBL	Bourses locales	4 337 600	0	0	4 337 600
TOTAL SERVICES SPECIAUX		23 621 900	0	0	23 621 900
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		50 764 366	2 466 052	0	53 230 418
OPC	Opérations en capital	0	0	459 690	459 690
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	459 690	459 690
TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES		50 764 366	2 466 052	459 690	53 690 108
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	9 174 719	118 000	0	9 292 719
VE	Vie de l'Elève	2 240 612	2 348 052	0	4 588 664
ALO	Administration et logistique	15 064 339	0	0	15 064 339
TOTAL SERVICES GENERAUX		26 479 670	2 466 052	0	28 945 722
SRH	Restauration et hébergement	19 284 300	0	0	19 284 300
SBL	Bourses locales	4 337 600	0	0	4 337 600
TOTAL SERVICES SPECIAUX		23 621 900	0	0	23 621 900
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		50 101 570	2 466 052	0	52 567 622
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	0	0
TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES		50 101 570	2 466 052	0	52 567 622
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	53 230 418	Total recettes		52 567 622
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)		662 796
	Total ouvertures de crédits	53 230 418	Total prévisions de recettes		53 230 418
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	459 690	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	0	CAF (Vir. de la 1ère section)		0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR		459 690
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	53 690 108	Total brut prévisions de recettes		53 690 108
	Vir. entre section à déduire	0	Vir. entre section à déduire		0
	Total net ouvertures de crédits	53 690 108	Total net prévisions de recettes		53 690 108

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège d'Arue et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 6358 MEE du 19 juillet 2024 portant approbation des décisions budgétaires modificatives n° 2 et n° 3 du collège Henri-Hiro adoptées par le conseil d'établissement lors de la séance du 18 avril 2024*NOR : DEE24507058AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 25 du conseil d'établissement du 18 avril 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 2 de l'exercice 2024 du collège Henri-Hiro ;

Vu la délibération n° 27 du conseil d'établissement du 18 avril 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 3 de l'exercice 2024 du collège Henri-Hiro,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège Henri-Hiro est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	6 200 000	220 000	632 147	7 052 147
VE	Vie de l'Elève	5 579 000	81 585	0	5 660 585
ALO	Administration et logistique	25 388 496	0	550 000	25 938 496
TOTAL SERVICES GENERAUX		37 167 496	301 585	1 182 147	38 651 228
SRH	Restauration et hébergement	21 925 966	0	0	21 925 966
SBL	Bourses locales	12 055 700	0	0	12 055 700
TOTAL SERVICES SPECIAUX		33 981 666	0	0	33 981 666
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		71 149 162	301 585	1 182 147	72 632 894
OPC	Opérations en capital	1 134 822	0	2 881 421	4 016 243
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		1 134 822	0	2 881 421	4 016 243
TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES		72 283 984	301 585	4 063 568	76 649 137
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	6 200 000	220 000	214 797	6 634 797
VE	Vie de l'Elève	5 579 000	81 585	0	5 660 585
ALO	Administration et logistique	24 707 592	0	550 000	25 257 592
TOTAL SERVICES GENERAUX		36 486 592	301 585	764 797	37 552 974
SRH	Restauration et hébergement	21 925 966	0	0	21 925 966
SBL	Bourses locales	12 055 700	0	0	12 055 700
TOTAL SERVICES SPECIAUX		33 981 666	0	0	33 981 666
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		70 468 258	301 585	764 797	71 534 640
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL		0	0	0	0
TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES		70 468 258	301 585	764 797	71 534 640
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	72 632 894	Total recettes		71 534 640
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)		1 098 254
	Total ouvertures de crédits	72 632 894	Total prévisions de recettes		72 632 894
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	4 016 243	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	417 350	CAF (Vir. de la 1ère section)		0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR		4 433 593
	Total ouvertures de crédits	4 433 593	Total prévisions de recettes		4 433 593
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	77 066 487	Total brut prévisions de recettes		77 066 487
	Vir. entre section à déduire	-417 350	Vir. entre section à déduire		-417 350
	Total net ouvertures de crédits	76 649 137	Total net prévisions de recettes		76 649 137

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège Henri-Hiro et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

**MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE LA PRÉVENTION
CONTRE LA DÉLINQUANCE**

Arrêté n° 6180 MJP du 16 juillet 2024 portant attribution du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée aquatique »

NOR : SJS24507715AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 219 CM du 27 février 2020 portant création et organisation du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 953 CM du 7 juillet 2020 modifié portant création et organisation de la mention « randonnée aquatique » du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature ;

Vu l'arrêté n° 7864 MJP du 28 août 2023 modifié portant composition du jury et nomination des experts de la mention « randonnée aquatique » du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature du 25 août 2023 au 24 août 2026 ;

Vu le compte-rendu n° 2883 MJP/DJS du 19 juin 2024 de la délibération du jury du certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature mention « randonnée aquatique » du jeudi 13 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature, mention « randonnée aquatique » est attribué à :

- n° CPPA APPN 987 24 53 M. Glenn Sylvain Heimana FAREURA ;
- n° CPPA APPN 987 24 54 M. Ariitini Noé MAITUITU ;
- n° CPPA APPN 987 24 55 M. Tetuanui Fu Khiong PUNUAAITUA ;
- n° CPPA APPN 987 24 56 M. Tamahere RONGOMATE ;
- n° CPPA APPN 987 24 57 M. Michele SEGOLINI ;
- n° CPPA APPN 987 24 58 M. Henere Étienne TAIARUI ;
- n° CPPA APPN 987 24 59 M. Rony Teraatea TAMA ;
- n° CPPA APPN 987 24 60 M. Alexandre Louis TAYALÉ ;
- n° CPPA APPN 987 24 61 M. Raitemanu Daph TEHIHIPO ;
- n° CPPA APPN 987 24 62 M. Tanetua Teraivanaa TANETUA ;

- n° CPPA APPN 987 24 63 M. Nuimano Matahi TURI.

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6213 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Freddy Teva FAUURA dont l'enseigne commerciale est Arts Ke'a pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART24507048AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Freddy Teva FAUURA pour l'exercice 2024 en date du 7 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 71 449 F CFP (soixante-et-onze-mille-quatre-cent-quarante-neuf francs CFP) en faveur de M. Freddy Teva FAUURA dont l'enseigne commerciale est Arts Ke'a, pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 142 897 F CFP (cent-quarante-deux-mille-huit-cent-quatre-vingt-dix-sept francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 9650, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6214 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Tevahine Katopua Philomène TEARIKI dont l'enseigne commerciale est Teariki Tevahine pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART24507049AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Tevahine Katopua Philomène TEARIKI pour l'exercice 2024 en date du 12 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Tevahine Katopua Philomène TEARIKI dont l'enseigne commerciale est TEARIKI Tevahine, pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 19 % du montant global du devis hors taxes estimé à 2 654 068 F CFP (deux-millions-six-cent-cinquante-quatre-mille-soixante-huit francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6215 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Vainui Maimiti Mariana FARAIRE épouse BARSINAS dont l'enseigne commerciale est Kauari Anga Ere pour financer l'achat des matières premières

NOR : ART24507050AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Vainui Maimiti Mariana FARAIRE pour l'exercice 2024 en date du 6 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 86 207 F CFP (quatre-vingt-six-mille-deux-cent-sept francs CFP) en faveur de Mme Vainui Maimiti Mariana FARAIRE épouse BARSINAS dont l'enseigne commerciale est Kauari Anga Ere, pour financer l'achat des matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 172 414 F CFP (cent-soixante-douze-mille-quatre-cent-quatorze francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima' les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6216 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Iaera TAMARINO épouse TEFAAFANA dont l'enseigne commerciale est Jaia Création pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART24507047AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Iaera TAMARINO pour l'exercice 2024 en date du 7 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 950 000 F CFP (neuf-cent-cinquante-mille francs CFP) en faveur de Mme Iaera TAMARINO épouse TEFAAFANA dont l'enseigne commerciale est Jaia Création, pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 43 % du montant global du devis hors taxes estimé à 2 196 009 F CFP (deux-millions-cent-quatre-vingt-seize-mille-neuf francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6217 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Fauura RAIPUNI épouse BOUTEAU dont l'enseigne commerciale est Fauura Créations pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART24507046AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Fauura RAIPUNI pour l'exercice 2024 en date du 7 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 194 828 F CFP (cent-quatre-vingt-quatorze-mille-huit-cent-vingt-huit francs CFP) en faveur de Mme Fauura RAIPUNI épouse BOUTEAU dont l'enseigne commerciale est Fauura Créations, pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 389 655 F CFP (trois-cent-quatre-vingt-neuf-mille-six-cent-cinquante-cinq francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima' les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6218 MJP du 16 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Mareva ANANIA épouse ORBECK dont l'enseigne commerciale est O' Mareva pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART24507040AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Mareva ANANIA pour l'exercice 2024 en date du 5 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 447 530 F CFP (quatre-cent-quarante-sept-mille-cinq-cent-trente francs CFP) en faveur de Mme Mareva ANANIA épouse ORBECK dont l'enseigne commerciale est O' Mareva, pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 895 060 F CFP (huit-cent-quatre-vingt-quinze-mille-soixante francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - Te pū 'ohipa rima'i les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6222 MJP du 16 juillet 2024 complétant la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025

NOR : MJP24508485AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu l'avis de la commission consultative du sport de haut niveau de la Polynésie française du 30 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — La liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française, fixée par l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 susvisé, est complétée par l'inscription des sportifs nommés ci-dessous, au titre des années 2024 et 2025, en catégorie « excellence » :

N°	Prénom et NOM	Discipline
110	Hinatea BERNADINO	Va'a
111	Kévin CERAN-JERUSALEM	Va'a
112	Hiromana FLORES	Va'a

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6344 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Susanne FANKHAUSER épouse FII dont l'enseigne commerciale est Susanne FII pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART24506546AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Susanne FANKHAUSER épouse FII pour l'exercice 2024 en date du 19 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 79 164 F CFP (soixante-dix-neuf-mille-cent-soixante-quatre francs CFP) en faveur de Mme Susanne FANKHAUSER épouse FII dont l'enseigne commerciale est Susanne FII, pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 158 328 F CFP (cent-cinquante-huit-mille-trois-cent-vingt-huit francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima' les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6346 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Élisabeth TARAROA dont l'enseigne commerciale est Création Tara pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART24506543AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Élisabeth TARAROA pour l'exercice 2024 en date du 19 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 189 453 F CFP (cent-quatre-vingt-neuf-mille-quatre-cent-cinquante-trois francs CFP) en faveur de Mme Élisabeth TARAROA dont l'enseigne commerciale est Création Tara, pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 378 905 F CFP (trois-cent-soixante-dix-huit-mille-neuf-cent-cinq francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima' les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6347 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Marie-Christine Teahu REIA épouse TEFAATAU dont l'enseigne commerciale est Tehauarii Couture pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART24506538AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Marie-Christine Teahu REIA épouse TEFAATAU pour l'exercice 2024 en date du 15 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Marie-Christine Teahu REIA épouse TEFAATAU dont l'enseigne commerciale est Tehauarii Couture, pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 27 % du montant global du devis hors taxes estimé à 1 925 547 F CFP (un-million-neuf-cent-vingt-cinq-mille-cinq-cent-quarante-sept francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i, les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Nahema TEMARII

Arrêté n° 6348 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Lilly Marguerite ALBERT dont l'enseigne commerciale est Lilly Créa pour financer l'achat des matières premières

NOR : ART24506537AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Lilly Marguerite ALBERT pour l'exercice 2024 en date du 5 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Lilly Marguerite ALBERT dont l'enseigne commerciale est Lilly Créa, pour financer l'achat des matières premières à hauteur de 26 % du montant global du devis hors taxes estimé à 1 980 000 F CFP (un-million-neuf-cent-quatre-vingt-mille francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6349 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Tafainui Roland Noon LAINÉ dont l'enseigne commerciale est Noon pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART24506536AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Tafainui Roland Noon LAINÉ pour l'exercice 2024 en date du 5 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 60 470 F CFP (soixante-mille-quatre-cent-soixante-dix francs CFP) en faveur de M. Tafainui Roland Noon LAINÉ dont l'enseigne commerciale est Noon, pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 120 940 F CFP (cent-vingt-mille-neuf-cent-quarante francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6350 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Robin Yves Werner MAJEWSKI dont l'enseigne commerciale est Robin Wood pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART24506535AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Robin Yves Werner MAJEWSKI pour l'exercice 2024 en date du 4 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 208 619 F CFP (deux-cent-huit-mille-six-cent-dix-neuf francs CFP) en faveur de M. Robin Yves Werner MAJEWSKI dont l'enseigne commerciale est Robin Wood, pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 417 237 F CFP (quatre-cent-dix-sept-mille-deux-cent-trente-sept francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima' les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6351 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Puapuamaihinano Tevahinehamoura VIRIAMU épouse PAUTEHEA dont l'enseigne commerciale est Māhina Tui pour financer l'achat des matières premières

NOR : ART24506533AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Puapuamaihinano Tevahinehamoura VIRIAMU épouse PAUTEHEA pour l'exercice 2024 en date du 27 décembre 2023 reçue le 3 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 82 890 F CFP (quatre-vingt-deux-mille-huit-cent-quatre-vingt-dix francs CFP) en faveur de Mme Puapuamaihinano Tevahinehamoura VIRIAMU épouse PAUTEHEA dont l'enseigne commerciale est Māhina Tui, pour financer l'achat des matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 165 780 F CFP (cent-soixante-cinq-mille-sept-cent-quatre-vingt francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6352 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Noéline Hinano SEGUIN dont l'enseigne commerciale est Nevh Art pour financer l'achat des matières premières

NOR : ART24506531AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Noéline Hinano SEGUIN pour l'exercice 2024 en date du 3 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 81 321 F CFP (quatre-vingt-un-mille-trois-cent-vingt-et-un francs CFP) en faveur de Mme Noéline Hinano SEGUIN dont l'enseigne commerciale est Nevh Art, pour financer l'achat des matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 162 641 F CFP (cent-soixante-deux-mille-six-cent-quarante-et-un francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française comme suit : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima' les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6353 MJP du 19 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Davida Félix TAPUTEA dont l'enseigne commerciale est Thavy Art pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART24504669AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Davida Félix TAPUTEA pour l'exercice 2024 en date du 2 janvier 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 195 927 F CFP (cent-quatre-vingt-quinze-mille-neuf-cent-vingt-sept francs CFP) en faveur de Thavy Art, représentée par M. Davida Félix TAPUTEA dont l'enseigne commerciale est Thavy Art, pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 391 853 F CFP (trois-cent-quatre-vingt-onze-mille-huit-cent-cinquante-trois francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : budget de la Polynésie française 100, exercice 2024, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire du bénéficiaire mentionné à l'article 1er, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima' les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5. — À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6369 MJP du 22 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI, tāvana hau de la circonscription des îles Marquises

NOR : SJS24508175AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour application ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 628 CM du 15 mai 2001 modifié portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 5 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction de la jeunesse et des sports ;

Vu la convention n° 8774 PR/MCE du 21 décembre 2020 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée de la direction de la jeunesse et des sports par la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 232 CM du 3 mars 2022 portant nomination de Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI en qualité de tāvana hau de la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 3563 MAE du 18 mars 2020 portant titularisation dans le cadre d'emploi des rédacteurs de Mme Vanina Tepootuheeata TEHAAMOANA, en fonction à la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 11204 MFT du 17 novembre 2023 portant titularisation dans le cadre d'emplois des attachés d'administration de M. Antoine MORAND, en fonction à la circonscription des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI, tāvana hau de la circonscription des îles Marquises, à l'effet de signer, au nom de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, dans la limite des attributions suivantes :

1° Les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

2° Les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement subdélégés par la direction de la jeunesse et des sports dont elle assure la représentation indirecte suivant l'article 5 de la convention n° 8774 PR/MCE du 21 décembre 2020.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI, tāvana hau de la circonscription des îles Marquises, la délégation prévue au présent arrêté est exercée par Mme Vanina Tepootuheeata TEHAAMOANA, rédacteur à la circonscription des îles Marquises.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Myrna PETERANO épouse VAIANUI et de Mme Vanina Tepootuheeata TEHAAMOANA, ladite délégation est exercée par M. Antoine MORAND, attaché d'administration à la circonscription des îles Marquises.

Art. 4. — L'arrêté n° 5622 MJP du 27 juin 2023 est abrogé.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6376 MJP du 22 juillet 2024 portant délégation de signature à M. Terii SEAMAN, tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier*NOR : SJS24508209AM-1*

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour application ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 modifié portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction de la jeunesse et des sports ;

Vu la convention n° 904 PR/MJS du 16 février 2015 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée de la direction de la jeunesse et des sports par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier et son avenant 1 n° 8773 PR/MCE du 21 décembre 2020 ;

Vu l'arrêté n° 2172 CM du 31 octobre 2018 modifié portant nomination de M.Terii SEAMAN en qualité de tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 418 PR du 23 juin 2015 portant nomination de Mme Lise LEFAIT, conseiller des services administratifs principal, en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 5832 MEA/DGRH du 27 mai 2021 portant changement d'affectation de M. Hervé DUQUESNAY, attaché principal 4e échelon, en fonction à la direction générale des affaires économiques ;

Vu le certificat administratif n° 398 PR/CTG du 2 juin 2021 de M.Terii SEAMAN, tāvana hau attestant la prise de fonction de M. Hervé DUQUESNAY, en qualité de chef de la cellule développement de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M.Terii SEAMAN, tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier, à l'effet de signer, au nom de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, dans la limite des attributions suivantes :

1° Les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

2° Les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement subdélégés par la direction de la jeunesse et des sports dont elle assure la représentation indirecte suivant l'article 5 de la convention n° 904 PR/MJS du 16 février 2015 modifiée par avenant.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M.Terii SEAMAN, tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier, la délégation prévue au présent arrêté est exercée par Mme Lise LEFAIT, secrétaire général à la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de M.Terii SEAMAN et de Mme Lise LEFAIT, ladite délégation est exercée par M. Hervé DUQUESNAY, chef de la cellule développement de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

Art. 4. — L'arrêté n° 5623 MJP du 27 juin 2023 est abrogé.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

Arrêté n° 6377 MJP du 22 juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Rachel TURINA épouse TAU, secrétaire générale de la circonscription des îles Australes*NOR : SJS24508833AM-1*

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, ensemble les textes pris pour application ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 629 CM du 15 mai 2001 modifié portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 6 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction de la jeunesse et des sports » ;

Vu la convention n° 8775 PR/MCE du 21 décembre 2020 relative à l'exécution des missions de la subdivision déconcentrée de la direction de la jeunesse et des sports par la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 255 PR du 28 mars 2023 portant nomination de Mme Rachel TURINA épouse TAU, secrétaire général de la circonscription des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 1373 MAE du 6 février 2020 portant modification du terme de la durée réglementaire du stage de titularisation de Mme Viviane Heimiri TIAEHAU en qualité de rédacteur et affectation à la circonscription des îles Australes à Tubuai ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Rachel TURINA épouse TAU, secrétaire générale de la circonscription des îles Australes, à l'effet de signer, au nom de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, dans la limite des attributions suivantes :

1° Les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

2° Les actes relatifs aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement subdélégés par la direction de la jeunesse et des sports dont elle assure la représentation indirecte suivant l'article 5 de la convention n° 8775 PR/MCE du 21 décembre 2020.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Rachel TURINA épouse TAU, secrétaire générale de la circonscription des îles Australes, la délégation prévue au présent arrêté est exercée par Mme Viviane Heimiri TIAEHAU, rédacteur à la circonscription des îles Australes.

Art. 3. — L'arrêté n° 5621 MJP du 27 juin 2023 est abrogé.

Art. 4. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juillet 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII

**ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE
FRANCAISE****Arrêté n° 37-2024 PR/APF/SG/SAF du 16 juillet 2024 portant institution d'une régie d'avances à l'Assemblée de la Polynésie française**

Le président de l'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le code pénal et le code des juridictions financières tels qu'étendus et adaptés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation financière et comptable de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services de la Polynésie française ou des budgets des établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'Association française de cautionnement mutuel ;

Vu l'arrêté n° 9-2023 APF/SG du 11 mai 2023 prenant acte de l'élection du président de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis conforme du payeur de la Polynésie en date du 3 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est institué une régie d'avances au sein de l'Assemblée de la Polynésie française.

Art. 2. — Cette régie est installée au sein des locaux du service administratif et financier, sis au deuxième étage de l'immeuble Tetuna'e.

Art. 3. — La régie paie les dépenses de services en ligne et de logiciels, pour lesquelles le paiement ne peut être effectué qu'en ligne par carte bancaire, et des couronnes de fleurs.

Art. 4. — Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- 1) par carte de crédit ;
- 2) en numéraire.

Art. 5. — Un compte de dépôt de fonds au trésor est ouvert au nom du régisseur ès qualités, auprès du directeur des finances publiques de la Polynésie.

Art. 6. — Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à deux-cent-mille francs CFP (200 000 F CFP).

Art. 7. — Le régisseur doit verser au payeur de la Polynésie française la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins à la fin de chaque mois, en tout état de cause au 31 décembre de chaque année, lors de son remplacement par son mandataire suppléant et à sa sortie de fonction.

Art. 8. — Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'arrêté de nomination, selon la réglementation en vigueur ou doit obtenir son affiliation à l'Association française de cautionnement mutuel, et percevra une indemnité de responsabilité.

Art. 9. — Le président de l'Assemblée de la Polynésie française et le payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2024.

Le président,

Antony GEROS

Arrêté n° 38-2024 PR/APF/SG/SAF du 16 juillet 2024 portant nomination d'un régisseur et d'un mandataire suppléant auprès de la régie d'avances de l'Assemblée de la Polynésie française

Le président de l'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le code pénal et le code des juridictions financières tels qu'étendus et adaptés en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services territoriaux ou des budgets des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 9-2023 APF/SG du 11 mai 2023 prenant acte de l'élection du président de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 37-2024 APF/SG/SAF du 16 juillet 2024 portant institution d'une régie d'avances à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1112-2024 APF/SG/SAF du 9 juillet 2024 du président de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu les accords écrits de Mme Rumia ATAI et de M. Philippe AT-SE en date du 9 juillet 2024, enregistré sous le n° 6734 pour exercer les fonctions de régisseur et mandataire suppléant ;

Vu l'avis conforme du payeur de la Polynésie en date du 16 juillet 2024,

Arrête :

Article 1er. — Mme Rumia ATAI est nommée régisseur de la régie d'avances de l'Assemblée de la Polynésie française avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'arrêté de création de celle-ci.

Art. 2. — En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement, Mme Rumia ATAI sera remplacée par M. Philippe AT-SE, mandataire suppléant.

Art. 3. — Le régisseur est assujéti au cautionnement de 300 euros conformément à la réglementation en vigueur et devra verser la somme entre les mains du payeur de la Polynésie française avant d'entrer en fonction, ou obtenir son affiliation à l'association française de cautionnement mutuel.

Art. 4. — Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le montant sera fixé par référence à la réglementation territoriale.

Le mandataire suppléant percevra la même indemnité de responsabilité pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie d'avances.

Art. 5. — Le régisseur et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçues ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectivement effectués.

Art. 6. — Le régisseur et le mandataire suppléant ne doivent pas régler des dépenses autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par le code pénal et le code des juridictions financières.

Art. 7. — Le régisseur et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables et leurs fonds aux agents de contrôle qualifiés.

Art. 8. — Le régisseur et le mandataire suppléant s'obligeront à établir un procès-verbal chaque fois qu'il y aura remise entre eux de la caisse, des valeurs et des justifications.

Art. 9. — Le président de l'Assemblée de la Polynésie française et le payeur de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le président,
Antony GÉROS

**ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL
ET CULTUREL****Avis n° 26 du 19 juillet 2024 sur le projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française**

Saisine du Président de la Polynésie française,

Rapporteurs : Mme Lucie TIFFENAT et M. Makalio FOLITUU,

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 3954 PR du 4 juillet 2024 du Président de la Polynésie française reçue le 5 juillet 2024, sollicitant l'avis du CESEC selon la procédure d'urgence sur un projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la décision du bureau réuni le 5 juillet 2024 ;

Vu le projet d'avis de la commission « développement et égalité des territoires » en date du 17 juillet 2024 ;

Vu le Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 19 juillet 2024, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

Le Président de la Polynésie française soumet à l'avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française (CESEC) selon la procédure d'urgence, un projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française.

II - CONTEXTE ET OBJECTIFS

En Polynésie française, la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée, constitue le principal cadre en matière de composition et d'administration du domaine public. Au sein de ces dispositions, les principes généraux de la domanialité publique sont repris.

Ainsi, à l'article 1er, le domaine public de la Polynésie française « *comprend toutes les choses qui sont affectées à l'usage du public ou affectées à un service public par la nature même du bien ou par un aménagement spécial, et, par suite, ne sont pas susceptibles de propriété privée. Le domaine public est naturel ou artificiel* ».

L'article 2 de cette même délibération précise que « *le domaine public maritime naturel se compose notamment des rivages de la mer, des lais et relais de mer, des étangs salés communiquant librement ou par infiltration ou par immersion avec la mer, du sol et du sous-sol des eaux intérieures dont les havres et rades non aménagés et les lagons jusqu'à la laisse de basse mer sur le récif côté large, du sol et du sous-sol des golfes, baies et détroits de peu d'étendue, et du sous-sol des eaux territoriales* » (étant précisé que la limite des eaux territoriales se situe à 12 milles nautiques (environ 22 km) des « *lignes de base* »¹).

Concernant la gestion, l'article 6 de ce texte rappelle le principe de l'autorisation préalable à toute occupation du domaine public. Il dispose en effet que « *nul ne peut sans autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente, effectuer aucun remblaiement, travaux, extraction, installation et aménagement quelconque sur le domaine public, occuper une dépendance dudit domaine ou l'utiliser dans les limites excédant le droit d'usage qui appartient à tous* ».

Aux termes de l'article 7, ces autorisations sont délivrées à titre personnel, précaire et sont révocables à tout moment.

Toute occupation du domaine public est faite en contrepartie d'une redevance calculée en fonction « *des avantages de toute nature procurés à l'occupant* » (article 10 de la délibération précitée).

S'agissant de la durée des occupations, l'article 8 de cette réglementation précise que « *la durée des autorisations d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public tient compte de la nature et du type d'occupation sollicitée ainsi que de l'activité et des ouvrages et installations autorisés* ».

À ce titre, il prévoit que, par principe, les autorisations d'occupations du domaine public ne peuvent avoir une durée supérieure à 9 ans et que, par exception, elles peuvent être accordées pour une durée maximum de 70 ans pour, notamment, « *la réalisation de grands projets de développement économique, industriel ou touristique nécessitant un investissement important dans les zones de développement prioritaires instituées par la réglementation en vigueur, ainsi que les autorisations accordées pour l'exercice des activités de pêche et d'aquaculture* ».

Selon l'exposé des motifs, « *cette exception trouve sa justification dans la nécessaire sécurité juridique liée aux activités pour lesquelles ladite dérogation peut être accordée* ». Il indique à cet effet que « *l'actualité de notre pays nous amène à envisager que cette dérogation soit étendue aux autorisations accordées pour la pose, l'exploitation et l'enlèvement de toutes installations et câbles sous-marins* ».

Il rappelle en effet que, suivant les arrêtés n° 1978 CM du 2 novembre 2023 et n° 386 CM du 21 mars 2024, la société Subcom a été autorisée à réaliser des opérations maritimes de prospection, d'étude et de sondage acoustique afin d'évaluer la faisabilité et déterminer le meilleur tracé maritime en vue de la pose de câbles sous-marins dans les eaux de la Polynésie française et ce, jusqu'au 3 octobre 2024. « Lorsque ces études seront achevées, (...) ladite société sollicitera les autorisations domaniales idoines ». Afin d'anticiper ces demandes et être en capacité de fournir l'outil le plus adapté à ces occupations particulières du domaine du pays², il est proposé d'étendre l'exception en termes de durée, prévue à l'article 8 précité, à « la pose, l'exploitation et l'enlèvement de toutes installations et câbles sous-marins ».

Selon les auteurs, ce projet de texte constitue le « volet domanial » de l'adaptation de la réglementation polynésienne effectuée dans le cadre de l'arrivée de nouveaux opérateurs extérieurs dans le domaine des câbles numériques. Il fait suite, notamment, à la modification du code des postes et télécommunications pour laquelle le CESEC a rendu son avis le 7 mai 2024³.

III - OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

Le projet de loi du pays appelle, de la part du CESEC, les observations et recommandations suivantes :

1. S'agissant de la durée des occupations du domaine public pour la pose de câbles sous-marins :

Comme indiqué précédemment, le projet de loi du pays a pour objet d'étendre la possibilité d'autoriser l'occupation du domaine public maritime sur une durée maximale de soixante-dix années aux opérations de pose, d'exploitation et d'enlèvement de toutes installations et câbles sous-marins.

Pour l'heure, seul l'opérateur public Office des postes et des télécommunications (OPT) dispose d'actes d'autorisation d'occupation et d'affectation du domaine public pour la pose, l'exploitation et l'enlèvement de ses deux câbles sous-marins « Honotua » et « Natitua ».

D'ailleurs, auditionné à cet effet, l'OPT a indiqué que la durée de vie d'un câble sous-marin est estimée à 30 ans et celle d'un data center de transit à 40 ans minimum. Pour l'heure, l'OPT n'a pas eu à intervenir pour une réparation sous-marine, il rappelle également que statistiquement, un câble est touché une fois dans ce laps de temps de 30 ans.

Par ailleurs, le CESEC relève que la durée d'amortissement d'un câble sous-marin est de 25 ans.

Bien que s'agissant d'investissements privés importants pour garantir à la population polynésienne un accès à une connexion internet fiable et performante, le CESEC s'interroge sur l'opportunité de consentir, sur une durée de 70 ans, des autorisations d'occupation du domaine public maritime pour l'installation de câbles sous-marins.

Aussi, l'institution recommande que la durée de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public prenne en compte notamment la durée de vie d'un câble sous-marin et celle d'un data center pour déterminer la durée de l'autorisation d'occupation du domaine public dans le cadre de ces opérations d'installation de câbles sous-marins par des opérateurs privés.

Par ailleurs, cette durée constitue un plafond maximum et il résulte des dispositions du premier alinéa de l'article 8 précité que plusieurs éléments doivent être pris en compte pour déterminer la durée de l'autorisation d'occupation :

- la nature et le type d'occupation sollicitée ;
- l'activité, les ouvrages et installations autorisés.

En outre, le CESEC estime que le pays doit disposer, dans un souci de bonne gestion et de bonne maîtrise de ses espaces de plus en plus convoités, d'une certaine marge de manœuvre concernant ce type d'autorisations délivrées à titre personnel et précaire et qui sont révocables à tout moment (selon certaines conditions).

Il s'agit de pouvoir prendre en considération les éventuelles avancées technologiques ou tout imprévu nécessitant une modification de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public en cours d'exécution.

Par ailleurs, l'activité d'exploitation de câbles sous-marins sur le domaine public est susceptible, dans le temps, d'apparaître comme fortement concurrentielle compte tenu du nombre d'opérateurs privés entrant sur le marché des câbles sous-marins et le fait que la Polynésie française constitue un nouveau « hub » numérique.

Cette concurrence ne sera pas sans conséquence sur les espaces géographiques concernés, certains pouvant être moins disponibles de par leurs caractéristiques. Le CESEC comprend en effet que l'installation de câbles est plus contraignante dans les lagons et aux sites d'atterrages et que, par conséquent, certains tracés seront réputés meilleurs que d'autres.

Si pour l'heure, le projet de loi du pays semble répondre à la demande d'un seul opérateur privé, il n'empêche en rien de futures demandes concurrentes.

En tout état de cause, le CESEC retient, au regard des dispositions du dernier alinéa de l'article 8 précité, que ces autorisations sont renouvelables, ce qui permet à l'autorité publique de revoir périodiquement les conditions de l'occupation.

Enfin, sur la forme, l'institution recommande de revoir la rédaction de ces nouvelles dispositions de manière à bien spécifier que « les installations » visées par le projet de texte sont liées aux « câbles sous-marins », la conjonction de coordination « et » après les termes « les installations » ne marquant pas ce lien.

2. S'agissant du volet financier :

Au-delà de l'objet de la saisine portant sur la durée des autorisations d'occupation du domaine public maritime pour l'installation de câbles sous-marins, le CESEC s'est interrogé sur les conditions financières de ces opérations d'ordre privé et commercial ainsi que sur les contreparties financières de ce type d'occupation du domaine public maritime.

Selon les auteurs du projet de texte, l'OPT étant délégataire d'un service public des télécommunications, ce dernier bénéficie d'une gratuité pour l'installation de ses câbles sur le domaine public maritime. Toutefois, ils indiquent qu'il est bien envisagé que les opérateurs privés reversent une redevance pour l'installation de leurs câbles sous-marins dont le montant est encore en cours de discussions.

Aussi, en l'état de la réglementation en vigueur en la matière précisant, au sein de l'article 10 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 précitée, que l'autorité compétente tient compte, pour déterminer le montant des redevances dues, « des avantages de toute nature procurés à l'occupant », le CESEC invite le pays à définir les critères devant être retenus pour déterminer le montant de la redevance due dans le cadre de l'installation de câbles sous-marins.

Pour l'institution, le calcul de ce type de redevance devrait pouvoir s'établir sur d'autres critères que ceux du prix au mètre carré habituellement mis en œuvre.

Il convient à cet effet de rappeler que l'activité câblière est un secteur très technique. De ce fait, de grands groupes numériques (Google, Microsoft, Facebook) se partagent les parts du marché mondial. De nombreux enjeux, notamment en termes de retombées financières, doivent être pris en compte par les différents pays se trouvant sur ces routes numériques tels que la Polynésie française, « hub » numérique.

3. S'agissant de l'aménagement du territoire, de la conservation et de la protection du domaine public :

Outre des questions de durée et de contreparties financières, ces projets d'installation de câbles sous-marins sur le domaine public maritime du pays soulèvent également des questions sur le plan environnemental, que cela soit au moment de la pose, de la maintenance ou de l'enlèvement des installations.

Interrogée, la Direction de l'environnement (DIREN) indique que ces demandes d'autorisations d'occupation du domaine public font préalablement l'objet d'études d'impact sur l'environnement soumises à enquête publique et que, du point de vue de leur composition, la fibre optique des câbles sous-marins est protégée par une gaine résistante composée de matériaux inertes chimiquement.

En effet, une fois posés et ensouillés, ils n'auraient aucune incidence sur la qualité de l'eau et ne présenteraient pas d'impact négatif sur l'écosystème marin. La DIREN précise à cet effet que la remise en état et le retrait à terme du câble serait même préjudiciable à l'environnement, la nature pouvant reprendre ses droits au fond de l'eau.

Pour le CESEC, une attention particulière doit être portée aux activités de pose et de réparation des câbles susceptibles d'entraîner une perturbation temporaire et localisée de l'environnement marin.

En outre, l'institution relève qu'aux termes des dispositions de l'article 7 de la délibération cadre du domaine public, « à l'expiration de la concession, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle arrive, les ouvrages, constructions et améliorations seront enlevés aux frais exclusifs de l'occupant dans un délai fixé par l'autorité compétente » et que, toutefois, « la Polynésie française pourra renoncer à demander la remise en état », étant précisé que « dans ce cas, les ouvrages, constructions et améliorations resteront acquis à la Polynésie française ».

Aussi, le CESEC insiste sur la nécessité, pour le pays, de continuer de s'assurer que les autorisations d'occupation du domaine public tiennent compte de la vocation des zones concernées et de celle des espaces avoisinants, ainsi que des impératifs de préservation des sites et paysages et des ressources biologiques. Toutes mesures compensatoires aux atteintes à l'environnement doivent pouvoir être prises en compte.

Dans ce cadre, le sort des installations à la fin de l'occupation doit être prévu au sein de l'acte d'autorisation de même que les conditions financières prévues pour le retrait ou le maintien de ces installations.

Il conviendrait d'anticiper au mieux le sort des câbles qui ne seront plus utilisés qui, s'ils restent au fond de l'eau, risquent de tapisser les fonds marins à l'instar des satellites et leurs débris dans l'espace. Le caractère recyclable ou non de ces infrastructures câblières doit également être pris en compte.

Enfin, en termes de contrôle, la direction de l'équipement indique qu'elle ne dispose pas des moyens techniques poussés pour surveiller les fonds marins situés au-delà du récif, la zone lagunaire faisant l'objet d'un cadre juridique pour leur gestion et surveillance. L'installation et le contrôle des câbles dans les profondeurs requièrent des moyens et équipements maritimes conséquents (navires, robots, drones).

En conséquence, le demandeur d'autorisation est tenu de fournir un certain nombre d'informations d'ordres techniques en amont de la pose (cartes détaillées du relief sous-marin, plans d'implantations, etc.), mais également après la pose, au travers notamment de plans de récolement.

Pour le CESEC, le bon suivi de ces installations et du respect par l'occupant de ses obligations doit être assuré par le pays.

IV - CONCLUSION

Le projet de loi du pays propose la modification de l'alinéa 4 de l'article 8 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée relative au domaine public afin d'ajouter, au titre des dérogations à la durée de principe de neuf ans d'occupation temporaire du domaine public, les autorisations accordées « pour la pose, l'exploitation et l'enlèvement de toutes installations et câbles sous-marins ». Cette nouvelle disposition permet, en effet, d'autoriser ce type d'activité pour une durée maximale de soixante-dix années.

Pour les îles du Pacifique sud isolées physiquement, telles que celles de la Polynésie française, il est indéniable que la connexion par câbles sous-marins apparaît essentielle compte tenu de l'évolution de notre société devenue dépendante du numérique, 98 %

de nos données circulant au travers de ces infrastructures sous-marines⁴. Ces dernières représentent des investissements importants et permettent à la population polynésienne, un accès à une connexion internet fiable et performante.

S'agissant de la durée des occupations du domaine public pour la pose de câbles sous-marins, l'institution :

- recommande que la durée de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public soit en adéquation avec la durée de vie des installations liées aux câbles sous-marins ;

- estime que le pays doit disposer, dans un souci de bonne gestion et de bonne maîtrise de ses espaces de plus en plus convoités, d'une certaine marge de manœuvre concernant ce type d'autorisations délivrées à titre personnel, précaire et révocable à tout moment.

Sur le plan financier, le CESEC invite le pays à définir les critères devant être employés pour déterminer le montant de la redevance due dans le cadre de « la pose, l'exploitation et l'enlèvement » de câbles sous-marins. Pour l'institution, le calcul de ce type de redevance devrait pouvoir s'établir sur d'autres critères que ceux du prix au mètre carré habituellement mis en œuvre.

En matière d'aménagement du territoire, de conservation et de protection du domaine public, le CESEC insiste sur la nécessité pour le pays de continuer de s'assurer que les autorisations d'occupation du domaine public tiennent compte de la vocation des

zones concernées et des espaces avoisinants, ainsi que des impératifs de préservation des sites et paysages et des ressources biologiques.

Enfin, le bon suivi de ces installations et du respect par l'occupant de ses obligations doit être assuré par le pays.

Sous réserves des observations et recommandations qui précèdent, le Conseil économique, social, environnemental et culturel émet un avis favorable au projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française.

1 Lignes de base fixées en vertu du décret n°2019-319 du 12 avril 2019 définissant les lignes de bases à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale adjacente à la Polynésie française (en fonction de notamment de la « laisse de basse mer »).

2 Exposé des motifs.

3 Avis n°21 du 7 mai 2024 sur le projet de loi du pays portant modification du code des postes et télécommunications de la Polynésie française.

4 Camille Morel, « Le Pacifique insulaire pris dans la toile mondiale ? Géopolitique des câbles sous-marins en Océanie », Etudes de l'Ifri, Ifri, septembre 2022.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

AVIS OFFICIELS

Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Teva I Uta pour le mois de juin 2024

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR/DCA/CTI.TRV	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 27 juin 2024</u>		
2024-102-4	M. FAAURA Alberic, Ariinui et Mme TIHOTI Heilani, Fabienne	Parcelle cadastrée n° 266, section AT (Terres « PUTUAIA, TEITEIA, TIPAPA 1-2, TEAOA 2 Lot 3, formant le lot 3b ») à MATAIEA	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F4
2024-116-4	Mme GOODING Poera	Parcelle cadastrée n° 74, section BO (Terre « PUUNOONO : surplus de la parcelle A du Lot 5 Parcelle ») à PAPEARI	Travaux d'extension d'une maison d'habitation en réalisant 2 chambres et 1 pergola et modification des 2 chambres existantes en 2 salles de bains
	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 28 juin 2024</u>		
2022-226-7	SAS MANASOLAR	Parcelles cadastrées n°s 102 et 103, section AY (Terres « DOMAINE VAIHIRIA PUNA : LOT 2.1 et LOT 2.2 ») à MATAIEA	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une ferme photovoltaïque avec stockage

Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Taiarapu-Ouest pour le mois de juin 2024

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR/DCA/ CTI.TRV	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 14 juin 2024</u>		
2024-135-4	Mme KAUTAI Yolande	Parcelle cadastrée n° 293, section AH (Terre « PORIRO-TEAOA -VAITOHORA-RAIPUA-ATITETAAHI-TEIRIIRI : Parcelle F surplus Lot d ») à TOAHOTU	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 comprenant une terrasse couverte
	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 26 juin 2024</u>		
2021-222-5	M. TETUANUI Honney, Raimana et Mme ROCHETTE Marina	Parcelle cadastrée n° 20, section AK (Terre « NIUPAVAI dite aussi MAIAI : lot B du lot 1 ») à TOAHOTU au PK 6 côté montagne quartier VAIHI	Prorogation au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec une terrasse couverte
2021-253-4	Mme TEVAEARAI Odile	Parcelle cadastrée n° 43, section BH (Terre « ATITERA ») à VAIRAO au PK 11 côté montagne quartier TEVAEARAI	Prorogation au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec une terrasse couverte
	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 27 juin 2024</u>		
2023-442-5	SCI LA COQUITA	Parcelle cadastrée n° 56, section CH (Terre « DOMAINE PARKER LOT 1 ») à TEAHUPOO	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 comprenant une terrasse couverte au rez-de-chaussée et un garage un sous-sol
2023-501-5	M. KALSBECK Eric	Parcelle cadastrée n° 192, section KH (Terre « Plateau PUUNUI : Lot 11 ») à TOAHOTU	Travaux de modification de la distribution intérieure et de façade au rez-de-jardin d'une maison d'habitation
2024-179-3	Mme Martine VAN BASTOLAIRE épouse MARUAKE	Parcelle cadastrée n° 5, section BH (Terre « ATIMOMOA : Lot 1c ») à VAIRAO	Travaux de construction d'un mur de clôture

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR/DCA/ CTI.TRV	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 28 juin 2024</u>		
2024-94-4	Mme MAITERE Vanessa	Parcelle cadastrée n° 11, section BL (Terre « ATIMA ») à VAIRAO	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 comprenant une terrasse couverte
2024-176-3	Mme TRANVANNE Moeiti	Parcelle cadastrée n° 199, section KH (Terre « Plateau PUUNUI : Lot 18 ») à TOAHOTU	Travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 comprenant une terrasse couverte

Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Taiarapu-Est pour le mois de juin 2024

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR/DCA/CTI.LTRV	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 03 juin 2024</u>		
2024-87-4	M. et Mme NENA Maco et Lavaina née TEUIRA	Parcelle cadastrée n° 27, section SE (Terre « Pté V.C. CAMERON comprenant les terres TEFARARUE – AOREA – TEURUHOTU 6 TEIRURI – APAAPAITERAI et TURAE : Lot B2A du Lot 1 – Surplus ») à TAUTIRA	Travaux de construction de 3 maisons d'habitation à louer de type F1 comprenant chacune une terrasse couverte
	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 26 juin 2024</u>		
DPT/24-11-2	SARL PACIFIC MOBIL TELECOM	Parcelle cadastrée n° 51, section AT (Terre « Lotissement AFAAHITI : Lot 15 – Lot B ») à AFAAHITI	Travaux d'installation d'un poteau télécom de 30 mètres de hauteur et d'une zone technique
2020-173-5	M. TEUIRA Edgar et Mme IOANE Emilie	Parcelle cadastrée n° 109, section CE (Terre « TAHORA : (partie) ») à PUEU au quartier PAHEROO	Prorogation au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois (sans terrasse couverte)
2022-224-8	M. LEMAIRE Giovanni et Mme TERIITEMOEHA Tepoe	Parcelle cadastrée n° 24, section AE (Terre « TEROTO : Lot 1, Partie c/mont ») à FAAONE	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec une terrasse couverte
	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 28 juin 2024</u>		
2024-82-5	SCI FETIA	Parcelle cadastrée n° 271, section AS (Terre « TEVIHONU : Lot 5 Lot B2 de la Propriété Joseph PICARD : parcelle a ») à AFAAHITI	Travaux de construction de 2 maisons d'habitation jumelées à louer de type F3 comprenant chacune une terrasse couverte et une piscine

Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et Tuamotu-Gambier pour la période du 9 au 10 juillet 2024

COMMUNE DE FAAA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR.DCA	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 9 juillet 2024</u>		
23-1222-3	SCI RAIHOA représentée par Madame Fanny A YOU	sur la parcelle cadastrée n° 1579, section V (Lot 445 du Lotissement PAMATAI HILLS) sise à FAAA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation avec piscine

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR.DCA	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 10 juillet 2024</u>		
24-143-3	Madame Yolenda Hereanie MERCIER et Monsieur Nelson, Ari TEATA	sur la parcelle cadastrée n° 26, section AN (Terre TERUAARAEAE PARTIE) sise à Tiarei	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
24-529-3	Madame Heikulanui TAMAOKO	sur la parcelle cadastrée n° 22, section AI (Terre TEVAIMARUIA) sise à Mahaena	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR.DCA	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 9 juillet 2024</u>		
23-995-2	Madame Delphine CARON et Monsieur Alban Julien HERDZINA mandataire : SARL SYSTRAVO représentée par Monsieur Simon CAUTAIN	sur la parcelle cadastrée n° 63, section KH (DOMAINE XAVIER MATOHI LOT 3 SURPLUS PARTIE Lot B Parcelle B) sise à Haapiti	pour des travaux de construction de deux (02) maisons d'habitation
	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 10 juillet 2024</u>		
23-1250-2	Madame Caroline PONS et Monsieur Sylvain PONS mandatés par Madame Tiphaine LAMEGO pour le compte de STUDIO AMANHA	sur la parcelle cadastrée n° 48, section CL (LOT 27 du LOTISSEMENT BEL AIR) sise à Teavaro	projet de rénovation de la maison d'habitation existante, la surélévation en R+1, la construction d'un fare pote'e, d'un bungalow, d'un carport en pergola et et d'une couverture sur car port existant (PERMIS TACITE)
24-23-4	Madame Joanne KRAINER mandataire: Madame Marania VAEA	sur la parcelle cadastrée n° 9, section TI (Terre MANIEE 4 Lot 1 PARCELLE C DU LOT 3A) sise à Paopao	pour des travaux de construction de deux (02) maisons d'habitation
24-36-3	Monsieur Marotuaragi, Bryand PERE mandataire : Madame Melanie LEETAM	sur la parcelle cadastrée n° 180, section RI (DOMAINE TIAHURA LOT N° 3 SURPLUS DU LOT 5 (PARTIE) LOT N° 6 Parcelle N° 11 C) sise à Haapiti	pour des travaux de construction de deux (02) studios
24-136-4	Madame Michelle PASCALE et Monsieur Francis COURDE mandataire : AO architecture & urbanisme représentée par Madame Débora CHAPPET	sur la parcelle cadastrée n° 103, section RE (DOMAINE DE TIAHURA Lot n° 2 LOT B) sise à Haapiti	pour des travaux de construction de trois (03) bungalows, deux (02) piscines, d'un fare pote'e et d'un carport
24-473-3	Madame Ilanda Vaihiria TAMU épouse HEIMATA et Monsieur Serge HEIMATA	sur la parcelle cadastrée n° 70, section PO (Terre TEVIVEO PARTIE LOT A3) sise à Papetoai	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

COMMUNE DE PAEA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR.DCA	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 9 juillet 2024</u>		
23-465-4	Monsieur Raphael BOSSI mandataire : HADConcept représentée par Monsieur Romain ARRIBAS	sur la parcelle cadastrée n° 464, section AM (Terre PAAHA-ATIMAHIO-VAITE-PAIEU- OUTUTAIHI Lot A) sise à PAEA	pour des travaux de construction d'un local technique avec pose de trois (03) containers laboratoires
24-352-3	Madame Hanalei CHALUMEAU et Monsieur Heifara CHALUMEAU mandataire : EI PLAN MAISON TAHITI représentée par Monsieur Haynd FROGIER	sur la parcelle cadastrée n° 176, section K (PROPRIETE BRILLANT LOT 8B ET C) sise à PAEA	pour des travaux de sécurisation (mise en place d'un merlon) et de construction d'une maison d'habitation.
	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 10 juillet 2024</u>		
22-552-5	Madame Sandy YAP	sur la parcelle cadastrée n° 100, section BB (Terre TEMOA LOT B DU LOT 3 PARTIE Lot A) sise à PAEA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (MODIFICATION du type de la maison d'habitation F3 en studio)
24-183-2	Madame Victorine MAHATIA mandataire: Kellie, Rahere MAHATIA	sur la parcelle cadastrée n° 34, section BE (Terre TEHOROMIAE PARCELLE A) sise à PAEA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)
24-208-2	Madame Heiariki MATAIE mandataire : TPE VEHIARII CONCEPTION représentée par Monsieur Vehiarii TAHITI	sur la parcelle cadastrée n° 137, section AK (LOT 2 du LOTISSEMENT TAREVAREVA) sise à PAEA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation

COMMUNE DE PUNAAUIA

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR.DCA	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 9 juillet 2024</u>		
23-958-5	Madame Axelle PARION mandataire : SELARL CORAIL ARCHITECTURE représentée par Madame Vairani MARTIN	sur la parcelle cadastrée n° 271, section BE (Terre MATATIA LOT 4C PARCELLE 4 LOT B3 PARTIE - PARCELLE D Lot C) sise à PUNAAUIA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation avec piscine
24-144-2	Madame Sandra HULOT mandataire : EI PLAN MAISON TAHITI représentée par Monsieur Haynd FROGIER	sur la parcelle cadastrée n° 32, section CD (LOT 134 du LOTISSEMENT MIRI) sise à PUNAAUIA	pour des travaux de construction d'une piscine
24-284-5	Madame Lucie DEJEAN et Monsieur Benoît CARRE mandataire : SARL Technibois représentée par Monsieur Mickael DECLERCQ	sur les parcelles cadastrées n°s 868 et 869, section I (LOTISSEMENT GALLOIS CHARLES - ATIUE LOT n° 25 et LOT n° 27) sises à PUNAAUIA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation
24-388-3	Madame Lydie LI KONG-CHI	sur la parcelle cadastrée n° 754, section L (LOTISSEMENT PUGIBET LOT 6A Lot B) sise à PUNAAUIA	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation

COMMUNE DE HAO

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR.DCA.TG	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 10 juillet 2024</u>		
24-105-2	Madame Mahuru, Claudine, Hitinui TAIRUA	sur la parcelle cadastrée n° 13, section AL (Terre TEKE OU OTEKE (partie)) sise à HAO	pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH)

COMMUNE DE MANIHI

NUMERO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
PR.DCA.TG	<u>TRAVAUX AUTORISES LE 10 juillet 2024</u>		
20-509-5	Madame Nathalie MATA et Monsieur Tetaur FAURA	sur la parcelle cadastrée n° 190, section B (Terre KAHANI) sise à Ahe	travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) (2ème PROROGATION)
21-663-3	Monsieur Heimana, Bob MATAOA	sur la parcelle cadastrée n° 45, section H (Terre TIKAKAEA 1) sise à MANIHI	travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) (PROROGATION)
23-46-10	Monsieur Kalys, Tamatoa HAATANI mandataire : Madame Mireille TOROHIHI épouse HAATANI	sur la parcelle cadastrée n° 88, section B (Terre TIKAKUMIKUMI 1) sise à Ahe	travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) (MODIFICATION du type de fare OPH F3 en F2)



Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes


SIO

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

L'Imprimerie Officielle vous informe que



La mise à jour du
Code des impôts
de la Polynésie
française
au 1^{er} janvier 2023

JOPF n°29 NS du 03/05/2023
de 364 pages

est disponible à la vente
au prix de 1.929 F CFP TTC

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le CODE DES IMPÔTS à jour au 1^{er} Janvier 2023



est disponible à la vente
au prix de 3.155 F CFP TTC